



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 9 DECEMBRE 1911.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi et jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 4483

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du trentième jour de novembre 1911, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Québec. — M. Charles Cloutier, gérant de la Caisse d'Economie, Québec.

District de Terrebonne. — MM. Frédéric Jasmin et Wm. Todd, tous deux propriétaires de Saint-Andrews-East, comté d'Argenteuil.

District d'Arthabaska. — MM. Johnny Lacourse, Paul Duchaine, Alexandre Hébert et Victor Dion, tous cultivateurs, de Saint-Rosaire, comté d'Arthabaska.

District de Montmagny. — MM. Odilon Lecours, cultivateur, de Saint-Camille, et Edouard Boutin, cultivateur, de Sainte-Sabine, comté de Bellechasse.

District de Montréal. — MM. J. M. Viglino, interprète officiel au palais de justice, Albert Chevalier, directeur de l'Assistance Municipale de Montréal, Hôtel-de-Ville, Montréal. 4615

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 30 novembre 1911, de nommer MM. Benjamin Nathaniel Wales, médecin, de Saint-Andrews-East,

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SATURDAY, 9th DECEMBER, 1911

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 4484

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the thirtieth day of November, 1911, to associate to the commission of the peace for the :

District of Quebec. — Mr. Charles Cloutier, manager of "Caisse d'Economie", Quebec.

District of Terrebonne. — Messrs. Frédéric Jasmin and Wm. Todd, both proprietors, of Saint-Andrews-East, county of Argenteuil.

District of Arthabaska. — Messrs. Johnny Lacourse, Paul Duchaine, Alexandre Hébert and Victor Dion, all farmers, of Saint-Rosaire, county of Arthabaska.

District of Montmagny. — Messrs. Odilon Lecours, farmer, of Saint-Camille, and Edouard Boutin, farmer, of Sainte-Sabine, county of Bellechasse.

District of Montreal. — Messrs. J. M. Viglino, official interpreter in the court house, Albert Chevalier, director of "L'Assistance Municipale de Montréal", City Hall, Montreal. 4616

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 30th November, 1911, to appoint Messrs. Benjamin Nathaniel Wales, physician, of Saint-Andrews-

dans le comté d'Argenteuil, et P. E. Pager, médecin, de Saint-Hermas, dans le comté de Deux-Montagnes, coroner conjoint du district de Terrebonne.

4611

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.

F. LANGELIER.

[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

SIR LOMER GOVIN,
Procureur-Général.

ATTENDU que sur présentation au conseil municipal du comté de Labelle, d'une requête des deux tiers des électeurs municipaux qui sont en même temps propriétaires, habitant un certain territoire y mentionné, situé dans la paroisse du Saint-André Avellin, dans le dit comté, dans Notre Province de Québec, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village, le dit conseil du dit comté de Labelle a nommé M. Zacharie Rivard, surintendant spécial, et l'a chargé de visiter le dit territoire, de constater le nombre de maisons y bâties et habitées, et de faire rapport sur la dite requête ;

ET ATTENDU que le dit surintendant spécial a fait au dit conseil un rapport mentionnant le nombre de maisons bâties et habitées sur le dit territoire, et la désignation des limites qui, dans son opinion, doivent être données au territoire ci-après plus particulièrement décrit, contenant au moins quarante maisons habitées dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie ;

ET ATTENDU que le dit rapport du dit surintendant spécial a été homologué avec des amendements par le conseil du susdit comté.

ET ATTENDU que le Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec, a par et avec l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province, approuvé le dit rapport.

A CES CAUSES, en vertu des dispositions du Code Municipal de Notre dite Province, Nous déclarons que le dit territoire, savoir :

Tout le territoire borné comme suit, savoir :

La municipalité du village de Saint-André Avellin, dans le comté d'Ottawa, division municipale de Labelle, est détachée de la municipalité de la paroisse de Saint-André Avellin, et son territoire est borné comme suit, savoir :

Vers le nord et le nord-est par la rivière "Petite Nation" et la limite sud-ouest du lot No 114-A, du cadastre officiel de la paroisse de Saint André Avellin ; vers le sud-ouest par la limite nord-est de chacune des concessions "Côte Saint-Louis" et "La Herse" ; vers le nord-ouest par la limite sud-est de la concession "Côte Saint-Louis" et la ligne entre les lots Nos 248 et 249, du susdit cadastre ; vers le sud-est par la limite nord-ouest du lot No 114-A susmentionné et la ligne entre les lots Nos 127 et 128, du même cadastre, sera détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-André Avellin, et formera une municipalité séparée sous le nom de "La municipalité du village de Saint-André Avellin," à partir de ce jour.

Et par les présentes Nous faisons, constituons, éri-

East, in the county of Argenteuil, and P. E. Pager, physician, of Saint Hermas, in the county of Two-Mountains, joint coroner, of the district of Terrebonne.

4612

Proclamation

Canada,
Province of
Québec.

F. LANGELIER.

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

SIR LOMER GOVIN,
Attorney General.

WHEREAS, on presentation to the municipal council of the county Labelle, of a petition from the two-thirds of the municipal electors who are at the same time proprietors, dwelling in a certain territory therein mentioned, situated in the parish of Saint André Avellin, in the said county, in Our Province of Quebec, praying for the erection of this territory into a village municipality, the said council of the said county of Labelle has named Mr. Zacharie Rivard, special superintendent, and has charged him to visit the said territory, to establish the number of houses thereon erected and inhabited, and to make a report on the said petition ;

AND WHEREAS the said special superintendent has transmitted to the said council a report mentioning the number of houses erected and inhabited on the said territory, and the designation of the limits which, in his opinion, should be assigned to the said tract of land territory hereinafter more particularly described, containing at least forty inhabited houses in a space not exceeding sixty arpents in extent ;

AND WHEREAS the said report of the said special superintendent has been duly homologated without amendments by the council of the aforesaid county.

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our Province of Quebec, has, by and with the advice of the Executive Council of Our said Province, approved this said report ;

NOW KNOW YE, that, under the authority of the Municipal Code of Our said Province, We do hereby declare that the said territory, to wit :

The territory bounded and described as follows, to wit :

The municipality of the village of Saint-André Avellin, in the county of Ottawa, municipal division of Labelle, is detached from the municipality of the parish of Saint André Avellin, and its territory is bounded as follows, to wit :

On the north and north east by the river "Petite Nation" and the south-western limit of lot No. 114-A, of the official cadastre of the parish of Saint André Avellin ; on the south west by the north eastern limit of each of the concession "Côte Saint-Louis" and "La Herse" ; on the north west by the south eastern limit of the concession "Côte Saint-Louis" and the line between the lots Nos. 248 and 249, of the said cadastre ; on the south east by the north west limit of lot No. 114-A above mentioned and the line between the lots Nos 127 and 128, of the same cadastre, shall be detached from the municipality of the parish of Saint André Avellin, and shall henceforth form a separate municipality under the name of the "Municipality of the village of Saint André Avellin".

And we do hereby make, constitute, erect and

geons et déclarons le dit village de Saint-André Avellin, une municipalité de village, conformément aux dispositions du code municipal de la province de Québec.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGEЛИER, Chevalier, Lieutenant-Gouverneur de Notre province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-NEUVIÈME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent onze, et dans la deuxième année de Notre Règne.

Par ordre,

JOS. DUMONT,

Sous-secrétaire de la province

4617

Canada,
Province of
Québec.

[L. S.]

F. LANGEЛИER.

GEORGES V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec et à nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGT-HUITIÈME jour de DÉCEMBRE prochain—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec se trouve prorogée au VINGT-HUITIÈME jour du mois de DÉCEMBRE prochain.

NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de la proroger de nouveau au NEUVIÈME jour du mois de JANVIER prochain, de manière que vous ni aucun de vous n'êtes tenus ou obligés de paraître en Notre Cité de Québec, le dit VINGT-HUITIÈME jour de DÉCEMBRE prochain, et Nous voulons en conséquence que vous et chacun de vous et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de Québec, MARDI, le NEUVIÈME jour du mois de JANVIER prochain, pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de Québec, pourront, par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGEЛИER, Chevalier, Lieutenant-Gouverneur de Notre province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce QUATORZIÈME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent onze, et de Notre Règne la deuxième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie, Québec.

4263

declare the said village of Saint André Avellin, a village municipality, pursuant to the provisions of the said municipal code of the province of Québec.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGEЛИER, Knight, Lieutenant Governor of Our Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this TWENTY NINTH day of NOVEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and eleven, and in the second year of Our Reign.

By command,

JOS. DUMONT,

Deputy Provincial Secretary.

4618

Canada,
Province of
Québec.

[L. S.]

F. LANGEЛИER.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Québec and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Québec, on the TWENTY EIGHTH day of DÉCEMBER next—GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Québec stands prorogued to the TWENTY EIGHTH day of the month of DÉCEMBER next.

NEVERTHELESS, for certain causes and considerations, We have thought fit by and with the advice and consent of Our Executive Council of the Province of Québec, further to prorogue it to the NINTH day of the month of JANUARY next, so that you and each of you are not bound or obliged to appear in Our City of Québec, on the said TWENTY EIGHTH day of DÉCEMBER next, and We will that you and each of you and all others in the behalf interested, that on TUESDAY, the NINTH day of the month of JANUARY next, at Our said City of Québec, personally be and appear for the DESPATCH OF BUSINESS, to treat, do act and conclude upon those things, which, in Our Legislature of the Province of Québec, by the Common Council of Our said Province, may, by the favor of God, be ordained.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGEЛИER, Knight, Lieutenant Governor of Our province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this FOURTEENTH day of NOVEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and eleven, and in the second year of Our Reign.

By order,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of Crown in Chancery,
Québec.

4264

ERRATUM.

A la page 1994 de la "Gazette Officielle" du 25 novembre 1911, aux numéros 4343-44, lisez : Louis Alfred Reinhardt au lieu de Louis Arthur Reinhardt. 4621

Avis du Gouvernement

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, MM. Victor Chercuitte, de la paroisse de Beauport, comté de Québec, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "L'Association des Apiculteurs de Québec", avec sa principale place d'affaires dans la cité de Québec.

Les objets pour lesquelles cette société est formée sont :

L'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, Ministre de l'Agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le premier décembre 1911.

4577

JOS. ED. CARON,
Ministre de l'Agriculture.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28^e jour de novembre 1911, constituant en corporation MM. François Duplantis, bourgeois, Edmond Dallaire, bourgeois, Placide Thériault, contracteur, Edouard Vallière, manufacturier, Jos. Cattarinich, gérant, tous de la cité et district de Montréal, dans les buts suivants :

Former un club social dans un but de récréation, sous le nom de "Le Club Saint-Laurent Incorporé", avec un capital de dix-mille piastres (\$10,000.00), divisé en mille (1000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour du mois de novembre 1911.

4613

JOS. DUMONT,
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 28^e jour de novembre 1911, constituant en corporation MM. Henri Judah Trihey, avocat, Peter Bercovitch, avocat, et Conseil en Loi du Roi, Patrick Mullin, comptable, Michael Thomas Burke, étudiant en droit, et James Johnston, comptable, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Manufacturer des garnitures pour vêtements et fourrures et en faire le commerce en gros et en détail, les dites garnitures devant être pour toute sorte de vêtements de dames, enfants et hommes, et aussi manufacturer et vendre, en gros et en détail, des chapeaux, modes, etc. et faire les affaires d'importation en général des articles ci-dessus mentionnés ;

ERRATUM.

Page 1994 of the "Official Gazette" of the 25th November, 1911, numbers 4343-44, read Louis Alfred Reinhardt instead of Louis Arthur Reinhardt. 4622

Government Notice

CO-OPERATIVE AGRICULTURAL ASSOCIATION.

Public notice is given that under the act respecting co-operative agricultural associations, 1908, Mr. Victor Chercuitte, of the parish of Beauport, county of Quebec, and others, have formed a co-operative agricultural association, under the name of "Quebec Apicultural Association", with its principal place of business in the city of Quebec.

The objects for which the said associations is formed are :

The improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the sale and purchase of live stock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural classes, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The undersigned, Minister of Agriculture of the province of Quebec, authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, the first day of the month of December, 1911.

4578

JOS. ED. CARON,
Minister of Agriculture.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 28th day of November, 1911, incorporating Messrs. François Duplantis, bourgeois, Edmond Dallaire, bourgeois, Placide Thériault, contractor, Edward Vallière, manufacturer, Jos. Cattarinich, manager, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To form a social club for the purpose of recreation, under the name of "Le Club Saint-Laurent, incorporé", with a capital of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one thousand (1000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, of this twenty eighth day of the month of November, 1911.

4614

JOS. DUMONT,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 28th day of November, 1911, incorporating Messrs. Judah Henry Trihey, barrister, Peter Bercovitch, advocate and King's counsel, Patrick Mullin, accountant, Michael Thomas Burke, law student, and James Johnston, accountant, of the city of Montreal, for the following purposes :

The manufacturing of dress and for trimmings and to deal in the same, wholesale and retail, such trimmings to be for ladies, childrens' and gentlemen's, garments of all kind and also the manufacture and sale, by wholesale or retail, of hats, millinery, &c., as well as carrying on of a general import business in the articles hereinbefore described ;

Acquérir par achat des affaires semblables, machines, appareils et matériel, ainsi que les patrons qui peuvent être nécessaires aux affaires de la compagnie, et les payer en actions du stock de la dite compagnie, sous le nom de "The Dress & Fur Trimming Manufacturing Company", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de novembre 1911.

JOS. DUMONT,
Sous-secrétaire de la province.

4591

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1911, constituant en corporation MM. Pierre Martial Côté, avocat et employé civil, Aimé Leblanc, employé civil, Joseph Martial Côté, assistant arpenteur, St. Georges Lemoine, banquier, de la cité d'Ottawa, et Hector Chauvin, avocat, de la cité de Hull, dans les buts suivants :

Chercher et explorer des mines et minéraux et plus particulièrement le feldspath et les exploiter ;

Faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter, de quelque autre manière que ce soit, le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques ; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer ;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mines, droit de préemption, ou tout autre intérêt en iceux ; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées, se rapportant aux objets susdits ;

Construire, entretenir, exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe ou de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations ;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers ;

Construire, acquérir, posséder, affréter, et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits ;

Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, débentures, ou autres valeurs émises par une compagnie minière et les garder ou en disposer ;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits de toute personne ou compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée en vertu de cette loi, si elle le desire, et se charger des dettes et charges y afférentes ;

Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation ;

Construire des tramways, chemins gravés ou macadamisés d'aucune ou de toutes les mines de la dite compagnie jusqu'aux eaux navigables les plus près ou chemins de fer ou chemins publics ;

Prendre aucune terre requise pour droit de passage et stations à une juste évaluation en vertu des dispositions des articles 6553 à 6591 S. R. Q., pourvu que les dits tramway, chemin gravé ou macadamisé n'excèdent pas vingt mille en longueur ;

Et avoir et exercer tous les pouvoirs conférés par

To acquire by purchase business of a similar kind, machinery, fixtures and material, as well as patterns that may be necessary for the business of the company, and to pay for the same in shares of stock of the said company, under the name of "The Dress & Fur Trimming Manufacturing Company," with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this 28th day of November, 1911.

JOS. DUMONT,
Deputy Provincial Secretary.

4592

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 23rd day of November, 1911, incorporating Messrs. Pierre Martial Côté, advocate and civil servant, Aimé Leblanc, civil servant, Joseph Martial Côté, assistant-surveyor, St. Georges Lemoine, banker, of the city of Ottawa, and Hector Chauvin, advocate, of the city of Hull, for the following purposes :

Prospect and explore for mines and minerals more particularly feldspar, and exploit the same ;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any mineral whatever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed, or treated in any manner ; render such minerals merchantable by any means whatever, and sell or otherwise dispose thereof ;

Acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights or invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes ;

Build, maintain and exploit upon its own property or upon those under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations ;

Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen ;

Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its product ;

Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment of minerals, lands, merchandise or works ;

Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company under the said act may carry on, and if it so desire, and undertake the debts and charges appertaining thereto ;

Do all such acts and operations necessary to those above-mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated ;

Construct tramways, graveled or macadamized roads from any or all the mines of said company to the nearest navigable waters or railways or highways ;

Take any land required for right of way and stations at a fair valuation under the provisions of articles 6553 to 6591 R. S. Q., provided the said tramway, gravel road or macadamized road does not exceed twenty miles in length ;

And to have and exercise all and every the powers

la "Loi des Compagnies Minières de Québec", et les dispositions des lois de la province de Québec, ayant rapport aux propriétaires des mines ;

La responsabilité personnelle des actionnaires de la compagnie incorporée ne devant pas excéder le montant du prix payé ou consenti à être payé à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "The Gatineau Spar Milling Company, Limited", avec un capital total de cent cinquante mille piastres (\$150,000.00), divisé en cent cinquante mille (150,000) actions d'une piastre (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Hull.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour novembre 1911.

JOS. DUMONT,

4455.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de novembre 1911, constituant en corporation MM. George Alexander Grant, teneur de livres, Richard Hibbert Simonds, secrétaire, George Hugh Park, entrepreneur, Kenneth Allan Morrison, entrepreneur, et William Lowe Mugliston, ingénieur, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire les affaires de chemin de fer, d'entrepreneur en général et d'ingénieurs entrepreneurs, et agir comme experts pour l'inspection ou l'évaluation de travaux, matériaux, marchandises et machines de toute sorte, et agir comme ajusteurs ou arbitres en rapport à l'évaluation ou estimation de travaux ou matériaux ;

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, échanger, louer, faire le commerce ou posséder sous option des machines et quincailleries de toute sorte, et outillages et fournitures d'entrepreneurs et de constructeurs, et fournitures et matériaux de chemin de fer de toute sorte ;

Acheter et vendre pour soi-même, ou agir comme agents acquéreurs ou vendeurs pour toute personne, société ou compagnie, pour l'achat ou la vente de marchandises de toute sorte ;

Demanier, acheter ou acquérir autrement des patentes d'invention, licences, concessions et autres semblables, conférant tout droit d'employer aucune invention qui peut être émise pour aucun des objets de la compagnie ou qui peut être calculée, directement ou indirectement, pour le bénéfice de la compagnie, ou en disposer ;

Entrer en société ou en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement avec toute personne, société ou compagnie, qui peuvent, directement ou indirectement, être au bénéfice de la compagnie ;

Maintenir des entrepôts, cours ou autres endroits pour l'emménagement d'objets, effets et marchandises en rapport avec les affaires de la compagnie ;

Et en général faire toutes autres choses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdits objets ou aucun d'eux, sous le nom de "Anglo-Canadian Agencies Limited", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de novembre 1911.

JOS. DUMONT,

4453.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est par le présent donné que "The Guardian Accident and Guarantee Company", de Montréal, a été enregistrée pour faire les affaires d'assurance contre les accidents et maladies dans la province, et que le principal agent de la compagnie est M. H. M. Lambert, 160, rue Saint-Jacques, Montréal.

conferred by "The Quebec Mining Companies' Act", and the provisions of the laws of the province of Quebec, relating to the proprietors of mines ;

The personal responsibility of the shareholders of the said company to be incorporated not to be in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares, under the name of "The Gatineau Spar Milling Company, Limited", with a capital stock of one hundred and fifty thousand dollars (\$150,000.00), divided into one hundred and fifty thousand (150,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Hull.

Dated from the office of the secretary of the province, this twenty third day of November, 1911.

JOS. DUMONT,

4456

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty third day of November, 1911, incorporating Messrs. George Alexander Grant, book-keeper, Richard Hibbert Simonds, secretary, George Hugh Park, contractor, Kenneth Allan Morrison, contractor, and William Lowe Mugliston, engineer, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of railway and general contractors and contracting engineers, and to act as experts for the inspection or valuation of work, material, merchandise and machinery of all kinds, and to act as adjusters or arbitrators in connection with the valuation or estimation of work or materials ;

To manufacture, buy, sell, import, export, exchange, lease, deal in, or hold under option, machinery and hardware of all kinds, and contractors and builders' outfits and supplies and railway supplies and appliances of every description ;

To buy and sell for itself or to act as purchasing or selling agents for any person, firm or company, for the buying or selling of any description of merchandise ;

To apply for, purchase or otherwise acquire or dispose of patents of inventions, licences, concessions and the like, conferring any right to use any invention which may be issued for any of the purposes of the company or which may be calculated to directly or indirectly benefit the company ;

To inter into partnership or any arrangement for sharing profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person, firm or company, which might directly or indirectly benefit the company ;

To maintain warehouses, yards or other places for the storage of goods, wares and merchandises connected with the company's business ;

And generally to do all such other things as may be necessary for the due carrying out of the above purposes or any of them, under the name of "Anglo-Canadian Agencies, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of November, 1911.

JOS. DUMONT,

4454

Deputy Provincial Secretary.

Notice is hereby given that "The Guardian Accident and Guarantee Company, of Montreal, has been registered to transact in this province the business of accident insurance and sickness insurance, and that the chief agent of the company is Mr. H. M. Lambert, 160, Saint James street, Montreal.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce vingt-troisième jour de novembre 1911.

Pour le trésorier de la Province de Québec,

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des Assurances, P. Q.
Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec.

4447.2

Québec, 14 novembre 1911.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur par Jos. E. Richard, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant à Saint-Paschal, comté de Kamouraska, district de Kamouraska, par laquelle il demande le transfert en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu J. A. Blanchet, en son vivant demeurant et pratiquant à Saint-Paschal, comté de Kamouraska, district de Kamouraska, conformément aux dispositions du code du notariat.

JEREMIE L. DECARIE,

Secrétaire de la province.

4333-3

Québec, 6 novembre 1911.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par J. E. Dérome, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant à Saint Chrysostôme, dans le comté de Châteauguay, district de Beauharnois, par laquelle il demande le transfert en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu I. J. L. Dérome, en son vivant notaire public, pratiquant à Saint Chrysostôme, comté de Châteauguay, district de Beauharnois, conformément aux dispositions du code du notariat.

JEREMIE L. DECARIE,

Secrétaire de la province.

4131.5

Québec, 14 novembre 1911.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur par J. B. A. Bouchard, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant à Saint-Rémi, dans le comté de Napierville, district d'Iberville, par laquelle il demande le transfert en sa faveur des minutes, répertoire et index de A. Gobier, de Charles Bédard et de L. Albert Bédard, en leur vivant pratiquant à Saint-Rémi, comté de Napierville, district d'Iberville, conformément aux dispositions du code du notariat.

JEREMIE L. DECARIE,

Secrétaire de la province.

4265-4

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Québec, 18 novembre 1911.

Avis est par le présent donné, conformément aux règles 49 et 50 de l'Assemblée législative, que nulle pétition pour un bill privé ne sera reçue par cette Chambre après le vingt-troisième jour du mois de janvier prochain; qu'aucun bill privé ne pourra être présenté après le trentième jour du même mois; qu'aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne pourra être reçu après le sixième jour du mois de février prochain.

L. G. DESJARDINS,

Greffier de l'Assemblée législative.

4261

CHAMBRE DES COMMUNES.

RÈGLES CONDENSÉES RELATIVEMENT AUX AVIS DE BILLS PRIVÉS.

Toute demande de bills privés adressée au Parlement doit être annoncée par un avis publié dans la *Gazette du Canada*, exposant clairement et distinctement la nature et le but de la demande, être signée par ceux qui font la demande ou en leur nom, et porter l'adresse du signataire. Pour une loi de constitution, le nom de la compagnie projetée

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this twenty third day of November, 1911.

For the treasurer of the province of Québec,

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of insurance, P. Q.
Insurance Branch,
Treasurer Department,
Québec.

4448

Québec, 14th November, 1911.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor, by Jos. E. Richard, esquire, notary public, practising and residing of Saint Paschal, county of Kamouraska, district of Kamouraska, by which he asks for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late J. A. Blanchet, in his lifetime practising and residing at Saint Paschal, county of Kamouraska, district of Kamouraska, in accordance with the provisions of the notarial code.

JEREMIE L. DECARIE,

Provincial Secretary.

4334

Québec, 6th November, 1911.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Québec, by J. E. Dérome, esquire, notary public, practising and residing at Saint Chrysostôme, in the county of Châteauguay, district of Beauharnois, by which he asks for the transfer in his favor, of the minutes, repertory and index of the late I. J. L. Dérome, in his lifetime notary public, practising at Saint Chrysostôme, county of Châteauguay, district of Beauharnois, in accordance with the provisions of the notarial code.

JEREMIE L. DECARIE,

Provincial Secretary.

4132

Québec, 14th November, 1911.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor, by J. B. A. Bouchard, esquire, notary public, practising and residing at Saint Remi, in the county of Napierville, district of Iberville, by which he asks for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of A. Gobier, of Charles Bédard and of L. Albert Bédard in their lifetime practising at Saint Remi, county of Napierville, district of Iberville, in accordance with the provisions of the notarial code.

JEREMIE L. DECARIE,

Provincial Secretary.

4266

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Québec, 18th November, 1911.

Notice is hereby given that in conformity with the rules 49 and 50 of the Legislative Assembly, no petition for any private bill shall be received by the House after the twenty third day of the month of January next; that no private bill shall be introduced after the thirtieth day of said month; that no report of any standing or select committee upon private bill shall be received after the sixth day of the month of February next.

L. G. DESJARDINS,

Clerk of Legislative Assembly

4262

HOUSE OF COMMONS.

CONDENSED RULES RESPECTING NOTICES FOR PRIVATE BILLS.

All applications to Parliament for Private Bills shall be advertised by a notice in the *Canada Gazette*, clearly and distinctly stating the nature and objects of the application, and signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same. For an act of incorporation, the name of the proposed company shall be stated.

doit être donné dans l'avis. Si les ouvrages d'une compagnie quelconque doit être déclarée être à l'avantage général du Canada, la chose doit être formellement mentionnée dans l'avis ; et une copie de cet avis doit être expédiée par lettre recommandée au secrétaire de chaque comté ou municipalité qui peut être spécialement intéressé dans ses ouvrages, et aussi au secrétaire de la province dans laquelle ces travaux sont ou pourront être situés ; et la preuve de cet envoi s'établit au moyen d'une déclaration statutaire.

Outre l'avis publié comme susdit dans la *Gazette du Canada*, il doit être aussi publié un avis similaire dans un des principaux journaux, comme suit :

1. *Pour des lois de constitution en corporation :*

(a) d'une compagnie de chemin de fer ou de canaux ou d'une compagnie pour la construction de tout ouvrage spécial, ou pour obtenir des droits ou privilèges spéciaux—dans la principale localité du comté ou du district intéressé ;

(b) ou d'une compagnie de télégraphe ou de téléphone—dans la principale localité de chaque province où la compagnie se propose d'établir un service ;

(c) ou d'une compagnie de banque ; une compagnie d'assurance ; une compagnie de garantie ; une compagnie de prêts, ou une compagnie industrielle (sans pouvoirs spéciaux)—dans la *Gazette du Canada* seulement.

2. *Pour des amendements à des lois de constitution en corporation :*

(a) Pour le prolongement d'une ligne de chemin de fer ou d'un canal, ou d'embranchements de ces chemins de fer et canaux—dans la principale localité dans chaque comté intéressé ;

(b) Pour la remise en vigueur ou la continuation d'une charte ou d'une prorogation du délai fixé pour la construction d'ouvrages de toutes sortes, ou pour l'extension des pouvoirs d'une compagnie (lorsqu'elle n'implique pas la concession de nouveaux droits spéciaux)—au siège social de la compagnie ;

(c) Pour la concession de quelques droits ou privilèges spéciaux—dans les localités réellement intéressées.

Tous ces avis doivent être publiés au moins une fois par semaine durant une période de cinq semaines consécutives ; et lorsqu'ils sont publiés dans les provinces de Québec ou du Manitoba, ils doivent l'être dans les deux langues, anglaise et française ; et s'il n'y a pas de journal dans l'endroit intéressé, cet avis doit être donné dans l'endroit le plus rapproché où se publie un journal. La preuve de la publication s'établit en chaque cas par une déclaration statutaire qui doit être envoyée au greffier de la Chambre des Communes.

Pour autres détails concernant les avis, pétitions, droits à payer, forme et dépôt du bill, etc., s'adresser au greffier de la Chambre des Communes, à Ottawa, ou voir les règlements de la chambre relatifs aux bills privés tels que publiés dans la *Gazette du Canada*.

THOS. B. FLINT,

3725-2 Greffier de la Chambre des Communes.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un

If the works of any company are to be declared to be for the general advantage of Canada, the same shall be specifically mentioned in the notice, and a copy of such notice shall be sent by registered letter to the clerk of each county or municipality which may be specially affected by such works, and also to the secretary of the province in which such works are, or may be located ; and proof of such service of notice shall be established by statutory declaration.

In addition to the notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar notice shall be published in some leading newspaper, as follows :

1. *For acts of Incorporation.*

(a) Of a railway or canal company, or of a company for the construction of any special works, or for obtaining any special rights and privileges—in the principal place in each county or district affected ;

(b) Of a telegraph or telephone company—in the principal place in each province in which the company intends to operate ;

(c) Of banks, insurance, trust, loan or industrial companies (without and special powers)—Advertise in the *Canada Gazette* only.

2. *For amendments to acts of incorporation :*

(a) For the extension of a line of railway or canal or branches thereto.—In the principal place in each county affected ;

(b) For the revival or continuation of a charter or for extension of time for the construction of works of any kind, or for the enlargement of any of the powers of a company (not involving additional special powers)—at the head office of the company ;

(c) For the granting of any special powers or privileges—in the localities actually affected.

All such notices shall be published at least once a week for five consecutive weeks ; and in Quebec and Manitoba shall be published in both English and French ; and if there be no newspaper published in the locality affected, such notice shall be given in the next nearest locality wherein a newspaper is published. Proof of publication shall be established in each case by statutory declaration to be sent to the Clerk of the House.

For further particulars as to notices, petitions, fees, form and deposit of bill, etc., address the Clerk of the House of Commons, Ottawa, or see the Rules of the Commons relating to private bills as published in the *Canada Gazette*.

THOS. B. FLINT,

3726 Clerk of the House of Commons.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying

droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, signe ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers du pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended: and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre

se mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

4485

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bill privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations instantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle* de Québec, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, d'un intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ces lettres patentes doit y être annexée.

hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend a charter of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same are paid in each house.

R. CAMPBELL,

4486

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the perview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Commission on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogeant aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auquel ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres,

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns" Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway, [or the Quebec Insurance Act], as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

"5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars

autre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas."

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,

4487

Greffier de l'Assemblée Législative.

and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases."

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,

4488

Clerk of the Legislative Assembly.

Demandes à la Législature

AVIS.

Avis est présentement donné que Le Comptoir Mobilier Franco-Canadien s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendement sa charte, au sujet des obligations, du contrôleur, et de l'assemblée générale de la société.

LE COMPTOIR MOBILIER

FRANCO-CANADIEN.

4341.3

Canada,
Province de Québec,
District de Bedford.

Avis est par le présent donné que la corporation de la ville de Farnham s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi pour refondre sa charte, 62 Victoria, chapitre 65, la déclarant sujette aux dispositions de la loi des cités et villes, 1903, 3 Ed. VII, ch. 38, contenue aux statuts refondus de Québec 1909, avec certains amendements pour entre autres choses, changer son nom en celui de Ville de Farnham, diviser la municipalité en quartiers, fixer les droits sur licences d'hôtels, autoriser et confirmer l'acquisition, la construction, l'entretien et l'exploitation par la ville d'un système d'éclairage à l'électricité, au gaz ou autres et la vente de la lumière et de la force motrice, déterminer la confection et l'entretien des trottoirs et autres fins.

J. E. LEFEBVRE,

Procureur de la corporation
de la ville de Farnham.

Farnham, 15 novembre 1911.

4339.3

Avis public est par les présentes donné par la Société de Numismatique et d'Archéologie de Montréal, qu'elle s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte, pourvoyant à la création d'un bureau de fiduci-commissaires et pour être autorisée à posséder une plus grande valeur de biens et autres fins.

LIGHTHALL & HARWOOD,

Procureurs de la requérante.

Montréal, 22 novembre 1911.

4395-3

Applications to the Legislature

NOTICE.

Notice is hereby given that The Comptoir Mobilier Franco-Canadien will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for an act to amend its charter respecting the bonds, the comptroller and the general meeting of the company.

THE COMPTOIR MOBILIER

FRANCO-CANADIAN.

4342

Canada,
Province of Québec,
District of Bedford.

Notice is hereby given that the corporation of the town of Farnham will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for an act to revise its charter, 62 Victoria, chapter 65, declaring same subject to the provisions of the cities and towns' act, 1903, 3 Ed. VII, ch. 38, contained in the Revised Statutes of Québec, 1909, with certain amendments for amongst other things, to change its name to that of Town of Farnham, divide the municipality into wards, fix the rights on hotel licenses, authorize and confirm the acquisition, construction maintenance and operation by the town of a system of lighting by electricity, gas or others and the sale of light and motive power, determine the making and maintenance or sidewalks and other purposes.

J. E. LEFEBVRE,

Attorney for the corporation
of the town of Farnham.

Farnham, 15th November, 1911.

4340

Public notice is hereby given by the Numismatic and Antiquarian Society of Montreal, that it will apply at the next session of the Legislature of Québec, for an act to amend its charter, providing for a board of trustees, and to be authorized to possess a larger value of property and for other purposes.

LIGHTHALL & HARWOOD,

Solicitors for applicants.

Montreal, 22nd November, 1911.

4396

Avis public est par le présent donné que le "Saint James's Club of Montreal" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin d'amender sa charte en annulant les dispositions existantes concernant l'émission du stock et l'emploi des produits d'icelui, définir la responsabilité de ses membres, définir et étendre ses pouvoirs, de posséder du terrain et autre propriété, ses pouvoirs d'emprunt et les pouvoirs de son comité général.

"Saint James Club of Montreal."

BRUCE F. CAMPBELL,

Secrétaire.

Lafleur, MacDougall, Macfarlane & Pope,
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 4 décembre 1911.

4619

Avis est par les présentes donné que l'Association Mutuelle de Bienfaisance de la Compagnie de Chemin de Fer Urbain de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender le statut l'incorporant, savoir : 4 Edouard VII, chapitre 102, amendé par le statut 8 Edouard VII, chapitre 129, aux fins de pouvoir changer le nom de la dite association, et afin d'obtenir des pouvoirs plus étendus quant à l'administration de la dite association, et pour autres fins.

PATRICK DUBEE,

Secrétaire de la dite association.

Montréal, 1er décembre 1911.

4603

Les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Clément de Maisonneuve demanderont à la législature de Québec, à sa prochaine session, de vouloir bien passer une loi les autorisant à agrandir l'église et la sacristie actuelles ou à en construire de plus spacieuses ; à emprunter, à un terme qui ne devra pas excéder cinquante ans, une somme de pas plus de cent cinquante mille dollars, pour payer le coût des dits travaux et consolider la dette de la fabrique ; à cotiser les catholiques propriétaires de terres et autres immeubles dans la paroisse pour aider à rembourser la somme empruntée ; à hypothéquer les immeubles de la fabrique, et à transporter la cotisation ; et décrétant que, pour l'exécution de cette loi, MM. Eugène Bernier, Théophile Leclaire et Anselme Bissonnette, et ceux que les francs tenanciers choisiront pour les remplacer, seront adjoints au bureau ordinaire de la fabrique.

TAILLON, BONIN & MORIN,

Pour la dite fabrique.

Montréal, 30 novembre 1911.

4583

Avis est par les présentes donné que la "North Eastern Railway Company", corporation légale ayant le siège de ses affaires à Montréal, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte et prolongeant les délais pour commencer et compléter la construction du chemin de fer autorisée par la loi 6 Edouard VII, chap. 64 ; changer le nom de la compagnie en celui de "The North Railway Company" ; construire un embranchement pour relier Ville-Marie à la ligne du chemin de fer du Pacifique Canadien au Rapide l'Original ; construire un ou des embranchements depuis la ligne principale à ou près du lac Témiscamingue, jusqu'à un point situé à ou près du lac Mattagami, et de là suivant la rivière Nottaway jusqu'à la Baie Rupert sur la Baie James ; construire une ligne de chemin de fer depuis la cité de Montréal, par la route la plus directe, en égard aux frais de construction et à la topographie de la région, jusqu'à un point de communication sur la voie du chemin de fer Transcontinental National, et de tel point vers le nord ouest par la route la plus praticable jusqu'à un havre sur la Baie James, dans la province de Québec, et pour autres fins.

L. A. CANNON,

Procureur du requérant.

Québec, 28 novembre 1911.

4631

Public notice is hereby given that the "Saint James's Club of Montreal" will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend its charter by cancelling existing provisions concerning the issue of stock and the employment of the proceeds thereof, defining the liability of the members, defining and extending its powers, to hold land and other property, its borrowing powers and the powers of its general committee.

"Saint James Club of Montreal."

BRUCE F. CAMPBELL,

Secretary,

Lafleur, MacDougall, Macfarlane & Pope,
Solicitors for applicants.

Montreal, 4th December, 1911.

4620

Notice is hereby given that The Montreal Street Railway Mutual Benefit Association will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next sitting, to have the statute incorporating it, viz : IV Edward the seventh, chapter 102, as amended by the statute VIII Edward the seventh, chapter 129, amended in order to have its name changed and to have further powers concerning the administration of the said association, and for other purposes.

PATRICK DUBEE,

Secretary of the said association.

Montreal, 1st December, 1911.

4604

"The curé and church wardens of the œuvre et fabrique of the parish of Saint-Clément de Maisonneuve" will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act to authorize them to enlarge the present church and sacristy or to erect more spacious ones ; to borrow at a term not to exceed fifty years a sum of not more than fifty thousand dollars, to pay the cost of the said work and to consolidate the debt of the fabrique ; to tax the catholic proprietors of lands and other immovables in the parish to aid in the repayment of the sum borrowed ; to hypothecate the immovables of the fabrique and to transfer the tax ; and enacting that for the execution of the said act Messrs. Eugène Bernier, Théophile Leclaire and Anselme Bissonnette, and those whom the freeholders may choose to replace them, be associated to the ordinary bureau of the fabrique.

TAILLON, BONIN & MORIN,

For the said fabrique.

Montreal, 30th November, 1911.

4584

Notice is hereby given that the "North Eastern Company", a legal corporation having its place of business at Montreal, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for the passing of an act to amend its charter and to extend the delay for the commencement and the completion of the railway authorized by the act 6 Edward VII, chapter 64 ; to change the name of the company to "The North Railway Company" ; to construct a branch to connect Ville Marie with the Canadian Pacific Railway line at Rapide l'Original ; to build one or more branch lines from the main line at or near lake Temiscamingue to a point situate at or near lake Matagami, and thence, following the Nottaway river as far as Rupert's Bay on James Bay ; to build a line of railway from the city of Montreal by such route as may be most direct having our regard to economy of construction and to the topographical conditions of the region, to a connection with the National Transcontinental Railway, and from such point of connection northwesterly by the most practicable route to a harbour on James Bay, within the province of Quebec and for other purposes.

L. A. CANNON,

Attorney for the petitioner.

Quebec, 28th November, 1911.

4632

Avis est par le présent donné que le soussigné, Demetrius Nicholas Nicholson s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi autorisant le barreau de la province de Québec, à lui permettre de pratiquer comme avocat, et le secrétaire du conseil général du dit barreau à lui octroyer un certificat comme tel.

D. N. NICHOLSON.

Montréal, 30 novembre 1911.

4637

Avis est donné que les curé et marguilliers de l'Œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Viateur d'Outremont, district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte amendement sa loi I Georges V, chapitre 105 et I Georges V, chapitre 113, afin de se faire autoriser à augmenter ses pouvoirs d'emprunt et obtenir d'autres pouvoirs.

BESSETTE & DUTAUD,

Procureurs des curé et marguilliers de l'Œuvre et fabrique de Saint-Viateur d'Outremont.

Montréal, 5 décembre 1911.

4629

Avis est par le présent donné que la Compagnie Hydraulique de Saint-Maurice, corps incorporé et politique, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi donnant le pouvoir de construire des écluses d'emmagasinage et de règlement sur la rivière Saint-Maurice et ses tributaires dans le but de conserver et régler le cours d'icelle, acquérir les terrains nécessaires pour le dit but, construire un système de téléphone y ayant rapport, émettre des débentures, charger des péages pour le flottage et transport du bois, ainsi que taxer les différentes personnes et compagnies possédant, contrôlant ou mettant en opération les pouvoirs d'eau sur la dite rivière Saint-Maurice, pour certaines contributions en rapport aux dites améliorations et pour autres fins.

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL,
Soliciteurs des requérants.

Montréal, 5 décembre 1911.

4639

Avis public est par le présent donné que la Corporation de la paroisse des Saints-Anges de Lachine s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi la constituant en corporation de ville, sous le nom de "Ville Lasalle", régie par la loi des cités et villes (Art. 5256 à 5885 Statuts révisés, 1909), avec certaines modifications concernant la qualification du maire et des échevins, les élections, la taxe des terres en culture, les taxes de commerce, les emprunts, et pour obtenir le pouvoir de taxer les poteaux de télégraphe, de téléphone et de transmission d'électricité, de taxer spécialement un quartier de la municipalité pour améliorations locales, d'accorder des exemptions de taxes pour l'ouverture de rues aux propriétaires cédant gratuitement les terrains nécessaires pour ces rues, de commuer les chemins des commissaires des chemins à barrières de Montréal, et pour autres fins.

PELLETIER & PELLETIER,

Procureurs de la Corporation de la paroisse des Saints-Anges de Lachine.

Lachine, 5 décembre 1911.

4645

Avis public est par les présentes donné que la corporation de la paroisse de Saint-Dunstan, du Lac Beauport, dans le comté de Québec, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi légalisant à toutes fins que de droit l'existence, comme municipalité séparée, des habitants et contribuables du territoire compris dans les limites de la dite municipalité, nonobstant toute loi à ce contraire, et pour autres fins.

L. A. CANNON

Procureur de la requérante.

Québec, 30 novembre 1911.

4597

Notice is hereby given that the undersigned, Demetrius Nicholas Nicholson will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act authorizing the bar of the province of Quebec, to permit him to practice as advocate, and the secretary of the general council of the bar to issue to him his certificate as such.

D. N. NICHOLSON.

Montreal, 30th November, 1911.

4638

Notice is hereby given that the curé and churchwardens of l'Œuvre et Fabrique of the parish of Saint Viateur d'Outremont, district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act amending its law I George V, chapter 105 and I George V, chapter 113, in order to enlarge its borrowing powers and other powers.

BESSETTE & DUTAUD,

Attorneys for the curé and churchwardens of l'Œuvre et Fabrique of Saint Viateur d'Outremont.

Montreal, 5th December, 1911.

4630

Notice is hereby given that the Saint Maurice Hydraulic Company, a body corporate and politic, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act granting it power, to construct storage and regulating dams on the Saint Maurice rivers and its tributaries for the purpose of conserving and regulating the flow thereof, and to acquire the necessary lands for the said purpose, to construct a telephone system in connection therewith, to issue debentures, to charge tolls for the floating and transmission of timber, as well as to assess different persons and companies owning, controlling or operating water powers on the said Saint Maurice rivers, for certain annual contributions in respect to the said improvements and for other purposes.

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL,
Solicitors for applicants.

Montreal, 5th December, 1911.

4640

Public notice is hereby given that the Corporation of the parish of Saints Anges de Lachine will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to incorporate it into a town corporation under the name of "Ville Lasalle", governed by the cities and towns' act (Art. 5256 to 5885 Revised Statutes, 1909), with certain modifications respecting the qualification of the mayor and aldermen, the elections, the tax on lands under cultivation, commercial tax, loans, and to obtain the power to tax telegraph, telephone and electric poles, to specially tax a ward of the municipality for local improvement, to grant exemption from taxes for the opening of streets to proprietors giving the land necessary for such streets gratis, to commute the roads of the commissioners of the Montreal turnpike roads and for other purposes.

PELLETIER & PELLETIER

Attorneys for the Corporation of the parish of Saints Anges de Lachine.

Lachine, 5th December, 1911.

4646

Public notice is hereby given that the corporation of the parish of Saint Dunstan, of Lake Beauport, in the county of Quebec, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to legalize to all intents and purposes the existence, as a separate municipality of the inhabitants and ratepayers of the territory comprised within the limits of the said municipality, notwithstanding any law to the contrary, and for other purposes.

L. A. CANNON,

Petitioner for applicant

Quebec, 30th November, 1911.

4598

Avis public est par le présent donné que le Bureau Protestant des Commissaires d'Écoles de la cité de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi dans les buts suivants :

Augmenter les pouvoirs d'emprunt jusqu'à une limite à être déterminée ;

Affirmer de nouveau le pouvoir de la cité de Montréal, à la demande du bureau scolaire, émettre des obligations de la cité dans le but de prélever des fonds pour l'achat de sites pour écoles et l'érection d'écoles, et définir la manière de procéder ;

Ratifier tous les achats de propriété faits par le bureau dans la municipalité scolaire protestante de Montréal ;

Ratifier l'achat de propriété fait par le bureau dans les municipalités de Notre Dame de Grâce et Outremont, et dans les quartiers Mont Royal et Bordeaux, de la cité de Montréal ;

Ratifier et confirmer les ventes d'immeubles déjà faites, et autoriser les commissaires à disposer des dits immeubles à l'avenir par vente privée, sujet seulement à l'approbation du surintendant de l'Instruction publique et du lieutenant gouverneur en conseil ;

Autoriser le bureau, avec l'approbation du surintendant de l'Instruction publique et du Lieutenant gouverneur en conseil, à prélever des fonds pour l'achat des sites d'écoles, et consentir au transport au tiers des droits du vendeur non payé ;

Pourvoir à la collection des taxes scolaires prélevées sur les propriétés de corporations et compagnies incorporées, comme suit :

(a) Que la liste neutre de la taxe scolaire sur les propriétés des corporations dans les limites de la cité, sera prélevée par les cotiseurs de la cité et perçue par le trésorier de la cité au taux devant être fixé par la loi ;

(b) Que les produits de la susdite taxe, dans les quatre tiers ou parties de quartiers de la cité, qui sont territoire en commun pour le bureau protestant des commissaires d'écoles et la commission scolaire catholique de Montréal, seront divisés entre les deux bureaux, tel que pourvu par la loi existante ;

(c) Que les produits de la taxe dans chacun des autres quartiers ou parties de quartiers de la cité seront traités séparément, et divisés par le trésorier de la cité sur la base per capita parmi les bureaux scolaires de la cité, qui auront des élèves résidant dans ce quartier ou partie de quartier et fréquentant leurs diverses écoles ;

(d) Que pour les fins des écoles existantes, tout bureau scolaire de cité, à l'exception de la commission scolaire catholique de Montréal, sera requis de fournir au trésorier de la cité, le ou avant le quinze de novembre annuellement, un état montrant le nombre des élèves fréquentant ses écoles durant le mois d'octobre, et résidant dans les limites de chaque quartier ou partie de quartier non inclus dans le territoire de la commission scolaire catholique de Montréal ;

Pourvoir que tout le territoire situé maintenant ou qui le sera à l'avenir dans les limites de la cité de Montréal sera annexé pour les fins scolaires protestantes à la municipalité scolaire protestante de Montréal ;

Pourvoir que sur l'annexion de toute ou aucune partie d'aucune municipalité scolaire protestante, tous arriérés de taxes scolaires protestantes prélevées sur propriété dans le territoire ainsi annexé, seront perçus par le trésorier de la cité et payés au bureau protestant des commissaires d'écoles de la cité de Montréal ;

Amender la sous-section trois (3) de la section vingt et une (21) de l'acte 32 Victoria, chapitre 16, en retranchant les mots : " ou aux personnes qui auront déclaré par écrit leur désir d'avoir leur propriété inscrite sur la dite liste neutre " ;

Autoriser le bureau à établir un fonds de pension

Public notice is hereby given that the Protestant Board of School Commissioners of the city of Montreal will, at the next session of the Legislature of the province of Quebec, make application for the passing of an act for the following purposes :

To increase the borrowing powers to a limit to be determined ;

To re-affirm the power of the city of Montreal, at the request of the school board concerned, to issue bonds of the city for the purpose of providing funds for the purchase of school sites and the erection of school buildings, and to define the procedure to be followed ;

To ratify all purchases of property made by the board within the protestant school municipality of Montreal ;

To ratify the purchase of property made by the board in the municipalities of Notre Dame de Grace and Outremont, and in Mount Royal and Bordeaux wards, of the city of Montreal ;

To ratify and confirm the sales of real property already made, and to authorise the commissioners to dispose of such property in future by private sale, subject only to the approval of the superintendent of Public Instruction and the Lieutenant Governor in Council ;

To authorise the board, with the approval of the Superintendent of Public Instruction and the Lieutenant Governor in Council, to provide funds for the purchase of school sites, and consenting to the transfer to third persons of the rights of the unpaid vendor ;

To provide for the collection of school taxes levied upon the property of corporations and incorporated companies, as follows :

(a) That the neutral panel school tax upon the property of corporations situate within the city limits, shall be levied by the city assessors and collected by the city treasurer at the rate to be fixed by law ;

(b) That the proceeds of the above mentioned tax in those wards or parts of wards of the city, which are common territory for the protestant board of school commissioners and the catholic school commission of Montreal, shall be divided between the two boards as provided by existing law ;

(c) That the proceeds of the tax in each of the other wards or parts of wards of the city shall be treated separately, and divided by the city treasurer upon the per capita basis among those city school boards which shall have pupils residing in that ward or part of ward and attending their several schools ;

(d) That for the purpose of existing schools, every city school board, excepting the catholic school commission of Montreal, shall be required to furnish to the city treasurer, on or before the fifteenth of November annually, a statement showing the number of pupils attending its schools during the month of October, and residing within the limits of each ward or part of ward not included in the territory of the catholic school commission of Montreal ;

To provide that all the territory which is now or hereafter shall be within the limits of the city of Montreal shall be annexed for protestant school purposes to the protestant school municipality of Montreal ;

To provide that upon the annexation of the whole or any part of any protestant school municipality, any arrears of protestant taxes levied upon property within the territory so annexed shall be collected by the city treasurer, and paid to the protestant board of school commissioners of the city of Montreal ;

To amend sub-section three (3) of section twenty-one (21) of the act 32 Victoria, chapter 16, by striking out the words : " or to persons who shall have declared in writing their desire of having their property inscribed on said (neutral) panel " ;

To authorize the board to establish a pension

pour le bénéfice des instituteurs et autres personnes à son service ;

Pourvoir que les arrérages des taxes scolaires protestantes non payées dans les précédentes municipalités scolaires de Delorimier et Côte des Neiges seront perçus par le trésorier de la cité et payés au bureau protestant des commissaires d'écoles de la cité de Montréal ;

Autoriser le bureau à construire un tunnel en dessous de la surface de la ruelle entre les rues Université et Shuter, dans la cité de Montréal, de manière à mettre en communication la nouvelle bâtisse du High School, sur la rue précédente, avec "The Power House", devant être érigée sur la dernière, et aussi ouvrir des barrières sur les deux propriétés donnant accès à la dite ruelle, et pour telles autres fins et législation qui peuvent être nécessaires ou accessoires ou ayant rapport aux susdites fins.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& LANGUEDOC,
Soliciteurs des requérants.

Montréal, 27 novembre 1911. 4477-2

Avis est par le présent donné que la Commission à Barrières de la Rive Nord à Québec, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi autorisant la Commission à prélever un péage sur automobiles et autres voitures semblables lors qu'ils passeront ses barrières et voyageront sur les chemins à barrières.

G. H. BURROUGHS,
Secrétaire-trésorier.

Québec, 25 novembre 1911. 4471-2

Avis est par les présentes donné que "The Great Northern Lumber Company Limited", s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour un acte afin de confirmer certains actes et contrats entre la dite compagnie "The Glasgow Canadian Land & Trust Company Limited", Edmund Sullivan, John Sheridan and Patrick H. Hinchey, de Berlin, New Hampshire, et "The Brownville Board Company", concernant certains lots de terre dans le canton Clinton, comté du Lac Mégantic, pour pourvoir à la radiation des hypothèques et pour autres fins.

TASCHEREAU, RINFRET & GENEST,
Procureurs des requérants.

Montréal, 22 novembre 1911. 4445-2

Avis public est par les présentes donné que Paul Antonio Décary, étudiant en droit, de la cité et du district de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'une loi autorisant le barreau de la dite province à l'admettre au nombre de ses membres après examen.

ALPHONSE DECARY,
Procureur du requérant.

Montréal, 18 novembre 1911. 4461-2

Avis public est par le présent donné que la Compagnie du chemin de fer Québec Central, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi dans les buts suivants :

1° Sanctionner et ratifier un certain acte d'accord conditionnel passé entre elle et la compagnie du Chemin de fer Pacifique Canadien, en date du 10^e jour d'août 1911, pourvoyant au loyer des biens, propriété et entreprise de la compagnie de chemin de fer Québec Central, à la compagnie de chemin de fer Pacifique Canadien, suivant les termes et conditions mentionnés dans le dit acte, et sujet à la ratification par les actionnaires et autres porteurs d'obligations de la compagnie de chemin de fer Québec Central ;

2° Autoriser l'émission d'un deuxième stock de débetures, payable dans 50 ans, portant intérêt à 3½ pour cent par année, pour remplacer le présent 8 pour cent, deuxième stock de débetures ;

3° Autoriser la compagnie à émettre des obligations ou stock de débetures portant intérêt à 5

fund for the benefit of teachers and other persons in its service.

To provide that the arrears of protestant school taxes now outstanding in the former school municipalities of Delorimier and Côte des Neiges shall be collected by the city treasurer and paid to the protestant board of school commissioners of the city of Montreal ;

To authorize the board to construct a tunnel beneath the surface of the lane between University and Shuter streets, in the city of Montreal, in order to connect the proposed new High School building on the former street with the Power House, to be erected on the latter, and also to open gates upon both properties giving it access to such lane, and for such other purposes and legislation as may be necessary or incidental or accessory to the above purposes.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& LANGUEDOC,
Solicitors for applicants.

Montreal, 27th November, 1911. 4476

Notice is hereby given that the trustees of the Quebec North Shore Turnpike Trust will make application to the Legislature of the province, at its next session, for an act authorizing the Trust to charge toll on automobiles and other horseless carriages when passing its gates and travelling on the turnpike roads.

G. H. BURROUGHS,
Secretary treasurer.

Quebec, 25th November, 1911. 4472

Notice is hereby given that application will be made by The Great Northern Lumber Company Limited, to the Legislative Assembly, at its next session, for an act to confirm certain deeds and agreements between the said company, the Glasgow Canadian Land and Trust Company Limited, Edmund Sullivan, John Sheridan and Patrick H. Hinchey, of Berlin, New Hampshire, and the Brownville Board Company, concerning certain lots of land in the township of Clinton, county of Lake Megantic, to provide for the radiation of the encumbrances and for other purposes.

TASCHEREAU, RINFRET & GENEST,
Solicitors for the applicants.

Montreal, 22nd November, 1911. 4446

Public notice is hereby given that Paul Antonio Décary, law student, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the granting of a bill authorizing the bar of the said province to admit the said Paul Antonio Décary as a member of said bar after examination.

ALPHONSE DECARY,
Attorney for applicant.

Montreal, 18th November, 1911. 4462

Public notice is hereby given that the Quebec Central Railway Company will, at the next session, of the Legislature of Quebec, apply for the passing of an act for the following purposes :

1. To sanction and confirm a certain conditional deed of agreement entered into between it and the Canadian Pacific Railway Company, dated the 10th day of August, 1911, providing for the lease of the assets, property and undertaking of the Quebec Central Railway Company to the Canadian Pacific Railway Company, according to the terms and conditions therein set forth, and subject to ratification by the shareholders and other security holders of the Quebec Central Railway Company ;

2. To authorize the issue of second debenture stock, payable in 50 year bearing interest at 3½ per cent per annum, to replace the present existing 8 per cent, second debenture stock ;

3. To authorize the company to issue bonds and debenture stock bearing interest at 5 per cent per

pour cent par année, et payables dans 50 ans, pour remplacer le présent 7 pour cent, *income bonds* ;

4° Changer le nombre de directeurs de la dite compagnie et la manière de nommer et élire les dits directeurs ;

5° Autoriser la dite compagnie à changer le principal bureau de la dite compagnie ;

6° Autoriser la dite compagnie à changer la valeur au pair de ses présentes actions pour des montants d'une livre sterling ou multiples d'icelle ;

7° Et pour toutes autres fins que la législature peut juger à propos d'accorder.

W. & A. H. COOK,
Procureurs de la Compagnie du
Chemin de fer Québec Central.

Québec, 22 novembre 1911. 4503.2

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite par les héritiers de la succession de feu Louis Plessis Bélair, à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi aux fins de les autoriser à emprunter avec garantie hypothécaire sur les immeubles de la dite succession, de manière à lier les appelés aussi bien que les grevés à la substitution créée par les testament et codicile du dit feu Louis Raymond Plessis Bélair, datés respectivement les vingt-six juillet 1842 et neuf septembre 1845, et ce, dans le but de payer certaines réparations et améliorations faites sur ces immeubles, et aussi pour toutes autres fins.

BEAUDIN, LORANGER, ST GERMAIN,
GUERIN & RAYMOND,
Procureurs des dits héritiers.

Montréal, 28 novembre 1911. 4509.2

Avis est par les présentes donné que la "North Eastern Railway Company", corporation légale, ayant le siège de ses affaires à Montréal, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendement sa charte et prolongeant les délais pour commencer et compléter la construction du chemin de fer autorisée par la loi 6 Edouard VII, chapitre 64 : construire un embranchement pour relier Ville-Marie à la ligne du chemin de fer du Pacifique Canadien au Rapide l'Original ; construire un ou des embranchements depuis la ligne principale à ou près du lac Témiscamingue, jusqu'à un point situé à ou près du lac Mattagami, et de là, suivant la rivière Nottaway jusqu'à la Baie Rupert sur la rive James ; construire un embranchement depuis la ligne principale jusqu'au chemin de fer Transcontinental National, un autre embranchement du même point de la ligne principale, par le plus court chemin jusqu'à la cité de Montréal, de manière à relier le dit chemin de fer Transcontinental à la cité de Montréal, et pour autre fins.

L. A. CANNON,
Procureur du requérant.

Québec, 28 novembre 1911. 4499.2

AVIS.

La Corporation des Dames de l'Asile de Montréal pour les Orphelins Catholiques romains demandera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, de l'autoriser à vendre l'immeuble qu'elle possède sur la rue Sainte-Catherine, de la ville de Montréal, portant le No 266, du cadastre du quartier Saint-Laurent, et l'asile dessus érigé ; le prix de vente devant servir à l'achat d'un autre terrain et à la reconstruction du dit asile.

LORANGER & PRUD'HOMME,
Procureurs de la requérante.

Montréal, 28 novembre 1911. 4511-2

Avis est par le présent donné que les Dames Religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, dont la maison-mère est à Montréal, demanderont des amendements à leur acte d'incorporation, particulièrement quant à l'étendue de leur droit de posséder et aussi une refonte des dits actes d'incorporation, et qu'elles présenteront un projet de loi

annum, and payable in 50 years to take the place of present 7 per cent, *income bonds* ;

4. To change the number of directors of the said company and the manner of appointing and electing such directors ;

5. To authorize the said company to change the head office of the said company ;

6. To authorize the said company to change the per value of its presents shares to amounts of one pound sterling or multiplies thereof ;

7. And for such other purposes as the Legislature may consider expedient to grant.

W. & A. H. COOK,
Attorneys for Quebec Central
Railway Company.

Quebec, 22nd November, 1911. 4504

Notice is hereby given that the heirs of the estate of late Louis Raymond Plessis Bélair will apply, at the next session of the Legislature of Quebec, to be authorized to borrow by mortgage upon the immoveables of said estate, so as to bind the substitutes as well as the institutes of the substitution created by the will and codicile of said Louis Raymond Plessis Bélair, dated respectively the 26th of July, 1842, and 9th of September, 1845, in order to pay certain repairs and improvements made on said immoveables and for other purposes.

BEAUDIN, LORANGER, ST GERMAIN,
GUERIN & RAYMOND,
Attorneys of said heirs.

Montreal, 28th November, 1911. 4510

Notice is hereby given that the "North Eastern Railway Company", a legal corporation, having its place of business at Montreal, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for the passing of an act to amend its charter and to extend the delay for the commencement and the completion of the railway authorized by the act 6 Edward VII, chapter 64 : to construct a branch line to connect Ville-Marie with the Canadian Pacific Railway line at Rapide l'Original ; to build one or more branch lines from the main line at or near lake Témiscamingue to a point situate at or near lake Mattagami, and thence, following the Nottaway river as far as Rupert's Bay on James Bay ; to build a branch line from the main line to the National Transcontinental Railway line, another branch line from the same point on the main line by the shortest route to the city of Montreal, so as to connect the said Transcontinental with the city of Montreal, and for other purposes.

L. A. CANNON,
Attorney for petitioner.

Quebec, 28th November, 1911. 4500

NOTICE.

The Ladies of the Roman Catholic Orphan Asylum of Montreal will ask to be authorized by the Legislative Assembly of Quebec, at its next session, to sell its immoveable property and the asylum hereon erected, bearing the cadastral No. 266, of Saint Lawrence ward, in the city of Montreal ; the price of sale to be applied for the purchase of an other immoveable and the reconstruction of the said asylum.

LORANGER & PRUD'HOMME,
Attorneys for petitioner.

Montreal, 28th November, 1911. 4512

Notice is hereby given that the Dames Religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, whose mother-house is in Montreal, will apply for amendments to their act of incorporation, particularly as to the extent of their right to own, and also a revision of the said acts of incorporation, and that they will present a draft of an act at the

à la prochaine session, dans ce but, et pour autres fins.

LAMOTHE, ST. JACQUES & LAMOTHE,
Procureurs des requérantes.
Montréal, 29 novembre 1911. 4519.2

HOTEL DE VILLE.

BUREAU DU GREFFIER DE LA CITÉ.

Québec, 28 novembre 1911.

Avis public est par les présentes donné que la cité de Québec s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire ratifier un règlement de la dite cité, concernant l'annexion de ville Montcalm à la cité de Québec, ou pour annexer ville Montcalm à la cité de Québec, à certaines conditions.

Par ordre,
H. J. J. B. CHOUINARD,
Greffier de la cité.

4551.2

Avis public est par les présentes donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi ratifiant à toutes fins que de droit la vente faite à Québec, le 13 octobre 1910, par François-Xavier Berlinguet, architecte, de la cité de Québec, à George Tanguay, marchand, de la dite cité, par acte portant le numéro cinq mille cinq cent quarante-six (No 5546), des minutes de C. E. Taschereau, notaire public, la vente par J. B. Prévost au dit Geo. Tanguay, le 31 mars 1899, par acte portant le numéro huit mille trois cent soixante-dix-huit (No 8378), des minutes de Jos. Allaire, N. P., et tout titre que le dit Geo. Tanguay peut avoir à la propriété des lots portant les numéros trois cent trente-neuf-un A et trois cent quarante-un A (339-1 A et 340-1 A), des plans et livre de renvoi officiels du cadastre pour le quartier Saint-Laurent, de la ville de Lévis, subdivisions du lot originaire numéro trois cent trente-neuf (No 339), du dit cadastre.

L. A. CANNON,
Procureur du requérant.
Québec, 30 novembre 1911. 4521-2

AVIS.

Avis public est par le présent donné que la Compagnie de Chemin de fer Québec Central s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi dans le but de l'autoriser à bâtir et construire un embranchement de chemin de fer s'étendant d'un point sur la ligne principale du chemin de fer Québec Central, dans le canton de Thetford ou Broughton, à travers Thetford, Broughton, Leeds et les comtés de Lotbinière et Lévis, la dite ligne joignant l'embranchement proposée du chemin de fer Québec Central, s'étendant de Scotts junction jusqu'au pont de Québec, une distance d'environ trente-cinq milles, et pour autres fins.

W. & A. H. COOK,
Procureurs du chemin Q. C.
Québec, 7 novembre 1911. 4219-4

Avis public est par les présentes donné que la Compagnie du Chemin de Fer Québec & Lac Saint-Jean s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi ayant pour but :

(a) De confirmer une convention faite entre la Compagnie "The Railway Share Trust and Agency Company, Limited", et "The Canadian Northern Railway Company";

(b) Décréter que les termes de cette convention

next session, with such view and for other purposes.

LAMOTHE, ST. JACQUES & LAMOTHE,
Attorneys for applicants.
Montreal, 29th November, 1911. 4520

CITY OF QUEBEC—CITY HALL.

CITY CLERK'S OFFICE.

Quebec, 28th November, 1911.

Public notice is hereby given that the city of Quebec will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain the ratification of a by-law of the said city concerning the annexation of ville Montcalm to the city of Quebec, or to annex ville Montcalm to the city of Quebec, on certain conditions.

By order,
H. J. J. B. CHOUINARD,
City clerk.

4552

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to ratify to all intents and purposes the sale made at Quebec, on the 13th of October, 1910, by François Xavier Berlinguet, architect, of the city of Quebec, to George Tanguay, merchant, of the said city, by deed bearing the number five thousand five hundred and forty six (No 5546), of the minutes of C. E. Taschereau, notary public, the sale by J. B. Prévost to the said Geo. Tanguay, on the 31st of March, 1899, by deed bearing the number eight thousand three hundred and seventy eight (No 8378) of the minutes of Joseph Allaire, N. P., and any title that the said Geo. Tanguay may have in the ownership of the lots bearing the numbers three hundred and thirty nine-one A and three hundred and forty-one A (339-1 A and 340-1 A), on the official plan and book of reference of the cadastre for Saint Laurent ward, of the town of Lévis, subdivisions of lot primitive number three hundred and thirty nine No. 339), of the said cadastre.

L. A. CANNON,
Attorney for applicant.
Quebec, 30th November, 1911, 4512

NOTICE.

Public notice is hereby given that the Quebec Central Railway Company will at the next session of the Legislature of the province of Quebec, apply for the passing of an act for the purpose of authorizing it to build and construct a branch line of railway extending from a point on the main line of the Quebec Central Railway, in the township of Thetford or Broughton through Thetford, Broughton, Leeds and the counties of Lotbinière and Lévis, such lines connecting with the proposed branch of the Quebec Central Railway, extending from Scotts Junction to the Quebec Bridge, a distance of about thirty five miles and for other purposes.

W. & A. H. COOK,
Attorneys for Q. C. Ry.
Quebec, 7th November, 1911. 4220

Notice is hereby given that application will be made by the Quebec and Lake Saint John Railway Company to the legislative assembly of the province of Quebec, at its next session for an act :

(a) To confirm a certain agreement made between the company The Railway Share Trust and Agency Company, Limited, and the Canadian Northern Railway Company ;

(b) To provide that the terms of such agreement,

ayant été sanctionnées par des résolutions extraordinaires des porteurs des obligations de la compagnie portant premier privilège, première hypothèque, et de celles appelées "Income Bonds", seront obligatoires pour les porteurs de chacune de ces débentures respectivement, qu'ils aient été ou non présents aux assemblées des porteurs des débentures auxquelles telles résolutions ont été passées ;

(c) Autoriser l'émission de nouvelles obligations "débenture stock, primes" dans la dite convention, et régler d'une manière générale la formule de l'acte d'obligation ou d'hypothèque qui garantira telle émission, sujet aux amendements dont pourront convenir les parties intéressées à la dite convention ;

(d) Pourvoir à la liquidation de la Compagnie de l'Hôtel du Lac Saint-Joseph et à la cession de ses propriétés à la dite compagnie de chemin de fer Québec & Lac Saint-Jean, à la quittance de l'acte de fidéi-commis existant, et à l'échange des valeurs acquises en vertu d'icelui pour les nouvelles obligations de la dite compagnie du chemin de fer Québec & Lac Saint-Jean ;

(e) Pour amender la section 2 du chap. 104 de 9 Édouard VII, peut autoriser la construction des embranchements autorisés de tout point sur la ligne principale ou les embranchements de la compagnie et pour étendre le temps pour commencer et terminer les dits embranchements et pour autres fins.

GERARD RUEL,

Proc. des requérants.

Roy, Cannon, Parent & Fitzpatrick,
139, rue Saint-Pierre.

Procureurs à Québec de la dite compagnie.
Toronto, 6 novembre 1911. 4171-5

Avis est par les présentes donné que "La Société d'Administration Générale", corps politique et dûment incorporé par acte de la législature, ayant son principal siège d'affaires en la cité et le district de Montréal, demandera à la prochaine session de la législature de Québec, d'ajouter la traduction anglaise à son nom corporatif, ainsi que des pouvoirs additionnels et plus amples pour lui permettre d'atteindre plus effectivement les fins de son incorporation.

ANGERS, DELORIMIER,

GODIN & DELORIMIER,

Procureurs des requérants.

Montréal, 8 novembre 1911. 4181-5

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite par "The Sherbrooke Railway and Power Company", corps politique et dûment incorporé par actes de la législature de la province de Québec, ayant son principal bureau dans la cité de Montréal, à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin d'amender la charte de la dite compagnie en octroyant à la compagnie des pouvoirs et additionnels pour faciliter la mise en opération de son entreprise, y compris les suivants : Étendre les limites du territoire dans lequel la compagnie aura le droit d'opérer en vertu de sa charte pour comprendre les districts de Saint-François, Arthabaska, Beauce, Bedford et Saint-Hyacinthe, mettre en réserve, transporter, distribuer, vendre et fournir l'eau dans le territoire où la compagnie a le droit d'opérer en vertu de sa charte, et faire les affaires d'une compagnie d'aqueduc dans toutes ses branches, mettre en réserve, transporter, distribuer, délivrer, fabriquer, vendre et fournir le gaz pour éclairage, chauffage et autres fins, et faire les affaires d'une compagnie de gaz dans toutes ses branches ; définir les pouvoirs d'expropriation de la compagnie ; confirmer le contrat entre la compagnie et la municipalité du village de Stanstead Plain, en date du 15 août 1911, et aussi le contrat entre la compagnie et la municipalité du village de Rock Island, en date du 1er août 1911 ; autoriser l'acquisition ou vente d'actions, stocks, débentures, obligations ou autres garanties d'autres compagnies ; autoriser la garantie du paiement du principal, intérêt, fonds d'amortis-

having been sanctioned by extraordinary resolutions of the holders of the Company's Prior Lien, first mortgage, and income bonds, shall be binding on all holders of such bonds respectively, whether present or not present at the meetings of the bondholders at which such resolutions were passed ;

(c) To authorize the issue of the company's new debenture stock provided for in the said agreement, and to fix the general form of trust deed of mortgage securing such issue, subject to amendments mutually agreed upon between the parties to the said agreement ;

(d) To provide for the winding up of the Lake Saint Joseph Hotel Company, and the transfer of its properties to the said company, and the discharge of the existing trust deed, and the exchange of securities issued thereunder for the said new debenture stock of the company ;

(e) To amend section 2 of 9 Edward VII, chapter 104, by providing that the authorized branch lines may be constructed from any point on the company's main or branch lines of railway, and to extend the time for the commencement and completion thereof, and for other purposes.

GERARD RUEL,

Chief solicitor.

Roy, Cannon, Parent & Fitzpatrick,
139, Saint Peter street.

Solicitors at Quebec of the said company
Toronto, 6th November, 1911. 4172

Notice is hereby given that "La Société d'Administration Générale", a body politic and duly incorporated by an act of the Legislature, having its principal place of business in the city and district of Montreal, will apply at the next session of the Legislature of Quebec, for the addition of the english translation of its corporate name, and for additional and wider powers to carry out more effectively the objects of its incorporation.

ANGERS, DELORIMIER,

GODIN & DELORIMIER,

Solicitors for the applicants.

Montréal, 8th November, 1911. 4182

Notice is hereby given that application will be made by The Sherbrooke Railway and Power Company, a body politic and duly incorporated by acts of the Legislature of the province of Quebec, having its head office in the city of Montreal, to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend the charter of said company by granting to the company increased and additional powers to facilitate the carrying out of its undertaking, including the following : To extend the limits of the territory within which the company shall have the right to operate under its charter to comprise the districts of Saint Francis, Arthabaska, Beauce, Bedford and Saint Hyacinth ; to store, convey, distribute, sell and supply water within the territory in which the company has the right to operate under the charter, and to carry on the business of a water company in all its branches ; to store, convey, distribute, deliver, manufacture, sell and supply gas for lighting, heating and other purposes, and to carry on the business of a gas company in all its branches ; to define the powers of expropriation of the company ; to confirm the contract between the company and the municipality of the village of Stanstead Plain, dated the 15th of August, 1911 ; and also the contract between the company and the municipality of the village of Rock Island, dated 1st of August, 1911 ; to authorize the acquisition or sale of shares, stock, debentures, bonds or other securities of other companies ; to authorize the guarantee of payment of principal, interest, sinking fund or dividends paya-

sement ou dividendes payables sur iceux ; autoriser l'amalgamation ou consolidation de la compagnie avec toute autre compagnie ; autoriser les municipalités et la compagnie à entrer en arrangements, et autoriser les autres pouvoirs ayant rapport aux susdits objets.

HENEKER & JOHNSON,
Soliciteurs de la requérante.

Montréal, P. Q., 15 novembre 1911.

4301-4

AVIS

Avis est par le présent donné que Monseigneur Paul Bruchési, archevêque de Montréal, Messire Arthur Papineau, actuellement supérieur du collège de Saint-Jean, prêtre, demeurent dans la ville de Saint-Jean, comté de Saint-Jean, district d'Iberville, Messieurs Zénon Therrien, Ernest Bernier, Alphonse Gibeau, tous prêtres, demeurant en la dite ville de Saint-Jean, s'adresseront à la législature de Québec à sa prochaine session pour obtenir la passation d'une loi pour constituer en corporation sous le nom de "Collège de Saint-Jean" le collège de Saint-Jean établi dans un but d'éducation dans la dite ville de Saint-Jean, avec pouvoirs pour la dite corporation de choisir ses membres, de faire des règlements, statuts, règles et ordonnances, de les modifier ou abroger si elle le juge à propos ; d'avoir un sceau, de le rompre et renouveler ; de contracter et traiter, poursuivre et être poursuivie ; d'acquérir par achat, donation, legs et autre manière toutes terres ou héritages et propriétés mobilières et immobilières pour les fins de la dite corporation ; ainsi que les vendre, louer, échanger, aliéner et en disposer et en acquérir d'autres à leur place pour les mêmes fins ; pourvu que les revenus nets moyens de dix années de tous les biens immeubles, autres que ceux sur lesquels sont ou seront les bâtiments du dit collège et ses dépendances, n'excèdent, en aucun temps, la somme annuelle de vingt mille piastres. Vente des immeubles si la limite est dépassée. Avec, en plus, pouvoirs pour la dite corporation de se nommer un ou des procureurs, et autres pouvoirs, droits et privilèges généralement accordés à semblable corporations. Les biens et revenus à être exclusivement employés à l'éducation dans le dit collège. La corporation devra sur demande faire rapport au lieutenant-gouverneur.

GIRARD & DEMERS,

Procureurs des requérants.

Saint-Jean, 20 novembre 1911.

4399 3

Avis public est par le présent donné que Mark Workman, manufacturier, Mortimer B. Davis, manufacturier, Jacob A. Jacobs, capitaliste, Moses A. Vineberg, marchand, Asher Pierce, marchand, et Hannah Pierce, veuve de feu Samuel Wolsey, en son vivant marchand, tous des cité et district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi incorporant une société sous le nom de "Mount Sinai Sanitorium", dans le but d'aider les personnes affligées de tuberculose ou autres maladies ; établir des sanatoria à Sainte-Agathe des Monts et ailleurs, dans la province de Québec, dans le but de recevoir et traiter les patients souffrant de tuberculose ou autres maladies ; établir un département de recherche médicale en rapport avec tels sanatoria pour propager les connaissances et informations ayant rapport à la tuberculose et autres maladies ; obtenir des fonds pour la mise en opération des dits objets aux moyens de souscriptions volontaires, contributions, dons, donations ou legs des membres de la société et du public, avec pouvoir d'acquérir et posséder des meubles et immeubles, et pour autres fins.

JACOBS, HALL & COUTURE,

Procureurs des requérants.

Montréal, 15 novembre 1911.

4325 1-3

ble thereon ; to authorize the amalgamation or consolidation of the company with any other company ; to authorize municipalities and the company to enter into agreements, and to authorize other powers incidental to the above.

HENEKER & JOHNSON,

Solicitors for applicants.

Montreal, P. Q., 15th November, 1911. 4302

NOTICE.

Notice is hereby given that His Grace Paul Bruchési, archbishop of Montreal, and Rev. Arthur Papineau, actually superior of the "Collège de Saint-Jean", priest, of the town of Saint Johns, county of Saint Johns and district of Iberville, and Reverends Messrs. Zenon Therrien, Ernest Bernier, Alphonse Gibeau, all priests, of the said town of Saint Johns, will petition the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of a law constituting into corporation under the name of "College Saint-Jean", the college of Saint Johns now established in said town of Saint Johns, for education purposes with powers by the said corporation to choose its members, make by-laws, statutes, rules and ordinances, to modify or abrogate them, if it deems proper ; to have its seal, to do away with it and renew it ; to contract and make covenants ; to sue and be sued ; to acquire by purchase, deal of gift, legacy or in any other manner lands or heritages and moveable and immoveable properties for the purposes of such corporation ; also to sell, lease, exchange, alienate and dispose of them and to acquire others to replace them for the same purposes ; provided that the net average annual revenues for ten years of all the immoveable properties others than those upon which are or will be erected the buildings of said college and its dependencies, do not exceed the sum of twenty thousand dollars. Sell those immoveables if that limit is exceeded. Moreover with the powers by the said corporation to appoint one attorney (procureur) or more and other powers and rights and privileges generally granted to such corporations. The properties and revenues to be exclusively employed for the purposes of education in the said college. The corporation will make report to the Lieutenant Governor, when requested.

GIRARD & DEMERS,

Attorneys for the petitioners.

Saint Johns, 20th November, 1911.

4400

Public notice is hereby given that Mark Workman, manufacturer, Mortimer B. Davis, manufacturer, Jacob A. Jacobs, capitalist, Moses A. Vineberg, merchant, Asher Pierce, merchant, and Hannah Pierce, widow of the late Samuel Wolsey, in his lifetime merchant, all of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next ensuing session, for an act for the incorporation of a society to be known as the Mount Sinai Sanitorium, for the purpose of making provision for those afflicted by tuberculosis or other diseases, to establish sanatoria at Sainte Agathe des Monts and elsewhere, in the province of Quebec, for the purposes of receiving and treating patients who are suffering from tuberculosis or other diseases ; to establish a medical research department in connection with such sanatoria to disseminate knowledge and information pertaining to tuberculosis and other diseases ; and to obtain funds for the carrying on of such objects by means of voluntary subscriptions, contributions, gifts, donations or bequests from members of the society and from the public, with power to acquire and possess moveable and immoveable property, and for other purposes.

JACOBS, HALL & COUTURE,

Attorneys for applicants.

Montreal, 15th November, 1911.

4326 1-3

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite par "The Laprairie Brick Company, Limited", corps politique ayant son principal bureau dans la cité de Montréal, à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi lui permettant de construire, opérer et maintenir un chemin de fer mû par la vapeur, l'électricité ou tout autre pouvoir aussi avantageux, à partir d'un endroit situé sur les rives de la rivière Saint Laurent, sur ou près de la Commune de Laprairie de la Magdeleine, et allant de là dans une direction sud-ouest, sur la commune de Laprairie de la Magdeleine, et joignant la ligne principale du chemin de fer du Grand Tronc du Canada, connue sous le nom de "ligne allant à Saint Jean, P. Q.", dans le comté de Laprairie, avec le droit de construire, opérer et maintenir des embranchements afin de relier la voie principale de la compagnie avec les voies de chemin de fer passant dans le comté de Laprairie; pour obtenir la confirmation d'un acte de vente passé le 14 mars 1911, par les syndics de la commune de Laprairie de la Magdeleine à la compagnie, devant F. C. Larose, notaire, portant le numéro 5537 des minutes du dit notaire, pour obtenir la confirmation d'une option consentie par les syndics de la Commune de Laprairie de la Magdeleine, le 20 février 1911, pour une certaine étendue de terrain situé dans la Commune de Laprairie de la Magdeleine, ayant quatre arpents de largeur sur vingt-cinq arpents de profondeur, renfermé dans les bornes suivantes: tenant d'un bout vers le nord-ouest à la petite rivière Saint-Jacques, de l'autre bout d'un côté vers le sud-ouest à une partie non subdivisée de la commune de Laprairie de la Magdeleine, et de l'autre côté vers le nord-est au terrain vendu le 20 février 1911, par le président et les syndics de la Commune de Laprairie de la Magdeleine à la compagnie "The Laprairie Brick Company, Limited", et pour autoriser la dite compagnie à exercer tous les pouvoirs ayant rapport à ces dits objets et autres fins.

"The Laprairie Brick Company, Limited",
par FRED WESTBROOK,
Secrétaire.
Montréal, 22 novembre 1911. 4401-3

Avis est présentement donné que l'Association des Opticiens de la province de Québec s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendement sa charte afin d'obtenir des pouvoirs additionnels et plus amples pour lui permettre d'atteindre plus efficacement les fins de son incorporation, savoir: le pouvoir de poursuivre devant les juges de paix; d'imposer l'emprisonnement à défaut de paiement; réglementer les annonces concernant l'optométrie; rendre les cours d'optique obligatoires, etc.

BESSETTE & DUTAUD,
Avocats de l'Association des Opticiens
de la province de Québec.
Montréal, 22 novembre 1911. 4397.3

Avis Divers

Avis public est par le présent donné que la compagnie de chemin de fer Canadien du Pacifique vendra aux enchères publiques, jeudi, le vingt-cinquième jour de janvier, 1912, à dix heures a. m., au sous-sol de sa gare, rue Windsor, dont l'entrée est sur la rue Osborne, dans la cité de Montréal, les effets de bagage qui sont restés sans être réclamés, en la possession de la compagnie, l'espace de douze (12) mois.

La compagnie de chemin de fer Canadien du Pacifique,

Par J. O. APPS,
Agent général du bagage.
Montréal, 30 novembre 1911. 4589

Notice is hereby given that an application will be made by the Laprairie Brick Company Limited, a body politic and corporate, having its principal office in the city of Montreal, to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain a law permitting it to construct, operate and maintain a railroad operated by steam, electricity or other as advantageous power, from a point situated on the banks of the river Saint Lawrence, on or near the Common of Laprairie de la Magdeleine, and thence running in a south westerly direction of the Common of Laprairie de la Magdeleine and attaining the main line of the Grand Trunk Railroad of Canada, known under the name of the "line running to Saint John, P. Q.", in the county of Laprairie, with the right to construct, operate and maintain branches for the purpose of uniting the principal line of the company with the railroads passing through the county of Laprairie; to obtain the confirmation of a deed of sale passed on 14th March, 1911, by the syndics of the Common of Laprairie de la Magdeleine to the company, before F. C. Larose, notary public, bearing the number 5537 of the minutes of the said notary, to obtain the confirmation of an option granted by the syndics of the Common of Laprairie de la Magdeleine, on 20th February, 1911, for a certain strip of land situated in the Common of Laprairie de la Magdeleine, being four arpents wide and twenty five arpents deep, and bounded as follows: stretching at one end towards the north west to the little Saint James river, and at the other end, on one side towards the south west to an unsubdivided part of the Common of Laprairie de la Magdeleine, and on the other side towards the north east to a piece of land sold on the 20th of February, 1911, by the president and the syndics of the Common of Laprairie de la Magdeleine, to the Laprairie Brick Company Limited, and to authorise the said company to exercise all the powers incident to these said objects and otherwise.

The Laprairie Brick Company Limited,
Per FRED. WESTBROOK,
Secretary.
Montreal, 22nd November, 1911. 4402

Notice is hereby given that the Association of Opticians of the Province of Quebec will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the purpose of having a law past amending its charter so as to obtain additional and more ample powers enable the association to accomplish more effectively the object of its incorporation, namely to: the power of suing before Judges of Peace; of imposing imprisonment in default of payment; of regulating advertisements regarding optometrics, and to render optical courses compulsory, &c.

BESSETTE & DUTAUD,
Attorneys for applicants.
Montreal, 22nd November, 1911. 4398

Miscellaneous Notices

Public notice is hereby given that the Canadian Pacific Railway Company will sell by public auction, on Thursday, the twenty fifth day of January, 1912, at ten o'clock a. m., in the basement of its Windsor street station, with entrance on Osborne street, in the city of Montreal, the articles of unclaimed baggage which have remained in the possession of the company, unclaimed for a space of twelve (12) months.

The Canadian Pacific Railway Company.

Per J. O. APPS,
General Baggage agent.
Montreal, 30th November, 1911. 4590

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Julien de Wolfestown, s'est conformée aux dispositions de la loi des assurances de Québec, et que quarante personnes ayant signé leurs noms sur le livre de souscriptions pour une somme de \$31,850.00, est constituée en corps politique et incorporé, en vertu du sous-paragraphe II, paragraphe VI, section XXII, chapitre III, titre XI des statuts refondus de la province de Québec, 1909.

Donné conformément à l'article 6889 des statuts refondus de la province de Québec, 1909, à Saint-Julien de Wolfestown, ce premier jour de décembre mil neuf cent onze.

P. ED. BROUILLET, ptre,
Secrétaire Cie d'Assurance Mutuelle contre le feu
de la paroisse de Saint-Julien de Wolfestown.
4601

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
No 2127.

Dame Emma Jodoin, de la paroisse de Sainte-Cécile, dit district, épouse commune en biens de Omer Bougie, tisserand, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a institué une action en séparation de corps et de biens contre son dit époux.

NUMA E. BROSSOIT,
Avocat de la demanderesse.
Valleyfield, 25 novembre 1911. 4607

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2897.

Dame Esthel Hughes, épouse du défendeur, de la ville de Maisonneuve, district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Frank Philips, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 3 juillet 1911.

MULLIN & MATHIEU,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 13 novembre 1911. 4587

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 1792.

Dame Malvina Deslauriers, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Pacifique Lafrance, peintre, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Le dit Pacifique Lafrance, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse en cette cause.

LEONARD, PATENAUDE,
FILION & MONETTE,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 24 novembre 1911. 4595

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2429.

Dame Joséphine Lefebvre, de la ville de Pointe-Claire, district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Zéphirin Mitchell, entrepreneur-menuisier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph Zéphirin Mitchell, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 29e jour de novembre 1911.

PELLETIER & PELLETIER,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 29 novembre 1911. 4567.2

Notice is hereby given that The Mutual Fire Insurance Company of the parish of Saint Julien de Wolfestown, having complied with the provisions of the Quebec Insurance Act, and forty persons having signed their names in the subscription book to the amount of \$31,850.00, is constituted a body politic and incorporated, in virtue of sub-paragraph II, paragraph VI, section XXII, chapter III, title XI of the revised statutes of the province of Quebec, 1909.

Given pursuant to article 6889 of the revised statutes of the province of Quebec, 1909, at Saint Julien de Wolfestown, this first day of December, 1911.

P. ED. BROUILLET, pat,
Secretary the Mutual Fire Insurance Company of
the parish of Saint Julien de Wolfestown.
4602

Province of Quebec. }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
No. 2127.

Dame Emma Bougie, of the parish of Sainte-Cécile, said district, wife common as to property of Omer Bougie, weaver, of the same place, duly authorized, has instituted an action for separation from bed and board against her said husband.

NUMA E. BROSSOIT,
Attorney for plaintiff.
Valleyfield, 25th November, 1911. 4608

Province of Quebec, {
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2897.

Dame Esthel Hughes, wife of the defendant, of the town of Maisonneuve, district of Montreal, duly authorized "à ester en justice",

Plaintiff ;

vs

Frank Philips, of the same place, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 3rd day of July, 1911.

MULLIN & MATHIEU,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 13th November, 1911. 4588

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1792.

Dame Malvina Deslauriers, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Pacifique Lafrance, of the same place, painter, and duly authorized à ester en justice,

Plaintiff ;

vs

The said Pacifique Lafrance, Defendant.
An action for separation as to property has been taken, this day, by the plaintiff in this cause.

LEONARD, PATENAUDE,
FILION & MONETTE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 24th November, 1911. 4596

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2429.

Dame Joséphine Lefebvre, of the town of Pointe-Claire, district of Montreal, wife common as to property of Joseph Zéphirin Mitchell, contractor, of the same place, duly authorized "à ester en justice",

Plaintiff ;

vs

The said Joseph Zéphirin Mitchell, Defendant.
An action for separation as to property has been taken in this case, on the 29th day of November, 1911.

PELLETIER & PELLETIER,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 29th November, 1911. 4567

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 222.

Dame Marie Sophie Francoeur, de la ville de Louiseville, district des Trois-Rivières, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, François-Xavier Béland, charretier, du même lieu.

RAOUL DUCHARME,
Procureur de la demanderesse.
Trois-Rivières, 21 novembre 1911. 4569.2

Avis public est par le présent donné que Dame Mary Anne Barnes, de la cité de Québec, épouse commune en biens d'Ernest Bolduc, du même lieu, charretier, a institué, contre le dit Ernest Bolduc, une action en séparation de corps et de biens, dans la cour supérieure, à Québec, sous le numéro 2307 des records de la dite cour.

F. MURPHY,
Procureur de demanderesse.
Québec 21 novembre 1911. 4381-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1468

Dame Adélina Labelle, épouse commune en biens du défendeur, entrepreneur, tous deux de Saint-Elzéar de Laval, comté de Laval, district de Montréal, dûment autorisés à ester en justice, Demanderesse ;

vs
Le dit Alphonse Pagé, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 5e jour de juillet 1910.

LEBLANC BROSSARD & FOREST,
4331-3 Procureurs de la demanderesse.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2106.

Dame Salomé Brousseau, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Lallier-Marcheterre, commerçant, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

LAVALLEE, DELFAUSSE
& DESMARAI, S,
4361-3 Avocats de la demanderesse.

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
No 356

Dame Aurélie Gravelle, épouse de Antoine Landreville dit Gauthier, entrepreneur, tous deux de la paroisse de Sainte-Agathe, dit district, Demanderesse ;

vs
Le dit Antoine Landreville dit Gauthier, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 29 octobre 1911.

J. A. DAVID,
Avocat de la demanderesse.
Sainte-Scholastique, 10 novembre 1911. 4237.4

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
No 3046.

Maria Miron, épouse commune en biens de Napoléon Marinier, autrefois hôtelier, du village de la Nativité de Labelle, district d'Ottawa, Demanderesse ;

vs
Le dit Napoléon Marinier, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour, par la demanderesse, contre le défendeur.

NANTEL & ROCHON,
Procureurs de la demanderesse.
Hull, 13 novembre 1911. 4277.4

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 222.

Dame Marie Sophie Francoeur, of the town of Louiseville, district of Three Rivers, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, François-Xavier Béland, of the same place, carter.

RAOUL DUCHARME,
Attorney for plaintiff.
Three Rivers, 21st November, 1911. 4570

Public notice is hereby given that Dame Mary Anne Barnes, of the city of Quebec, wife common as to property of Ernest Bolduc, of the same place, carter, has instituted, against the said Ernest Bolduc, an action for separation from bed and board, in the superior court, at Quebec, under the number 2307 of the records of the said court.

F. MURPHY,
Attorney for plaintiff.
Quebec, 21st November, 1911. 4382

(Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1468.

Dame Adélina Labelle, wife common as to property of Alphonse Pagé, contractor, of Saint-Elzéar of Laval, county of Laval, district of Montreal, duly authorized "à ester en justice," Plaintiff

vs
The said Alphonse Pagé, of same place, Defendant.

An action for separation as to property, has been instituted in this cause, on the 5th of July, 1910.

LEBLANC, BROSSARD & FOREST,
4332 Attorneys for plaintiff

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2106.

Dame Salomé Brousseau, of the city and district of Montreal, wife common as to property to Joseph Lallier-Marcheterre, trader, of the same place, has, this day, taken an action for separation as to property against her husband.

LAVALLEE, DELFAUSSE,
& DESMARAI, S,
4362 Attorneys for plaintiff

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
No. 356.

Dame Aurélie Gravelle, wife of Antoine Landreville dit Gauthier, contractor, both of the parish of Sainte Agathe, said district. Plaintiff ;

vs
Said Antoine Landreville dit Gauthier, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on 29th October, 1911.

J. A. DAVID,
Attorney for plaintiff.
Sainte-Scholastique, 10th November, 1911. 4238

Province of Quebec, }
District of Ottawa. } *Superior Court.*
No. 3046.

Maria Miron, wife common as to property with Napoléon Marinier, formerly hotelkeeper, of the village of Nativity of Labelle, district of Ottawa, Plaintiff ;

vs
Napoléon Marinier, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, by the plaintiff, against defendant.

NANTEL & ROCHON,
Attorneys for plaintiff.
Hull, 13th November, 1911. 4278

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No 346.

Dame Clarina Labranche, de la ville de Thetford Mines, district d'Arthabaska, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Louis Fréchette, médecin-vétérinaire, du même lieu.

GIROUARD, BEAUDRY & GIROUARD,
Procureurs de la demanderesse.
Arthabaska, 17 novembre 1911. 4365-3

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No 349.

Dame Marie Elise Dubois, de la ville de Black Lake, district d'Arthabaska, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Achille Vachon, restaurateur, du même lieu.

GIROUARD, BEAUDRY & GIROUARD,
Procureurs de la demanderesse.
Arthabaska, 18 novembre 1911. 4363-3

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 775.

Alphonsine Paquette, de Ham-Nord, épouse commune en biens de Joseyh Couture, commerçant, du même lieu, Demanderesse ;

vs

Joseph Couture, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

M. O'BREADY,
Procureur de la demanderesse.
Sherbrooke, 13 novembre 1911. 4439-3

No 443.—Cour Supérieure, Beauce.—Marie Lachance, épouse commune en biens de Ernest Poulin, de la paroisse de Saint-Martin, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; vs le dit Ernest Poulin, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, aujourd'hui même.

BOUFFARD & GODBOUT,
Procureurs de la demanderesse.
Saint-Joseph, Beauce, 9 novembre 1911. 4233-4

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*
No 94.

Dame Emma Frédette, de la ville de Saint Jean, district d'Iberville, épouse de J. Anselme Samoisette, clerc sessionel, à Ottawa, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; vs le dit J. Anselme Samoisette, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 14 novembre 1911.

GIRARD & DEMERS,
Procureurs de la demanderesse.
Saint-Jean, 14 novembre 1911. 4317-4

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District d'Iberville. }
No 95.

Joséphine Coache, de la paroisse de Saint-Blaise, district d'Iberville, épouse commune en biens de Evariste Patenaude, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens à son dit époux.

GEORGES FORTIN,
Avocat de la demanderesse.
Saint-Jean, 15 novembre 1911. 4311-4

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 749.

Dame Léonie Hallée, de Stratford Centre, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Josaphat I. Campeau, marchand, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a in-

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 346.

Dame Clarina Labranche, of the town of Thetford Mines, district of Arthabaska, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Louis Fréchette, veterinary-surgeon, of the same place.

GIROUARD, BEAUDRY & GIROUARD,
Attorneys for plaintiff.
Arthabaska, 17th November, 1911. 4366

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 349.

Dame Marie Elise Dubois, of the town of Black Lake, district of Arthabaska, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Achille Vachon, restaurant-keeper, of the same place.

GIROUARD, BEAUDRY & GIROUARD,
Attorneys for plaintiff.
Arthabaska, 18th November, 1911. 4364

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court*
No. 775.

Alphonsine Paquette, of North-Ham, wife common as to property of Joseph Couture, trader, of the same place, Plaintiff ;

vs

Joseph Couture, of the same place, Defendant.
An action for separation as to property, has been instituted this day.

M. O'BREADY,
A torney for plaintiff.
Sherbrooke, 13th November, 1911. 4440

No. 443.—Superior Court, Beauce.—Marie Lachance, wife common as to property of Ernest Poulin, of the parish of Saint Martin, and duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ; vs the said Ernest Poulin, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day.

BOUFFARD & GODBOUT,
Attorneys for plaintiff.
Saint Joseph, Beauce, 9th November, 1911. 4234

Province of Quebec, }
District of Iberville } *Superior Court.*
No. 94.

Dame Emma Frédette, of the town of Saint Johns, in the district of Iberville, wife of J. Anselme Samoisette, sessionel clerk, at Ottawa, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ; vs the said J. Anselme Samoisette, Defendant.

An action "en séparation de biens" has, this day, been instituted in this cause.

GIRARD & DEMERS,
Attorneys for plaintiff.
Saint Johns, 14th November, 1911. 4318

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court*
District of Iberville. }
No. 95.

Joséphine Coache, of the parish of Saint Blaise, district of Iberville, wife of Evariste Patenaude, of the same place, has, this day, taken an action for separation as to property against her husband.

GEORGES FORTIN,
Attorney for p'aintiff.
Saint Johns, 15th November, 1911. 4312

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 749.

Dame Léonie Hallée, of Stratford Centre, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Josaphat I. Campeau, trader, of the same place, duly authorized "à ester en justice", has,

tenté, le 31 octobre 1911, une action en séparation de biens contre son dit époux.

LIONEL FOREST,

Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, 2 novembre 1911. 4155-5

Dame Lumina Laitres, du canton de Westbury, district de Saint-François, épouse de François Roberge, journalier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a institué une action en séparation de biens contre son dit époux, ce jour, dans une cause portant le No. 745, des dossiers de la cour supérieure, pour le district de Saint-François.

EMILE RIOUX,

Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, 31 octobre 1911. 4153-5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1491.

Dame Marie Octavie Paquette, épouse commune en biens de Alonzo Alain, voyageur, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Alonzo Alain, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce 8e jour de novembre 1911.

BESSETTE & DUTAUD,

Procureurs de la demanderesse.

4179-5

Province de Québec, }
District de Kamouraska. } *Cour Supérieure*
No 4805.

Dame Arthémise Michaud, épouse commune en biens de Joseph Elisée Laforest, ferblantier, de la cité de Fraserville, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

E. H. CIMON,

Procureur de la demanderesse.

Fraserville, 16 octobre 1911. 4213-5

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 8699.

Dame Christiana Morin, autrefois de la ville et du district de Bedford, et actuellement de Providence, dans l'état du Rhode Island, un des états unis d'Amérique, épouse commune en biens de Joseph Arthur Bessette, hôtelier, autrefois de Bedford susdit, et actuellement de Providence susdit, dûment autorisée en justice aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph Arthur Bessette, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

ANATOLE GAUDET,

Avocat de la demanderesse.

Sweetsburg, 2 novembre 1911. 4129-5

on the 31st October, 1911, instituted an action for separation as to property against her said husband.

LIONEL FOREST,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 2nd November, 1911. 4156

Dame Lumina Laitres, of the township of Westbury, district of Saint Francis, wife of François Roberge, laborer, of the same place, duly authorized "à ester en justice", has instituted an action for separation as to property against her said husband, this day, in a case bearing number No. 745, of the records of the superior court, for the district of Saint Francis.

EMILE RIOUX,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 31st October, 1911. 4154

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1491.

Dame Marie Octavie Paquette, wife common as to property of Alonzo Alain, traveller, of the city and district of Montreal, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ;

vs

The said Alonzo Alain, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, this 8th day of November, 1911.

BESSETTE & DUTAUD,

Attorneys for plaintiff.

4180

Province of Quebec, }
District of Kamouraska. } *Superior Court.*
No. 4805.

Dame Arthémise Michaud, wife common as to property of Joseph Elisée Laforest, tinsmith, both of the city of Fraserville, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

E. H. CIMON,

Attorney for plaintiff.

Fraserville, 16th October, 1911. 4214

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 8699.

Dame Christiana Morin, heretofore of the town and district of Bedford, and now of Providence, in the state of Rhode Island, one of the united states of America, wife common as to property of Joseph Arthur Bessette, hotelkeeper, formerly of Bedford aforesaid, but now actually of Providence aforesaid, and duly authorized "à ester en justice" for the purpose hereof, Plaintiff ;

and

The said Joseph Arthur Bessette, Defendant,

An action for separation as to property has been instituted in this case, this day.

ANATOLE GAUDET,

Attorney for plaintiff.

Sweetsburg, 2nd November, 1911. 4130

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Florent Nadeau, Montréal, Insolvable.

Avis est donné par les présentes que, le 1er décembre 1911, par ordonnance de la cour, j'ai été nommé curateur aux biens de la dite faillite.

Les réclamations assermentées doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

VINCENT LAMARRE,

Curateur.

Bureau : 408, Edifice "Power".
Montréal, 4 décembre 1911.

4605

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Florent Nadeau, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 1st day of December, 1911, by order of this court, I have been appointed curator to this estate.

Sworn claims must be filed at my office within one month from this date.

VINCENT LAMARRE,

Curator.

Office : 408, "Power" Bldg.
Montreal, 4th December, 1911.

4606

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 193.

Dans l'affaire de E. Beauchamp & Co., épiciers,
Faillis.

Avis est par le présent donné que, le 30^e jour de novembre 1911, par ordre de la cour, le soussigné a été nommé curateur des biens des dits faillis, qui en ont fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être produites devant moi sous trente jours.

WM. T. HOOD,
Curateur.

Bureau du curateur,
50, rue Notre-Dame Ouest, Montréal. 4599

Canada, }
Province de Québec, }
District de Gaspé, } *Cour Supérieure.*
Comté de Bonaventure. }

Dans l'affaire de Fletcher Blois, mécanicien, de New-Carlisle, dans le comté de Bonaventure, dans le district de Gaspé,

Créancier, requérant cession ;

vs

Herbert Journeau, marchand, de Port Daniel-Ouest, dans les susdits comté et district,

Failli.

Avis est par le présent donné que le dit failli, Herbert Journeau, a fait, ce jour, un abandon de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à New-Carlisle.

FERDINAND MARCOTTE,

Gardien provisoire.

New-Carlisle, 30 novembre 1911. 4593

Canada, }
Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
No 169.

Dans l'affaire de Dame Corinne Deschambault, de la ville de Terrebonne, dit district, épouse séparée de biens de Pierre Paul Massé, du même lieu, faisant affaires comme commerçant, sous la raison sociale de "Madame P. P. Massé",

Insolvable ;

et

Thomas Massé, Créancier requérant cession.

Avis est par le présent donné que la dite insolvable a, ce jour, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau des soussignés.

GRIGNON & FORTIER,

Protonotaire C. S.

Sainte-Scholastique, 29 novembre 1911. 4585

Province de Québec, }
District de Richelieu. }

Dans l'affaire de Johnny Hébert, Demandeur ;

et

Adélarde Rondeau, Failli ;

et

Joseph DesRosiers, N. P., du village de Saint-Guillaume, Curateur.

Avis vous est par le présent donné que par une ordonnance émanée de la cour supérieure du district de Richelieu, en date du premier décembre courant, le soussigné a été nommé curateur aux biens du dit failli, et L. D. Frigault et William Landry, inspecteurs.

Les réclamations, attestées sous serment, devront être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

J. DESROSIERS,

Curateur.

Saint-Guillaume, 2 décembre 1911. 4623

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 193.

In the matter of E. Beauchamp & Co., grocers,
Insolvents.

Notice is hereby given that, on the 30th day of November, 1911, by order of the court, the undersigned was appointed curator to the property of the said insolvents, who has made a judicial abandonment for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within a delay of thirty days.

WM. T. HOOD,
Curator.

Office of the curator,
50, Notre Dame street West, Montreal. 4600

Canada, }
Province of Quebec, }
District of Gaspé, } *Superior Court.*
County of Bonaventure. }

In the matter of Fletcher Blois, mechanic, of New-Carlisle, in the county of Bonaventure, in the district of Gaspé,

Creditor demanding insolvency ;

vs

Herbert Journeau, merchant, of Port Daniel-West, in the county and district aforesaid,

Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent, Herbert Journeau, has, this day, made an abandonment of his property for the benefit of his creditors at the office of the prothonotary of the superior court, at New-Carlisle.

FERDINAND MARCOTTE,

Provisional guardian.

New-Carlisle, 30th November, 1911. 4594

Canada, }
Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
No. 169.

In the matter of Dame Corinne Deschambault, of the town of Terrebonne, said district, wife separate as to property of Pierre Paul Massé, of the same place, doing business as trader, under the name of "Madame P. P. Massé",

Insolvent ;

and

Thomas Massé, Creditor.

Notice is hereby given that the said insolvent has, this day, made cession of her property for the benefit of her creditors, at the office of the undersigned.

GRIGNON & FORTIER,

Prothonotary S. C.

Sainte Scholastique, 29th November, 1911. 4586

Province of Quebec, }
District of Richelieu. }

In the matter of Johnny Hébert, Plaintiff ;

and

Adélarde Rondeau, Insolvent ;

and

Joseph DesRosiers, N. P., of the village of Saint-Guillaume, Curator.

Notice is hereby given that by an order issued from the superior court of the district of Richelieu, dated the first December instant, the undersigned was appointed curator to the property of the said insolvent, and L. D. Frigault and William Landry, inspectors.

Claims, attested on oath, must be filed with me within thirty days from this notice.

J. DESROSIERS,

Curator

Saint-Guillaume, 2nd December, 1911. 4624

Province de Québec,
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 193.
Dans l'affaire de Josaphat Carpentier, marchand, de
la paroisse de Saint-Tite,
Débiteur insolvable ;
et
Georges Tanguay,

Créancier requérant cession.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur
a fait, ce jour, un abandon judiciaire, de ses biens
pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du
protonotaire de la cour supérieure, à Trois-Rivières.

S. DUGAL,
Gardien provisoire.

Tessier & Lacoursière,
Procureurs du requérant cession.
Trois-Rivières, 1er décembre 1911. 4643

Province de Québec,
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
No 170.

Dans l'affaire de Joseph A. Dansereau, hôtelier, de
Saint-Agathe des Monts, district de Terrebonne,
Débiteur insolvable ;
et

Madame Marie Dansereau et vir, " Henri Picard &
Cie ", Requéant cession.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur
a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens
pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du
protonotaire soussigné.

GRIGNON & FORTIER,
Protonotaire C. S.

Sainte-Scholastique, 30 novembre 1911. 4647

District de Québec.

Onésime Demers, marchand général, de Saint-
Narcisse de Beaurivage, comté de Lotbinière, a, le
2e jour de décembre 1911, fait cession judiciaire de
ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bu-
reau du protonotaire de la cour supérieure du dis-
trict de Québec, conformément à la loi.

BEDARD & BELANGER,
Gardiens provisoires.

Bureau : 101, rue Saint-Pierre.
Québec, 5 décembre 1911. 4627

Ordre de Cour

Canada,
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Richelieu. }
No. 5315.

Le vingt-deuxième jour du mois de novembre de
l'année mil neuf cent onze.

Présent : Sa Seigneurie M. le juge A. A.
Bruneau, J. C. S.

Johnny Hébert, cultivateur, de la paroisse de Saint-
David, dans le district de Richelieu,
Demandeur ;

vs

Adélard Rondeau, commerçant, de la paroisse de
Saint-Guillaume d'Upton, dans le district de Ri-
chelieu, Défendeur.

Il est ordonné sur la requête du demandeur,
qu'une assemblée des créanciers du dit défendeur
ait lieu devant un juge de cette cour, dans la salle
d'audience, au palais de justice, en la cité de Sorel,
le premier jour du mois de décembre prochain, à
dix heures de l'avant-midi, pour là et alors donner
leur avis au sujet de la nomination d'un curateur
aux dits biens du dit défendeur, et sur toutes ma-
tières qui leur seront soumises.

Par ordre,

CANTIN & DE GRANDPRÉ.

4463.2

P. C. S.

Province of Quebec,
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 193.
In the matter of Josaphat Carpentier, merchant, of
the parish of Saint Tite,
Insolvent debtor ;
and
Georges Tanguay,

Creditor petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the said debtor has,
this day, made a judicial abandonment of his pro-
perty for the benefit of his creditors, at the office
of the prothonotary of the superior court, in Three
Rivers.

S. DUGAL,
Provisional guardian.

Tessier & Lacoursière,
Attorneys of the petitioner for assignment.
Three Rivers, 1st December, 1911. 4644

Province of Quebec,
District of Terrebonne } *Superior Court.*
No. 170.

In the matter of Joseph A. Dansereau, hotelkeeper,
of Sainte Agathe des Monts, district of Terre-
bonne,
Insolvent debtor ;
and

Madame Marie Dansereau et vir, " Henri Picard &
Cie ", Petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the said debtor has,
this day, made a judicial abandonment of his pro-
perty for the benefit of his creditors, at the office of
the undersigned prothonotary.

GRIGNON & FORTIER,
Prothonotary, S. C.

Sainte Scholastique, 30th November, 1911. 4648

District of Quebec.

Onésime Demers, general merchant, of Saint
Narcisse de Beaurivage, county of Lotbinière, has,
on the 2nd day of December, 1911, made a judicial
assignment of his property for the benefit of his
creditors, at the prothonotary's office of the superior
court for the district of Quebec, according to law.

BEDARD & BELANGER,
Provisional guardians.

Office : 101, Saint Peter street.
Quebec, 5th December, 1911. 4628

Order of the Court

Canada,
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Richelieu. }
No. 5315.

The twenty second day of the month of Novem-
ber, in the year one thousand nine hundred
and eleven.

Present : His Lordship judge A. A. Bruneau,
J. S. C.

Johnny Hébert, farmer, of the parish of Saint Da-
vid, in the district of Richelieu,
Plaintiff ;

vs

Adélard Rondeau, trader, of the parish of Saint
Guillaume d'Upton, in the district of Richelieu,
Defendant.

It is ordered on petition of the plaintiff that a
meeting of the creditors of the said defendant be
held before a judge of this court, in the court room,
of the court house, in the city of Sorel, on the first
day of the month of December next, at ten o'clock
in the forenoon, to then and there give their advice
respecting the appointment of a curator to the said
property of the said defendant, and on all matters
submitted to them thereat.

By order,

CARDIN & DE GRANDPRÉ.

4464

P. S. C.

Licitations

Province de Québec. }
 District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
 No 5238.

LICITATION.

Dame Marie Larochelle *et al*, Demandeurs ;
 vs
 Dame Angèle Larochelle *et al*, Défendeurs.

Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Sorel, dans le district de Richelieu, le deuxième jour d'octobre 1911, dans une cause dans laquelle Dame Marie Larochelle, épouse commune en biens de Pierre Bibeau, journalier, tous deux de la cité de Sorel, district de Richelieu, et le dit Pierre Bibeau, tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, sont Demandeurs ; et Dame Angèle Larochelle, épouse de Pierre Paul, épiciier, tous deux de la cité de Sorel, dit district, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Michel Larochelle, épiciier, du même lieu, Malvina Larochelle, épouse de Adélarde Mandeville, journalier, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Jean-Baptiste Cournoyer, cultivateur, ci-devant de Saint-Pierre de Sorel et actuellement de Warren, état de Rhode Island, l'un des états-unis d'Amérique, en sa qualité de tuteur à Adélarde, Diana, Rhéa et Elmedor, enfants mineurs de feu Délia Larochelle et du dit Jean-Baptiste Cournoyer, Hervé Cournoyer, journalier, de la cité de Sorel, district de Richelieu, Eva Cournoyer, épouse de Pierre Daunais, journalier, de Sainte-Victoire, dit district, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Georgiana Cournoyer, épouse de Zéphirin St. Martin, ci-devant de la paroisse de Sainte-Victoire, dit district, et maintenant des cité et district de Montréal, ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Wilfrid Cournoyer, voyageur, de la cité de Sorel, dans le district de Richelieu, Antoine Larochelle, ci-devant de Attleboro, dans les états-unis d'Amérique, et actuellement de lieux inconnus, Narcisse Larochelle, entrepreneur, de Woonsocket, état de Rhode Island, l'un des états unis d'Amérique, Daniel Larochelle, fils, de Manville, état de Rhode Island, l'un des états-unis d'Amérique, Delphis Larochelle, agent, de Pawtucket, état de Rhode Island, l'un des états-unis d'Amérique, sont Défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

1° Une terre située en la paroisse de Saint-Pierre de Sorel, dans la première rivière du Pot-au-Beurre, de la contenance de un arpent de front sur vingt arpents de profondeur, tenant devant à la rivière dite première rivière du Pot-au-Beurre, en profondeur aux donateurs (Michel Larochelle, père), d'un côté à Joseph Lemoine, et d'autre côté à Pierre Tessier—sans bâtisse, et connu au cadastre officiel de la paroisse sous le (No 359) trois cent cinquante-neuf ;

2° Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint-Pierre de Sorel, connu et désigné sur le plan officiel et livre de renvoi de la dite paroisse de Saint-Pierre de Sorel, comme étant le numéro 381, le dit morceau de forme irrégulière et contenant dix-sept arpents ou environ en superficie ; borné comme suit : vers le nord-ouest par le numéro trois cent cinquante-neuf (359), qui prend son front au sud de la première division l'Pot-au-Beurre, vers le sud-est par la ligne de division entre la paroisse de Saint-Pierre de Sorel et la paroisse de Saint-Robert, vers le nord-est par la terre de Joseph Lemoine, et vers le sud-ouest par la terre de Michel Larochelle—sans bâtisse ; le dit morceau de terre est sis dans le rang des continuations des terres au sud de la première rivière Pot-au-Beurre, et sa

Licitations

Province of Quebec. }
 District of Richelieu. } *Superior Court.*
 No. 5238.

LICITATION.

Dame Marie Larochelle *et al*, Plaintiffs ;
 vs
 Dame Angèle Larochelle *et al*, Defendants.

Public notice is hereby given that in virtue of a judgment of the superior court, sitting in Sorel, in the district of Richelieu, the second day of October, 1911, in a certain case where Dame Marie Larochelle, wife common as to property of Pierre Bibeau, laborer, both of the city of Sorel, district of Richelieu, and the said Pierre Bibeau, as well personally as to authorize his said wife to the presents, are Plaintiffs ; and Dame Angèle Larochelle, wife of Pierre Paul, grocer, both of the city of Sorel, said district, and this one to authorize his said wife to the presents, Michel Larochelle, grocer, of the same place, Malvina Larochelle, wife of Adélarde Mandeville, laborer, of the same place, and this one to authorize his said wife to the presents, Jean Baptiste Cournoyer, farmer, formerly of Saint Pierre de Sorel, and now of Warren, state of Rhode Island, one of the united states of America, as guardian of Adélarde, Diana, Rhea and Elmedor, minor children of the late Delia Larochelle and said Jean Baptiste Cournoyer, Hervé Cournoyer, laborer, of the city of Sorel, district of Richelieu, Eva Cournoyer, wife of Pierre Daunais, laborer, of Sainte Victoire, said district, and this one to authorize his said wife to the presents, Georgiana Cournoyer, wife of Zephirin St. Martin, formerly of the parish of Sainte Victoire, said district, and now of the city and district of Montreal, and this one to authorize his said wife to the presents, Wilfrid Cournoyer, traveler, of the city of Sorel, in the district of Richelieu, Antoine Larochelle, formerly of Attleboro, in the united states of America, and now of parts unknown, Narcisse Larochelle, undertaker, of Woonsocket, state of Rhode Island, one of the united state of America, Daniel Larochelle, son, of Manville, state of Rhode Island, of the united states of America, Delphis Larochelle, agent, of Pawtucket, state of Rhode Island, one of the united states of America, are Defendants, ordering the licitation of certain immoveables designed as follows, to wit :

1. A land situated in the parish of Saint Pierre of Sorel, on the first river of Pot-au-Beurre, measuring one acre in front by twenty acres in depth, contiguous in front to the river said the first river of Pot-au-Beurre, in depth to the donors (Michel Larochelle, father), on one side to Joseph Lemoine, and on the other side to Pierre Tessier—without building, and known to the official cadaster of the parish under the number (359) three hundred and fifty nine ;

2. A portion of land situated in the parish of Saint Pierre de Sorel, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Pierre de Sorel, under the number 381, the said portion of irregular figure and containing seventeen acres or about in area ; bounded as follows : to the north west by the number three hundred and fifty nine (359), which begins to the south of the first river Pot-au-Beurre, to the south east by the dividing line between the Saint Pierre de Sorel and Saint Robert parishes, to the north east by Joseph Lemoine's land, and to the south west by Michel Larochelle's land—without building ; the said piece of land being situated in the township of the continuances of lands at the south of the first river Pot-au-Beurre, and its area being of

contenance est d'un arpent, plus ou moins de largeur sur dix-sept arpents, plus ou moins de profondeur, sans garantie de mesure précise ;

3° Un terrain de forme irrégulière situé en la paroisse de Sainte-Victoire, et portant le numéro quatre cent cinquante (450), du cadastre de la dite paroisse, contenant vingt arpents et cinquante-cinq perches en superficie ; et borné comme suit : au nord-ouest par le numéro 404, au sud-est par la ligne limitative entre la dite paroisse de Sainte-Victoire et la paroisse de Saint-Robert, au nord-est par le numéro 449, au sud-ouest par le numéro 451.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGTIÈME jour de DECEMBRE prochain, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de la cité de Sorel ; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

ALLARD & ALLARD,
Procureurs des demandeurs.

Sorel, 12 octobre 1911. 3893
[Première publication, 18 novembre 1911.]

Province de Québec, } Cour Supérieure.
District de Trois-Rivières. } (siégeant à Nicolet).
No. 571.

Dame Marie-Agnès Bellerose, Demanderesse ;

vs

David H. Bellerose et al., Défendeurs.

Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Nicolet, dans le district de Trois-Rivières, le 10e jour de novembre 1911, dans une cause dans laquelle Dame Marie-Agnès Bellerose, de la ville de Nicolet, district de Trois-Rivières, veuve de Magloire C. Guévin, en son vivant rentier, de la paroisse de Sainte Monique, district de Trois-Rivières, est Demanderesse ; et David H. Bellerose, ci-devant de la ville de Nicolet, district de Trois-Rivières, et actuellement de Manchester, New-Hampshire, l'un des états unis d'Amérique, Damase Bellerose, de Bridgeport, Connecticut, l'un des états unis d'Amérique, Pierre Bellerose, de Meriden, Connecticut, l'un des états unis d'Amérique, Sévère Caron, charretier, de la ville de Nicolet, district de Trois-Rivières, Jean-Baptiste Bellerose, cultivateur, de la paroisse Saint-Jean-Baptiste de Nicolet, district de Trois-Rivières, en sa qualité de curateur dument nommé en justice à Louis H. Bellerose, ci-devant de la ville de Nicolet, district de Trois-Rivières, interdit, et actuellement interné à l'asile de Beauport, Dame Maria Bellerose, de la cité de Sorel, district de Richelieu, épouse de Adélar Sévigny, entrepreneur de pompes funèbres, aussi de la cité de Sorel, district de Richelieu, et le dit Adélar Sévigny pour autoriser et assister sa dite épouse aux fins des présentes, Joseph Bellerose, Albert Bellerose, René Bellerose et Joseph Bellerose, fils de Damase, tous quatre de la dite cité de Sorel, dit district de Richelieu, et Dame Anna Bellerose, des cité et district de Montréal, épouse de Hervé Godin, typographe, aussi des cité et district de Montréal, et le dit Hervé Godin pour autoriser et assister son épouse aux fins des présentes, sont Défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles et biens désignés comme suit savoir :

about an acre in wideness and of about seventeen acres in depth, without guarantee of its precise measure ;

3. A land of irregular figure situated in the parish of Sainte Victoire, and known under the number four hundred and fifty (450), of the cadastre of said parish, containing twenty acres and fifty five perches in area ; and bounded as follows : to the north west by the number 404, to the south east by the dividing line between the said Sainte Victoire and Saint Robert parishes, in the north east by the number 449, to the south west by the number 451.

The above designed immoveables shall be put up to auction and adjudicated to the highest and last bidder, the TWENTIETH day of DECEMBER next, the court sitting, in the audience hall of the court house in the city of Sorel ; subject to the charges and conditions mentioned in the specifications deposited in the prothonotary's office of said court ; and the opposition to annul, to secur charges and to withdraw to said licitation, must be deposited in the prothonotary's office of said court, at least twelve days before the day determined as aforesaid for the sale and adjudication ; and opposition for payment shall be filed during the six days after adjudication ; and being the parties in default of filing said opposition in the delays mentioned in those presents, they will be foreclosed of from the right to do it.

ALLARD & ALLARD,
Attorneys for plaintiff.

Sorel, 12th October, 1911. 3894
[First published, 18th November, 1911.]

Province of Quebec, } Superior Court.
District of Three Rivers. } (sitting at Nicolet).
No. 571.

Dame Marie Agnès Bellerose, Plaintiff ;

vs

David H. Bellerose et al., Defendants.

Public notice is hereby given that, by and in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Nicolet, in the district of Three Rivers, on the 10th day of November, 1911, in a cause in which Dame Marie Agnès Bellerose, of the town of Nicolet, district of Three Rivers, widow of Magloire C. Guévin, in his lifetime rentier, of the parish of Sainte Monique, district of Three Rivers, is Plaintiff ; and David H. Bellerose, heretofore of the town of Nicolet, district of Three Rivers, and presently of Manchester, New Hampshire, one of the united states of America, Damase Bellerose, of Bridgeport, Connecticut, one of the united states of America, Pierre Bellerose, of Meriden, Connecticut, one of the united states of America, Sévère Caron, carter, of the town of Nicolet, district of Three Rivers, Jean Baptiste Bellerose, farmer, of the parish of Saint Jean Baptiste de Nicolet, district of Three Rivers, in his quality of duly appointed curator to Louis H. Bellerose, heretofore of the town of Nicolet, district of Three Rivers, interdicted, and presently confined in the Beauport Asylum, Dame Maria Bellerose of the city of Sorel, district of Richelieu, wife of Adélar Sévigny, funeral director, also of the city of Sorel, district of Richelieu, and the said Adélar Sévigny to authorize and assist his said wife for the purposes hereof, Joseph Bellerose, Albert Bellerose, René Bellerose and Joseph Bellerose, son of Damase, all four of the city of Sorel, said district of Richelieu, and Dame Anna Bellerose, of the city and district of Montreal, wife of Hervé Godin, printer, also of the city and district of Montreal, and the said Hervé Godin to authorize and assist his said wife for the purposes hereof, are Defendants, ordering the licitation of certain immoveables and property designated as follows, to wit :

1° Un morceau de terre sis et situé en la ville de Nicolet, contenant 96 pieds de front sur 603 pieds de profondeur environ; borné en front, au sud-ouest par Abundius Chapdelaine, James Gill et la rue Piessais, en profondeur et au nord-est par Pierre Nourry, du côté nord par le lot numéro 364, appartenant à la dite succession Norbert Hyacinthe Bellerose, icelui morceau de terre étant et faisant partie du lot numéro 363, du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour les ville et paroisse de Nicolet.

2° Un autre morceau de terre sis et situé partie en la ville de Nicolet, et partie en la paroisse Saint-Jean-Baptiste de Nicolet, contenant environ 96 pieds de front sur 6206 pieds de profondeur; borné en front par la ligne du chemin de fer Intercolonial, en profondeur par le numéro 51, du cadastre du comté de Nicolet, pour la paroisse de Nicolet, appartenant à J. E. Rochette, du côté nord par le lot de terre numéro 364, appartenant à la succession Norbert Hyacinthe Bellerose, icelui morceau de terre étant et faisant partie du lot numéro 363, du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour les ville et paroisse de Nicolet.

3 Un morceau de terre sis et situé en la ville de Nicolet, contenant environ 192 pieds de largeur par 1180 pieds de profondeur; borné en front à Philippe Doucet, en arrière, à la profondeur, par la ligne du chemin de fer Intercolonial, du côté nord par le numéro 362 du cadastre, pour la ville de Nicolet, appartenant à la succession Norbert Hyacinthe Bellerose, et du côté sud par le lot numéro 360 du dit cadastre, appartenant à Napoléon Therrien, icelui morceau de terre étant et faisant partie du lot numéro 361, du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour les ville et paroisse de Nicolet.

4° Un morceau de terre sis et situé partie en la ville de Nicolet et partie en la paroisse Saint-Jean-Baptiste de Nicolet, contenant 192 pieds de largeur par 6206 de profondeur; borné en front par la ligne de chemin de fer Intercolonial, à la profondeur par le numéro 51 du cadastre du comté de Nicolet, pour la paroisse de Nicolet, appartenant à J. E. Rochette, du côté nord par le numéro 362 du dit cadastre, appartenant à la succession Norbert Hyacinthe Bellerose, et du côté sud par le lot numéro 380 du dit cadastre, appartenant à Napoléon Therrien, icelui morceau de terre étant et faisant partie du lot numéro 361, du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour les ville et paroisse de Nicolet.

5° Un morceau de terre sis et situé en la ville de Nicolet, sur la rue Ferland, contenant environ 95 pieds de front par 86 pieds de profondeur; borné en avant par la rue Ferland, en arrière par Dame veuve Augustin Dupuis, d'un côté par Octave Pelletier, et de l'autre côté par L. N. D. Houde—avec les bâtisses dessus construites, icelui morceau de terre étant et faisant partie du lot numéro 361, du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour les ville et paroisse de Nicolet.

6° Diverses rentes foncières, annuelles et perpétuelles chargées sur des emplacements, tous sis et situés en la ville de Nicolet, dont plusieurs font encore partie des dits lots numéros 361 et 363, du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour les ville et paroisse de Nicolet, et dont quelques autres faisaient autrefois partie des dits lots numéros 361 et 363, mais sont actuellement cadastrés sous des numéros différents, les dites rentes foncières et annuelles produisant un revenu total annuel de \$228 06 et étant dues annuellement par les diverses personnes et sur les emplacements ci-dessous mentionnés :

1. A piece of land being and situate in the town of Nicolet, containing 96 feet in front by 603 feet in depth, about; bounded in front on the south west by Abundius Chapdelaine, James Gill and Piessais street, in depth and on the north east by Pierre Nourry, on the north side by the lot number 364, belonging to the said succession Norbert Hyacinthe Bellerose, such piece of land being and forming part of lot number 363, of the official cadastre of the county of Nicolet, for the town and parish of Nicolet.

2. Another piece of land being and situate partly in the town of Nicolet and partly in the parish of Saint Jean Baptiste de Nicolet, containing about 96 feet in front by 6206 feet in depth; bounded in front by the Intercolonial Railway line, in depth by the number 51, of the cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Nicolet, belonging to J. E. Rochette, on the north side by the lot of land number 364, belonging to the succession Norbert Hyacinthe Bellerose, such piece of land being and forming part of lot number 363, of the official cadastre of the county of Nicolet, for the city and parish of Nicolet.

3. A piece of land being and situate in the town of Nicolet, containing about 192 feet in width by 1180 feet in depth; bounded in front by Philippe Doucet, in the rear on the depth by Intercolonial Railway line, on the north side by the number 362 of the cadastre, for the town of Nicolet, belonging to the succession Norbert Hyacinthe Bellerose, and on the south side by lot number 360 of the said cadastre, belonging to Napoléon Therrien, such piece of land being and forming part of lot number 361, of the official cadastre of the county of Nicolet, for the town and parish of Nicolet.

4. A piece of land being and situate partly in the town of Nicolet and partly in the parish of Saint-Jean-Baptiste de Nicolet, containing 192 feet in width by 6206 in depth; bounded in front by the Intercolonial Railway line, on the depth by the number 51 of the cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Nicolet, belonging to J. E. Rochette, on the north side by the number 362 of the said cadastre, belonging to the succession Norbert Hyacinthe Bellerose, and on the south side by the lot number 380 of the said cadastre, belonging to Napoléon Therrien, such piece of land being and forming part of lot number 361, of the official cadastre of the county of Nicolet, for the town and parish of Nicolet.

5. A piece of land being and situate in the town of Nicolet, on Ferland street, containing about 95 feet in front by 86 feet in depth; bounded in front by Ferland street, in the rear by Dame widow Augustin Dupuis, on one side by Octave Pelletier, and on the other side by L. N. D. Houde—with the buildings thereon erected, such piece of land being and forming part of lot number 361, of the official cadastre of the county of Nicolet, for the town and parish of Nicolet.

6. Sundry annual and perpetual ground rents on emplacements, all being and situate in the town of Nicolet, of which several still form part of the said lots numbers 361 and 363, of the official cadastre of the county of Nicolet, for the town and parish of Nicolet, and of which some others heretofore formed part of the said lots numbers 361 and 363, but are now cadastréd under different numbers; the said yearly ground rents producing a total annual revenue of \$228 06 and being due annually by the various persons and on the emplacements herein under mentioned :

Nom des débiteurs. — Name of debtors.	No du cadastre. — No. of cadastre.	Montant de la rente. — Amount of rent.	Capital de la rente. — Capital of rent.	Date du titre et nom du notaire. — Date of title and name of notary.
L'abbé J. A. J. Papillon.....	P. 314	\$ 18 00	\$360 00	12 janvier—12th January, 1909, D. A. Léonard, N. P.
Adéline, Eva, Joséphine Boucher	313	5 00	100 00	Déclaration héréditée—Declaration of succession, 22 décembre—22nd December, 1909, H. R. Dufresne, N. P.
L'abbé Edm. Chatillon.....	P. 361	6 00	120 00	6 novembre—6th November, 1880, Geo. David, N. P.
Siméon Dubuc.....	P. 361	6 00	120 00	24 octobre—24th October, 1907, Dufresne, notaire—notary.
Philippe Doucet.....	P. 361	25 00	500 00	Vente d'—sale of Octave Duperron, bail conc. par—Lease granted by David Bellerose, 12 novembre—12th November, 1910, Dufresne, N. P.
J. H. Marier.....	P. 361	8 50	170 00	Vente par—Sale by Lacoursière, J. H. N. Désaulniers, N. P.
Auguste Pagé.....	P. 361	8 50	170 00	13 juillet—13th July, 1909, J. O. Courchesne, N. P.
L. N. D. Houde.....	P. 361	7 00	140 00	Conseil Comité—County Council.
Veuve—widow Athanase Gaudet.	P. 361	6 00	120 00	18 août—18th August 1890, A. O. Houle, notaire—notary.
Adélard Héroux.....	P. 361	12 00	240 00	Novembre—November, 1910, J. O. Courchesne, N. P.
Alexis Chillas.....	P. 361	4 00	80 00	28 septembre—28th September, 1907, vente à réméré à—Sold with right of redemption to J. W. Denis, H. R. Dufresne, N. P.
J. Ant. LeBlanc.....	328	4 00	80 00	1er mai—1st May, 1911, H. R. Dufresne, N. P.
App. Laflamme.....	P. 361	8 50	170 00	Vente à—Sale to Napoléon Desfossés, du 22 janvier—of the 22nd January, 1909, J. C. H. Laflamme, N. P.
Sévère Desruisseaux.....	P. 361	4 00	60 00	1er octobre—1st October, 1891, H. R. Dufresne, N. P.
Alfred Landry ou succession—or estate Aug. Guilbert.....	343	4 00	80 00	Bail à—Lease to conc. du 3 février—of 3rd February, 1857 Geo. David, N. P.
Alexandre Houle.....		4 00	80 00	1er avril—1st April, 1908, J. C. H. Laflamme, N. P.
Hortense Lewis.....	338	4 00	80 00	3 octobre—3rd October, 1905, H. R. Dufresne N. P.
P. Alfred Papillon.....	339	4 00	80 00	27 décembre—27th December, 1909, H. R. Dufresne, N. P.
L. N. D. Houde (Dubé).....	340	4 00	80 00	3 octobre—3rd October, 1905, J. C. H. Laflamme, N. P.
Zéphirin Désilets.....	341	4 00	80 00	15 juin—15th June, 1908, J. O. Courchesne, N. P.
Hilaire Courchesne.....	191	5 00	100 00	21 mars—21st March, 1904, A. O. Houle, N. P.
Arthur René.....	190	6 00	120 00	14 juillet—14th July, 1875, Geo. David, N. P.
Elise Beaumier, veuve—widow J. Dupont.....	188	6 00	120 00	14 juillet—14th July, 1878, Geo. David.
Frs de Salle Beaudoin.....	203	2 50	50 00	13 juillet, 13th July, 1875, Geo. David.
Héloïse Raymond.....	202	2 50	50 00	18 mars—18th March, 1907, H. R. Dufresne, N. P.
Pierre P. Lampron.....	P. 214	6 00	120 00	Le 27 avril—The 27th April, 1887, bail conc. à—lease granted to Agénor, devant—before George David, Léopold achète—buy, acte devant—deed before Dufresne, N. P.
Léopold Boisvert.....	P. 361	9 00	180 00	7 décembre—7th December, 1895, A. O. Houle, N. P., concédé à—granted to F. Auclair, J. C. H. Laflamme, N. P.
Wilfrid Camirand.....	P. 214	15 00	300 00	13—13th nov. 1903, Dufresne N. P., vente à—sale to A. P. Nourry.
Pierre Nourry.....	P. 363	12 00	200 00	
Succession—Estate Norbert N. Bellerose.....		18 56	371 00	
Total.....		\$228 06	4,521.00	

Les immeubles et biens ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le DIXIEME jour de JANVIER 1912, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de la ville de Nicolet; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

ARTHUR TRAHAN,
Procureur de la demanderesse.

Nicolet, 18 novembre 1911. 4377.2
[Première publication, 25 novembre 1911.]

Province de Québec, }
District de Joliette. }

LICITATION.

Avis est par les présentes donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Joliette, dans le district de Joliette, le 27 novembre 1911, dans une cause dans laquelle Dame Catherine Robillard, de la paroisse de Sainte-Emmelie de l'Energie, dans le district de Joliette, épouse commune en biens de Colbert Robitaille, ci devant cultivateur, du même lieu, et maintenant absent aux Etats-Unis d'Amérique, dûment autorisée à ester en justice par l'honorable F. O. Dugas, juge de la cour supérieure pour le district de Joliette, est Demanderesse, et le dit Colbert Robitaille est Défendeur, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

1° Un emplacement au village de la paroisse de Sainte-Emmelie de l'Energie, à extraire au lot numéro quinze C (No 15 C), dans le second rang du township Joliette, sur le plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Sainte-Emmelie de l'Energie, d'environ vingt-deux pieds de largeur sur soixante pieds de profondeur, tenant devant, au chemin public, en arrière et d'un côté au terrain de Joseph Voutu, et de l'autre côté à un nommé Bounader—avec droit de passer sur le terrain de Joseph Voutu une largeur de dix pieds de long du dit emplacement.

2° Une terre située en la paroisse de Sainte-Emmelie de l'Energie, dans le rang Sainte-Catherine, de deux arpents de largeur sur seize de profondeur, étant connue et désignée comme lot numéro quarante-trois (No 43), sur le plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Sainte-Emmelie de l'Energie—bâtie d'une grange.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le HUITIEME jour de JANVIER prochain 1912, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Joliette; sujet aux clauses, charges et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans le délai prescrit par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

DUCHARME & RIVEST,
P. C. S.

Joliette, 28 novembre 1911. 4581
[Première publication, 9 décembre 1911.]

The immoveables and property above designated will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the TENTH day of JANUARY, 1912, sitting the court, in the court room of the court house of the town of Nicolet; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited at the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby mentioned, they will be foreclosed from so doing.

ARTHUR TRAHAN,
Attorney for plaintiff.

Nicolet, 18th November, 1911. 4378
[First published, 25th November, 1911.]

Province of Quebec, }
District of Joliette. }

LICITATION.

Notice is given that, in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Joliette, in the district of Joliette, on the 27th November, 1911, in a cause in which Dame Catherine Robillard, of the parish of Sainte Emmelie de l'Energie, in the district of Joliette, wife common as to property of Colbert Robitaille, heretofore farmer, of the same place, and presently absentee in the United States of America, duly authorized to appear in judicial proceedings by the Honorable F. O. Dugas, judge of the superior court for the district of Joliette, is Plaintiff, and the said Colbert Robitaille, is Defendant, ordering the licitation of certain immoveables designated as follows, to wit :

1. An emplacement in the village of the parish of Sainte Emmelie de l'Energie, to be taken from lot number fifteen C (No. 15 C), in the second range of the township Joliette, on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Sainte Emmelie de l'Energie, of about twenty two feet in width by sixty feet in depth, adjoining in front the public road, in the rear and on one side the land of Joseph Voutu, and on the other side a party named Bounader—with right to pass over the lot of Joseph Voutu in a width of ten feet along the said emplacement.

2. A farm situate in the parish of Sainte Emmelie de l'Energie, in the Sainte Catherine range, of two arpents in width by sixteen in depth, being known and designated as lot number forty three (No. 43), on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Sainte Emmelie de l'Energie—with a barn thereon.

The immoveables above designated will be put up to auction and adjudicated to the highest and last bidder, on the EIGHTH day of JANUARY, 1912, sitting the court, in court room of the court house of Joliette; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such opposition within the delay hereby mentioned, they will be foreclosed from so doing.

DUCHARME & RIVEST,
P. S. C.

Joliette, 28th November, 1911. 4582
[First published, 9th December, 1911.]

Ratifications

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 770.

Avis vous est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal, un acte passé devant M^{re} Ferdinand C. Larose, notaire, le trentième jour de juillet 1899, entre Dame Exilda Robert, domiciliée au village de Laprairie, veuve de feu Vital Toupin, en son vivant cultivateur, de la paroisse de Saint-Philippe, et Joseph Boire, cultivateur, de la paroisse de Saint-Philippe, étant une vente par la dite Dame Exilda Robert au dit Joseph Boire.

1° D'une portion de terre située en la dite paroisse de Saint-Philippe, concession du Ruisseau Faille, contenant environ trente-six arpents et demi en superficie, plus ou moins, et sans garantie de mesure précise, formant le lot numéro 368, (trois cent soixante et huit), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Philippe—avec maison en pierre et autres bâtisses dessus érigées.

2° D'une autre portion de terre située au même lieu, contenant environ vingt-deux arpents en superficie, plus ou moins, et sans garantie de mesure précise, formant le lot numéro 384, (trois cent quatre-vingt-quatre), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Philippe, et en la possession du dit Joseph Boire comme propriétaire pendant les trois dernières années; et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur les dits immeubles immédiatement avant l'enregistrement du dit acte par lequel les dits immeubles ont été acquis par le dit Joseph Boire sont averties qu'il sera présenté à la dite cour, le dixième jour de janvier mil neuf cent douze, une demande en ratification de titre; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registrateur est tenu, par les dispositions du code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

J. B. A. TISON,
Dép. protonotaire, C. S.

Montréal, 25 novembre 1911. 4579
[Première publication, 9 décembre 1911].

RATIFICATION DE TITRE.

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*

Avis est par les présentes donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la cour supérieure du district des Trois-Rivières, un acte passé devant Téléphore Eusèbe Normand, notaire, le huit octobre mil neuf cent quatre, entre Dame Marie Louise Florina DesRosiers, épouse séparée de biens de Monsieur Alphonse Turcotte, comptable, demeurant tous deux en les cité et district de Montréal, et Edouard Charette, marchand de bois, de la paroisse de Saint Barnabé, à l'endroit appelé Moulin Charette, canton de Caxton, comté de Saint-Maurice, étant, le dit acte, une vente par la dite Dame Marie Louise Florina DesRosiers au dit Edouard Charette, entre autres des immeubles suivants, savoir :

1. Le " Lac Paterson ", avec un demi arpent de terre tout autour, moins une petite partie des numéros seize et quinze, appartenant au dit acquéreur, plus une certaine étendue de terre appelée " Bocage ", tel qu'il est actuellement enclos—avec la maison et une glacière dessus érigées, avec le droit de passage tant à pied qu'en voiture de ce terrain à aller au chemin public, à l'endroit actuel ou autre qui serait désignée par Raphaël Lachance, le propriétaire du terrain où passe le dit chemin de sortie, à la charge par l'acquéreur de faire et entretenir les barrières nécessaires à l'endroit où passe

Ratifications

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 770.

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the protonotary of the superior court, in the district of Montreal, a deed executed by Ferdinand C. Larose, notary, on the thirtieth day of July, 1899, between Mrs. Exilda Robert, residing at the village of Laprairie, widow of late Vital Toupin, in his lifetime farmer, of the parish of Saint Philippe, and Joseph Boire, farmer, of the parish of Saint Philippe, being a sale by the said Mrs. Exilda Robert to the said Joseph Boire :

1. Of a portion of land situated in the parish of Saint Philippe, concession of Ruisseau Faille, containing about thirty-six acres and a half at the surface, less or more, and without guarantee of exact measure, being the lot number 368 (three hundred and sixty eight), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Philippe—with a stone house and other buildings thereon erected.

2. Of another portion of land situated at the same place, containing about twenty two acres at the surface, less or more, and without guarantee of exact measure being the lot number 384 (three hundred and eighty four), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Philippe, and possessed by the said Joseph Boire, as proprietor, for the three years now last past; and all persons who claim any privilege or hypothec upon the said immovables immediately before the registration of the said deed by which the said immovables were acquired by the said Joseph Boire, are hereby notified that application will be made to the said court, on the tenth day of January, 1912, for a judgment of confirmation of title and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the code of civil procedure to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing, and file the same in the office of the said protonotary, within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

J. B. A. TISON,
Deputy protonotary S. C.

Montreal, 25th November, 1911. 4580
[First published, 9th December, 1911].

CONFIRMATION OF TITLE.

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the protonotary of the superior court in the district of Three Rivers, a deed executed before M^{re} Téléphore Eusèbe Normand, notary, on the 8th of October, 1904, between Mrs. Marie Louise Florina DesRosiers, wife separated as to property of Alphonse Turcotte, accountant, both of the city and district of Montreal, and Edouard Charette, lumber merchant, of the parish of Saint Barnabé, at the place called " Moulin Charette ", township of Caxton, Saint Maurice county, being, the said deed, a sale by the said Mrs. Marie-Louise Florina DesRosiers to the said Edouard Charette, amongst other immovables the following, to wit :

1. The " Lake Paterson " with half an arpent of land in depth around the said lot, less a small portion of numbers sixteen and fifteen, belonging to the said purchaser, plus a certain portion of land called " Bocage ", as it is actually fenced with the house and an icehouse erected thereon, with the right of passage on foot or with vehicle from this land to the public road, at the actual place or other which may be designated by Raphaël Lachance, the proprietor of the land on which is located the said right of way, subject to the charge by the purchaser to make and entertain the necessary gates at the

et où passera le dit chemin de sortie : lequel dit "Lac Paterson" et autres parties d'immeuble sont situés en la paroisse de Saint-Elie, canton de Caxton, comté de Saint-Maurice, dans le troisième rang de la dite paroisse, font partie des lots numéros seize, dix-sept, dix-huit et dix-neuf, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la dite paroisse de Saint-Elie, comté de Saint-Maurice—avec les bâties sus-mentionnées. Lequel "Lac Paterson", est situé au centre des dits lots seize, dix-sept, dix-huit et dix-neuf, du dit troisième rang de la dite paroisse.

2° La plus grande partie du lot de terre numéro dix-neuf du troisième rang de la dite paroisse Saint-Elie, comté de Saint-Maurice, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement, sous le numéro dix-neuf, troisième rang, dits comté et paroisse, enfermée dans les limites suivantes : vers le côté ouest au cordon du deuxième rang, vers le côté est, à un ruisseau qui est reconnu comme ligne de division entre la dite venderesse et Raphael Lachance à qui appartient le surplus du dit lot No dix-neuf, joignant vers le sud, en grande partie, au lot numéro dix huit, et vers le nord au lot numéro vingt, du dit troisième rang.

3° Les abouts des lots de terre numéros dix-sept (moins la partie vendue à Carolus Descoteaux), et dix-huit du troisième rang de la dite paroisse de Saint-Elie, dits canton et comté, tenant à un bout vers l'est à un demi arpent du "Lac Paterson" et à l'autre bout vers l'ouest, au cordon du deuxième rang, gagnant d'un côté vers le sud au lot numéro seize et vers le nord au lot numéro dix-neuf, le tout en bois debout, en la possession du dit Edouard Charette, comme propriétaire pendant les trois dernières années ; et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur les dits immeubles immédiatement avant l'enregistrement du dit acte par lequel les dits lots ont été acquis par le dit Edouard Charette, sont averties qu'il sera présenté à la dite cour, le seize janvier prochain 1912, à 10 heures a. m., une demande en ratification de titres ; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu, par les dispositions du code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forecloses du droit de le faire.

Bureau du protonotaire,
DE LOTTINVILLE & PROVENCHER,
P. C. S.
Trois-Rivières, 28 novembre 1911. 4609
[Première publication, 9 décembre 1911].

Province de Québec, }
District de Chicoutimi. } Cour Supérieure.

Avis est par les présentes donné qu'il a été déposé au bureau du protonotaire de la cour supérieure, pour le district de Chicoutimi, un acte passé devant M^{re} J. P. Gagnon, notaire, à Saint-Jérôme, le vingt octobre mil neuf cent un, et dûment enregistré entre Sifroid Lord, cultivateur, de Saint-Jérôme, et Jean-Baptiste Cauchon, aussi cultivateur, du même lieu, par lequel acte le dit Sifroid Lord a vendu au dit Jean-Baptiste Cauchon l'immeuble suivant, situé dans le comté du Lac Saint-Jean, district de Chicoutimi, savoir :

Une terre contenant cinquante-huit (58) acres en superficie, étant et comprenant l'immeuble connu et désigné sous le numéro quarante-quatre A (44 a), du cadastre du troisième rang du canton Caron, paroisse Saint-Jérôme, dans le comté du Lac Saint-Jean—avec les bâties, sans réserve et en la possession du dit Jean-Baptiste Cauchon comme propriétaire pendant les trois dernières années.

place where passes or where will pass the said right of way : which said "Lake Paterson" and the other parts of said immovables, are situated in the parish of Saint Elie, township of Caxton, Saint Maurice county in the third range of the said parish and form part of lots numbers sixteen, seventeen, eighteen and nineteen, on the official plan and book of reference of the registration cadastre for the said parish of Saint Elie, Saint Maurice county—with the buildings above mentioned. The said "Lake Paterson" is situated at the centre of the said lot sixteen, seventeen, eighteen and nineteen, of the said third range of the said parish.

2. The most part of lot number nineteen in the third range of the said parish of Saint Elie, Saint Maurice county, known and designated on the official plan and book of reference of the registration cadastre, under number nineteen, third range, said county and parish, included in the following limits, to the west by the division line (cordon) of the second range, to the east by a creek which is recognized as the division line between the said vender and Raphael Lachance, to whom belongs the balance of the said number nineteen, joining to the south for the most part, lot number eighteen, and to the north lot number twenty, of the said third range.

3. The abutments or rear ends of the said cadastral lots numbers seventeen (less the part sold to Carolus Descoteaux), and eighteen of the third range of the said parish of Saint Elie, aforesaid township and county, joining at one end to the east, at half an arpent from "Lake Paterson", and at the other end to the west to the road of the second range, one side towards the south, lot number sixteen, and to the north, lot number eighteen, the whole in standing timber, in the possession of the said Edouard Charette, as proprietor during the last three years.

All persons who claim a privilege or hypothec on the said lands, immediately before the registration of the said deed by which the said lots have been acquired by the said Edouard Charette, are hereby notified that application will be made to the said court, on the sixteenth January next, 1912, at ten o'clock p. m., for a confirmation of title; and that unless their claims are such that the registrar is bound, by the provisions of the code of civil procedure to mention them in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions or claims in writing, and to have them received by the court and file the same in the office of the said Prothonotary, within six days after the said day in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

Prothonotary's office,
DE LOTTINVILLE & PROVENCHER,
Prothonotary superior court.
Three Rivers, 28th November, 1911. 4610
[First published, 9th December, 1911].

Province of Québec, }
District of Chicoutimi. } Superior Court.

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the prothonotary of the superior court, in the district of Chicoutimi, a deed executed before J. P. Gagnon, notary, at Saint Jérôme, on the twentieth of October, one thousand nine hundred and one, duly registered between Sifroid Lord, farmer, of Saint Jérôme, and Jean-Baptiste Cauchon, also farmer, of the same place, by which deed the said Sifroid Lord has sold to the said Jean-Baptiste Cauchon the following immovable, situate in the county of Lake Saint John, district of Chicoutimi, to wit :

A land containing fifty eight (58) acres in superficies, being and comprising the immovable property known and designated under the number forty four A (44a), of the cadastre for the third range of the township Caron, parish of Saint Jérôme, in the county of Lake Saint John—together with the buildings, without any reserve and possessed by the said Jean Baptiste Cauchon as proprietor for the three years now last past.

Et toutes personnes réclamant quelque privilège ou hypothèque sur le dit immeuble immédiatement avant l'enregistrement du dit acte par lequel le dit lot a été acquis par le dit Jean-Baptiste Cauchon, sont averties qu'il sera présenté à la dite cour, au palais de justice, à Roberval, le dix-septième jour de janvier prochain 1912, une demande en ratification de titre; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registrateur est tenu, par les dispositions du code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par les présentes requises de signifier leur opposition par écrit, et de les produire au greffe du dit protonotaire, dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de ce faire.

F. X. GOSSELIN,

Protonotaire cour supérieure,
district de Chicoutimi.

Chicoutimi, 4 novembre 1911. 4633
[Première publication, 9 décembre 1911.]

Province de Québec, }
District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*

Avis est par les présentes donné qu'il a été déposé au bureau du protonotaire de la cour supérieure, pour le district de Chicoutimi, un acte passé devant M^{re} Lauréat Pelletier, notaire, à Saint Jérôme, le treize mai mil neuf cent neuf, et dûment enregistré, par lequel François Dufour, cultivateur, de Saint-Jérôme, a vendu à Dérila Villeneuve, aussi cultivateur, du même lieu, l'immeuble suivant, situé dans le district de Chicoutimi, savoir :

Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Jérôme, dans le comté du Lac Saint-Jean, de la contenance de cinquante (50) acres en superficie, connue et désignée sous le numéro quarante-quatre B (44 B), du cadastre pour le troisième rang du canton Caron — avec les bâtiments dessus construits, sans réserve et en la possession du dit Dérila Villeneuve et de Flavien Dufour, de la paroisse de Saint-Jérôme, pendant les trois dernières années, comme propriétaires.

Et toutes personnes réclamant quelque privilège ou hypothèque sur le dit immeuble immédiatement avant l'enregistrement du dit acte par lequel le dit lot a été acquis par le dit Dérila Villeneuve, sont averties qu'il sera présenté à la dite cour, au palais de justice à Roberval, le dix-septième jour de janvier prochain (1912), une demande en ratification de titre; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registrateur est tenu, par les dispositions du code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par les présentes requises de signifier leur opposition par écrit, et de les produire au greffe du dit protonotaire, dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi, elles seront pour toujours forcloses du droit de ce faire.

F. X. GOSSELIN,

Protonotaire cour supérieure,
district de Chicoutimi.

Chicoutimi, 4 novembre 1911. 4635
[Première publication, 9 décembre 1911.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux enchères et lieux respectifs tels que mentionnés ci-dessous.

MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } **N RE PERRAULT & NO 256.** } **FRERE**, insolvable, et C. R. GARNEAU, curateur.

And all persons who claim any privilege or hypothec upon the said immoveable immediately before the registration of the said deed by which the said lot was acquired by the said Jean-Baptiste Cauchon, are hereby notified that application will be made to the said court, at the court house of Roberval, on the seventeenth day of January next, 1912, for a judgment of confirmation of title; and that unless their claims are such as the registrar is bound, by the provisions of the code of civil procedure, to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing, and file the same in the office of the said protonotary, within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

F. X. GOSSELIN,

Prothonotary superior court,
district of Chicoutimi.

Chicoutimi, 4th November, 1911. 4634
[First published, 9th December, 1911.]

Province of Quebec, }
District of Chicoutimi. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the prothonotary of the superior court, in the district of Chicoutimi, a deed executed before Lauréat Pelletier, notary, at Saint Jérôme, on the thirteenth of May one thousand nine hundred and nine, duly registered, by which deed François Dufour, farmer, of Saint Jérôme, has sold to Dérila Villeneuve, also farmer, of the same place, the following immoveable, situate in the district of Chicoutimi, to wit:

A land situate in the parish of Saint Jérôme, in the county of Lake Saint John, containing fifty acres in superficies, known and designated under the number forty four B (44 b), of the cadastre for the third range of the township Caron—together with the buildings thereon erected, without any reserve and possessed by the said Dérila Villeneuve and Flavien Dufour, of the parish of Saint Jérôme, as proprietors, for the three years now last past.

And all persons who claim any privilege or hypothec upon the said immoveable immediately before the registration of the said deed by which the said lot was acquired by the said Dérila Villeneuve, are hereby notified that application will be made to the said court, at the court house of Roberval, on the seventeenth day of January next, 1912, for a judgment of confirmation of title; and that unless their claims are such as the registrar is bound, by the provisions of the code of civil procedure, to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing and file the same in the office of the said protonotary, within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

F. X. GOSSELIN,

Prothonotary superior court,
district of Chicoutimi.

Chicoutimi, 4th November, 1911. 4636
[First published, 9th December, 1911.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } **N RE PERRAULT & BRO., NO. 256.** } **INSOLVENTS**, and C. R. GARNEAU, curator.

1° Un emplacement situé sur le côté sud-ouest de la rue de la Cour, dans la ville d'Arthabaska, connu et désigné au cadastre officiel du village d'Arthabaskaville, comme étant le numéro cent soixante (160), et partie du numéro cent cinquante (p. 150), cette partie du numéro cent cinquante ayant quatre pieds de largeur sur la même profondeur que le numéro cent soixante, et étant située au sud-est de ce dernier numéro—avec l'Hôtel Albion dessus construit et les dépendances; à distraire de la partie nord-ouest du dit numéro cent soixante, un emplacement contenant cinquante pieds de largeur à partir de la ligne de John N. Michaud, sur la même profondeur que le numéro cent soixante, cet emplacement ayant été réservé par Pierre Maheu, et ayant été depuis vendu par lui au dit John N. Michaud; l'emplacement à vendre étant borné en front à la rue, du côté sud-est et en arrière à Pierre Maheu, et du côté nord-ouest à John N. Michaud.

2° Une terre étant le numéro onze (11), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ferdinand d'Halifax; bornée au sud-est à Charles Tardif, et au nord-ouest au numéro douze.

3° Une terre connue et désignée au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ferdinand d'Halifax, sous les numéros douze (12) et treize (13); bornée au sud-est au numéro onze, et au nord-ouest à Joseph Nolette; à distraire du numéro treize, l'emplacement de la fromagerie et la fromagerie, suivant les titres.

La vente du numéro douze et de partie du numéro treize sera faite en bloc et à charge par l'acquéreur de payer à Pierre Perrault, père, et à son épouse, Mélie Demers, à chacun une rente viagère et pension alimentaire de soixante-quinze piastres par année.

4° Un emplacement situé en la ville de Black Lake, faisant partie du lot numéro vingt-six (26), du sixième rang du canton d'Irlande, contenant soixante-quinze pieds de front sur deux cents pieds de profondeur, le tout plus ou moins, connu et désigné au cadastre officiel du canton d'Irlande comme faisant partie du numéro trois cent vingt-cinq (p. 325); prenant en front au nord-est au chemin qui conduit de Saint-Ferdinand d'Halifax à Black Lake, en arrière au sud-est et du côté nord-ouest à Théodore Gagnon ou représentants, et au sud-est à William Breton et Théodore Gagnon ou représentants, étant les terrains acquis par Eugène Perrault, suivant contrats en date du 8 février 1908 et du 8 février 1911—avec boutiques de forge et autres bâtisses dessus construites, sujets aux servitudes actives et passives, suivant les titres.

La vente de cet emplacement sera faite à la charge d'une rente forcée de quinze piastres et soixante-quinze centins par année, payable à Théodore Gagnon, dont \$6.75 le 1er mai et \$9.00 le 1er juin d'avance, au capital de \$262.50, remboursable à l'option de l'acquéreur.

Pour être vendus, l'immeuble en premier lieu mentionné, à mon bureau, en la ville d'Arthabaska, le DIXIEME jour de JANVIER prochain 1912, à DIX heures de l'avant-midi;

Les immeubles en deuxième et troisième lieu mentionnés, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Ferdinand d'Halifax, le ONZIEME jour de JANVIER prochain 1912, à ONZE heures de l'avant-midi;

Et l'immeuble en quatrième et dernier lieu mentionné, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Désiré du Lac Noir, le MEME JOUR, à TROIS heures de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaska, 5 décembre 1911. 4655
[Première publication, 9 décembre 1911.]

1. An emplacement on the south west side of Court street, in the town of Arthabaska, known and described on the official cadastre for the village of Arthabaskaville, known as being number one hundred and sixty (160), and part of number one hundred and fifty (pt. 150), this part of number one hundred and fifty having four feet in width on the same depth as number one hundred and sixty, and lying south easterly of the last number—with the Albion Hotel thereon erected and dependencies; "à distraire" of the north west part of said number one hundred and sixty, an emplacement containing fifty feet in width starting from the line of John N. Michaud, on the same depth as number one hundred and sixty, this emplacement having been reserved by Pierre Maheu, and having since been sold by him to the said John N. Michaud; the emplacement such reserved being bounded in front by the street, on the south east side and in the rear to Pierre Maheu, and on the north west by John N. Michaud.

2. A farm being number eleven (11), of official cadastre for the parish of Saint Ferdinand of Halifax; bounded south easterly by Charles Tardif, and north westerly by number twelve.

3. A farm known and described on the official cadastre for the parish of Saint Ferdinand of Halifax, under numbers twelve (12) and thirteen (13); bounded south easterly by number eleven, and north westerly by Jos. Nolette; "à distraire" from number thirteen—the emplacement and the cheese factory erected thereon, as per deeds.

The sale of number twelve and of part of number thirteen shall be made in a block and to the charge by purchaser to pay to Pierre Perrault, sr., and his wife Mélie Demers, to each of them a life rent and alimentary board of seventy five dollars per annum.

4. An emplacement in the town of Black Lake, being part of lot number twenty six (26), in the sixth range of the township of Ireland, containing seventy five feet in front by two hundred feet in depth, the whole more or less, known and described on official cadastre for the township of Ireland, as being part of lot number three hundred and twenty five (p. 325); bounded in front north easterly by the road leading from Saint Ferdinand d'Halifax to Black Lake, in the rear, south easterly and on the north west side to Théodore Gagnon or representatives, and south easterly by William Breton and Théodore Gagnon or representatives, being the lands acquired by Eugène Perrault by deeds of sale bearing date 8th February, 1908 and same date 1911—with blacksmith shop and other buildings thereon erected, subject to active and passive servitudes as per deeds.

Subject also the sale of this emplacement to the payment of an annual rent of fifteen dollars and 75 cts payable to Théodore Gagnon, \$6.75 on the 1st May and \$9.00 on the 1st June in advance, which can be redeemed by paying as capital \$262.50 at the option of purchaser.

To be sold as follows: the immoveable firstly mentioned, at my office, in the town of Arthabaska, in the TENTH day of JANUARY next, 1912, at TEN o'clock in the forenoon;

The immoveables secondly and thirdly described, at the parochial church door of Saint Ferdinand of Halifax, on the ELEVENTH day of JANUARY next, 1912, at ELEVEN o'clock in the forenoon;

And the immoveable lastly and fourthly described at the parochial church door of Saint Désiré of Black Lake, on the SAME DAY, at THREE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office. Shérif.
Arthabaska, 5th December, 1911. 4656
[First published, 9th December, 1911.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Arthabaska, à savoir : } **L A CIE. MASSEY**
 No 3544. } **HARRIS, LIMITÉE,**
 Demanderesse ; contre **ARMÈNE MARTIN, Dé-**
 fendeur.

Une terre étant la moitié nord-ouest du lot connu et désigné sous le numéro deux cent quatre-vingt-trois (283), aux plan et livre de renvoi officiels du comté de Drummond, pour le canton de Wendover—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Cyrille de Wendover, le **DOUZIÈME** jour de **JANVIER** prochain, 1912, à **DIX** heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif.

Shérif.

Arthabaska, 5 décembre 1911.

4653

[Première publication, 9 décembre 1911.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Arthabaska, to wit : } **THE MASSEY HARRIS**
 No. 3544. } **Co., LIMITED, Plaintiff ;**
 against **ARMÈNE MARTIN, Defendant.**

A farm being the north west half of lot known and described under number two hundred and eighty three (283), of official plan and book of reference for the township of Wendover, county of Drummond—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Cyrille of Wendover, on the **TWELFTH** day of **JANUARY** next, 1912, at **TEN** o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office,

Sheriff.

Arthabaska, 5th December, 1911.

4654

[First published, 9th December, 1911.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour de Circuit.—District de Beauce.*

Beauce, à savoir : } **THEOPHILE BEAUDOIN,**
 No 700. } **Demandeur ; vs JOSEPH**
POULIN, Défendeur.

1° Un emplacement dont les lignes sud-est et nord-ouest mesurent 90 pieds et les autres 110 pieds, mesure anglaise ; borné au sud-est à la rue Saint-Léger, au nord-ouest et au sud-ouest à Pierre Loubier ou représentants, et au nord-est à Napoléon Veilleux et Joseph Pepin, avec droit de passage dans la dite rue Saint-Léger, d'une largeur de 26 pieds—avec la fromagerie sus-érigée et tout le mécanisme servant à faire le fromage.

2° Un emplacement situé au même lieu, ayant 90 pieds anglais de tous côtés ; borné en front au chemin public, au sud à Joseph Pepin, à l'ouest à Pierre Loubier, et au nord à Elzéar Maheu—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Lesquels terrains font tous deux partie des lots trente-un-A et trente-un-B (partie de 31-A et 31-B), du cadastre pour le 7ième rang du canton de Shenley Nord, en le comté de Beauce.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Benoit Labre, le **NEUVIÈME** jour de **JANVIER** prochain 1912, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif,

Shérif.

Saint-Joseph, Beauce, 4 décembre 1911.

[Première publication, 9 décembre 1911.] 4625

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Beauce.*

Beauce, à savoir : } **FRANÇOIS ST. HILAIRE,**
 No 329. } **Demandeur ; contre LOUIS**
GARANT, Défendeur.

La moitié sud du lot numéro douze, de la division primitive pour le neuvième rang du canton de Rixborough, de la contenance de 100 acres en superficie, et maintenant désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le dit neuvième rang de Rixborough, sous le numéro douze B (12B)—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ludger, le **DIX-NEUVIÈME** jour de **DECEMBRE** prochain 1911, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif,

Shérif.

Saint-Joseph, Beauce, 13 novembre 1911.

Première publication, 18 novembre 1911.] 4251c2

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS*Circuit Court.—District of Beauce.*

Beauce, to wit : } **THEOPHILE BEAUDOIN,**
 No. 700. } **Plaintiff ; vs JOSEPH**
POULIN, Defendant.

1. An emplacement whose south east and north west lines measure 90 feet and the other lines 110 feet, english measurement ; bounded on the south east by Saint Léger street, on the north west and south west by Pierre Loubier or representatives, and on the north east by Napoléon Veilleux and Joseph Pepin, with right of way in the said Saint Léger street, of a width of 26 feet—with the cheese factory erected thereon and all the machinery used for making cheese.

2. An emplacement situate in the same place, measuring 90 feet on all sides, english measurement ; bounded in front by the public road, on the south by Joseph Pepin, on the west by Pierre Loubier, and on the north by Elzéar Maheu—with buildings, circumstances and dependencies.

Both of which lots form part of lots thirty one A and thirty one B (pt. of 31 A and 31 B), of the cadastre for the 7th range of the township of North Shenley, in the county of Beauce.

To be sold at the church door of the parish of Saint Benoit Labre, on the **NINTH** day of **JANUARY** next, 1911, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office,

Sheriff.

Saint Joseph, Beauce, 4th December, 1911.

[First published, 9th December, 1911.] 4626

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Beauce.*

Beauce, to wit : } **FRANÇOIS ST. HILAIRE,**
 No. 329. } **Plaintiff ; against LOUIS**
GARANT, Defendant.

The south half of lot number twelve, of the primitive division for the ninth range of the township of Rixborough, containing 100 acres in superficies, and now designated on the official plan and book of reference of the cadastre for the said ninth range of Rixborough, under number twelve B (12 B)—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Ludger, on the **NINETEENTH** day of **DECEMBER** next, 1911, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office,

Sheriff.

Saint Joseph, Beauce, 13th November, 1911.

[First published, 18th November, 1911.] 4262

Ventes par le Shérif—Beauharnois

A VIS PUBLIC es par le présent donné que les **TERRES et HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **EDOUARD HEBERT**, marchand
District de Beauharnois, } de liqueurs, de la cité
No. 2108. }
de Salaberry de Valleyfield, Demandeur ; contre
ZOTIQUE LEPAGE du village de Saint-Chrysostôme, dit district de Beauharnois, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur :

Un emplacement sis et situé au village de Saint-Jean Chrysostôme, dans le comté de Châteauguay, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jean Chrysostôme, comté de Châteauguay, sous le numéro sept cent quarante-six (746) — avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Chrysostôme, dans le comté de Châteauguay, **SAMEDI**, le **TREIZIEME** jour de **JANVIER** prochain, 1912, à **ONZE** heures **ET DEMIE** de l'avant-midi.

JEAN-BTE D'AMOUR,

Bureau du shérif, Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 5 décembre 1911.
[Première publication, 9 décembre 1911] 4707

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS and TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } **EDOUARD HEBERT**,
District of Beauharnois, } liquor merchant, of
No. 2108. } the city of Salaberry de
Valleyfield, Plaintiff ; against **ZOTIQUE LEPAGE**,
of the village of Saint Chrysostome, said district of
Beauharnois, Defendant.

As belonging to the defendant :

An emplacement being and situate in the village of Saint Jean Chrysostome, in the county of Châteauguay, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Jean Chrysostome, county of Châteauguay, under number seven hundred and forty six (746) — with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Chrysostome, in the county of Châteauguay, on **SATURDAY**, the **THIRTEENTH** day of **JANUARY** next, 1912, at **HALF** past **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

JEAN BTE D'AMOUR,

Sheriff's office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, 5th December, 1911.
[First published, 9th December, 1911.] 4708

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES et HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **E. GLADU**, notaire,
No 2942. } **A**, Demandeur ; contre
DAME E. DECARIE, épouse contractuellement
séparée quant aux biens de **V. Plamondon**, Défenderesse.

Cinq lots de terre situés à Viauville, dans la ville de Maisonneuve, près de Montréal, étant les redivisions officielles numéros 1335, 1336, 1337, 1338, 1339, d'une partie du lot principal No 2, aux plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga, contenant, à savoir : Le dit lot de terre numéro treize cent trente-cinq qui est de figure irrégulière, cinquante et un pieds de largeur en front, au nord-est, élargissant vers le sud-ouest jusqu'à quatre-vingt-quatre pieds six pouces de largeur à sa profondeur, par cent vingt pieds de profondeur, et formant une superficie de huit mille cent trente pieds, et chacun des quatre autres lots qui sont contigus l'un à l'autre, ainsi qu'au susdit lot treize cent trente-cinq, vingt-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, (2-1335, 2-1336, 2-1337, 2-1338, 2-1339), tenant devant au nord-est à la terrasse Viau, maintenant rue Prévoist, en arrière au sud-ouest au lot de subdivision officielle numéro trois cent vingt-sept, du cadastre du dit village d'Hochelaga, quant au dit lot No 2-1335, et à une ruelle commune de vingt pieds, portant le numéro 1357, de la subdivision du dit lot numéro (2-1337) quant aux dits autres quatre lots, au côté nord-ouest au lot numéro 1340, de la dite subdivision du dit lot No (2-1340), et du côté sud-est à une autre partie du dit lot numéro deux—avec bâtisses sus-érigées, portant les numé-

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS and TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **E. GLADU**, notary,
No. 2942. } **A**, Plaintiff ; against **DAME**
E. DECARIE, wife separated as to property by
marriage contract of **V. Plamondon**, Defendant.

Five lots of land situate at Viauville, in the town of Maisonneuve, near Montreal, being the official redivisions numbers 1335, 1336, 1337, 1338, 1339 of a part of the principal number 2, on the official plan and book of reference of the village of Hochelaga, containing, to wit : The said lot of land number thirteen hundred and thirty five which is of irregular outline, fifty one feet in width in front to the north east, widening towards the south west up to eighty four feet six inches in width at the depth, by one hundred and twenty feet in depth, and forming an area of eight thousand one hundred and thirty feet, and each of the four other lots which are contiguous to one another as well as to the aforesaid lot thirteen hundred and thirty five, twenty five feet in width by one hundred feet in depth, english measurement, (2-1335, 2-1336, 2-1337, 2-1338, 2-1339), adjoining in front on the north east Viau Terrace, now Prévoist street, in the rear on the south west the official subdivision lot number three hundred and twenty seven, of the cadastre of the said village of Hochelaga, as regards the said lot number 2-1335, and to a lane in common of twenty feet bearing the number 1357, of the subdivision of the said lot number (2-1337) as regards the said four other lots, on the north west side to the lot number 1340, of the said subdivision of the said lot (No. 2-1340), and on the south east side to another part of

ros civiques 2, 4, 6, 8, 10, 12, 14, 16, 18, 20, de la dite rue Prévost, avec servitudes y attachées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 15 novembre 1911. 4297-2
[Première publication, 18 novembre 1911].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **G**EOURGE OSTIGNY ET
No 4035. } **A**L., faisant affaire sous
la raison sociale de Joseph Ostigny & Fils, Deman-
deurs ; contre L. A. BEDARD, en sa qualité de
curateur au délaissement fait par Edouard D. La-
douceur, Défendeur.

Une terre située dans la paroisse de Saint-Constant, district de Montréal ; bornée en front par le chemin public, connu sous le nom de rang Saint-Joseph, laquelle terre est connue et désignée sous le numéro trois cent treize (313), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Constant—avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Constant, le VINGT-UNIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 15 novembre 1911. 4295-2
[Première publication, 18 novembre 1911].

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—Papineauville.

Ottawa, à savoir : } **V**ICTOR TELLIER, Deman-
No 7. } **D**eur ; contre AUGUSTIN
ETHIER ET MOISE ETHIER, Défendeurs, à
savoir :

Saisi comme appartenant au dit Moïse Ethier :
Lot numéro soixante et six (66), de la paroisse de Sainte-Angélique, dans le comté de Labelle et district d'Ottawa, conformément aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Angélique, dans le village de Papineauville, le NEUVIEME jour de JANVIER prochain 1912, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,
Bureau du Shérif, Shérif.
Hull, 2 décembre 1911. 4711
[Première publication, 9 décembre 1911].

the said lot number two—with buildings thereon erected, bearing the civic numbers 2, 4, 6, 8, 10, 12, 14, 16, 18, 20, of the said Prévost street, with servitudes connected therewith.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 15th November, 1911. 4298
[First published, 18th November, 1911.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **G**EOURGE OSTIGNY ET AL.,
No. 4035. } carrying on business under
the firm name of Joseph Ostigny & Fils, Plaintiffs ;
against L. A. BEDARD, in his quality of curator
to the surrender made by Edouard D. Ladouceur,
Defendant.

A farm situate in the parish of Saint Constant, district of Montreal ; bounded in front by the public road, and known under the name of Saint Joseph range, which farm is known and designated under number three hundred and thirteen (313), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Constant—with all the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Constant, on the TWENTY FIRST day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 15th November, 1911. 4296
[First published, 18th November, 1911.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—Papineauville

Ottawa, to wit : } **V**ICTOR TELLIER, Plain-
No. 7. } **T**iff ; against AUGUSTIN
ETHIER AND MOISE ETHIER, Defendants, to
wit :

Seized as belonging to Moïse Ethier :
Lot number sixty six (66), of the parish of Saint Angélique, in the county of Labelle and district of Ottawa, according to the official plan and book of reference of said parish—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Angélique, in the village of Papineauville, on the NINTH day of JANUARY next, 1912, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,
Sheriff's office, Sheriff.
Hull, 2nd December, 1911. 4712
[First published, 9th December, 1911.]

Ventes par le Shérif—Pontiac

VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Dans la Cour Supérieure.—Bryson.
Province de Québec, } **JOSEPH CHOUINARD**,
District de Pontiac, } marchand, du canton de
No 1095, } Waltham, dans le district de
Pontiac, Demandeur; vs **CYRILLE SAURIOL**,
hôtelier, du même lieu, Défendeur, à savoir :

Une lisière ou morceau de terre situé dans le canton de Waltham et formant partie du lot numéro quatre, dans le rang A, du canton de Waltham, dans le comté de Pontiac, contenant un acre de front avec la profondeur comprise entre le chemin de fer qui le borne au sud et le chemin du Roi conduisant aux chutes de Black River, au nord et borné au nord par le dit chemin du Roi, au sud par les terres de "The Ottawa Northern and Western Railway," à l'est par une partie du dit lot No 4, dans le rang A, appartenant à Dame Peter Hearty, et à l'ouest par une partie du même lot, appartenant à Patrick Sauriol—avec les bâtisses sus-érigées, circonstances et appartenances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, dans le village de Bryson, le **DIXIEME** jour de **JANVIER 1912**, à **DIX** heures de l'avant-midi.

SIMON McNALLY,

Bureau du shérif, Shérif.
Bryson, 4 décembre 1911, 4667
[Première publication, 4 décembre 1911.]

Ventes par le Shérif—Québec

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Circuit de Québec.

Québec, à savoir : } **JOACHIM GODBOUT**; vs
No 3302. } **GABRIEL ST. PIERRE**,
à savoir :

1° Partie du lot No 40 (quarante), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Laurent, Isle d'Orléans, contenant un arpent de largeur sur un arpent de profondeur; borné au nord par le bas de la falaise, au sud par le chemin public, à l'est par le terrain de Jean Coulombe, à l'ouest par celui de François Hébert, étant un terrain situé sur le chemin public—circonstances et dépendances.

2° Le lot No 41 (quarante et un), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Laurent, Isle d'Orléans, étant un emplacement situé sur le chemin public—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus en bloc.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Laurent, Isle d'Orléans, comté de Montmorency, le **TRENTIEME** jour de **DECEMBRE** prochain, à **ONZE** heures du matin.

ED. BEGIN,

Bureau du shérif, Député shérif.
Québec, 23 novembre 1911. 4435.2
[Première publication, 25 novembre 1911.]

Sheriff's Sales—Pontiac

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

In the Superior Court.—Bryson.

Province of Quebec, } **JOSEPH CHOUINARD**,
District of Pontiac, } merchant of the town-
No. 1095, } ship of Waltham, in the dis-
trict of Pontiac, Plaintiff; vs **CYRILLE SAU-
RIOL**, hotelkeeper, of the same place, Defendant,
to wit :

A certain strip or parcel of land situate in the township of Waltham and forming part of lot number four, in range A, of the township of Waltham, in the county of Pontiac, containing one acre in front with the depth comprised between the railway which bounds it to the south and the Kings highway leading to the falls of Black River, on the north and bounded north by the said Kings highway, south by the lands of the Ottawa Northern and Western Railway, east by a portion of said lot No. 4, in range A, belonging to Dame Peter Hearty, and to the west by a part of the same lot No. 4, owned by Patrick Sauriol—with the buildings thereon and the members and appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the registry office in the village of Bryson on the **TENTH** day of **JANUARY, 1912**, at **TEN** o'clock in the forenoon.

SIMON McNALLY,

Sheriff's Office, Sheriff.
Bryson, 4th December, 1911. 4668
[First published, 9th December, 1911.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Circuit of Québec.

Quebec, to wit : } **JOACHIM GODBOUT**;
No. 3302. } vs **GABRIEL ST. PIERRE**,
to wit :

1. Part of lot No. 40 (forty) of the official cadastre for the parish of Saint Laurent, Isle d'Orléans, containing one arpent in width by one arpent in depth; bounded on the north by the bottom of the cliff, on the south by the public road, on the east by the land of Jean Coulombe, on the west by that of François Hébert, being a lot of land situate on the public road—circumstances and dependencies.

2. Lot No. 41 (forty one) of the official cadastre for the parish of Saint Laurent, Isle d'Orléans, being an emplacement situate on the public road—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold in block.

To be sold at the church door of the parish of Saint Laurent, Isle d'Orléans, county of Montmorency, on the **THIRTIETH** day of **DECEMBER** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Quebec, 23rd November, 1911. 4436
[First published, 25th November, 1911.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Richelieu.*

Sorel, à savoir : **ROMEO MARCOUX ET AL.**,
No 5247. } **Demandeurs ; contre PAUL PELOQUIN, Défendeur.**

1° Un morceau de terre situé en la cité de Sorel, sur la rue Elizabeth, étant le lot numéro quatre cent neuf (No 409), du cadastre officiel de la ville de Sorel, de quarante pieds de front sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, le tout plus ou moins—avec les bâties dessus érigées.

2° Un morceau de terre situé en la cité de Sorel, sur la rue Phipps, étant partie du lot numéro six cent six (pt. No 606), du cadastre officiel de la ville de Sorel, de trente-trois pieds de front sur soixante et six pieds de profondeur, le tout plus ou moins ; tenant devant à la dite rue Phipps, en profondeur à J. N. Dorje, d'un côté à Philippe Lavallée, et d'autre côté à Joseph Lavallée—avec les bâties dessus érigées.

3° Un morceau de terre situé en la cité de Sorel, sur la rue Georges, étant le lot numéro six cent quarante-quatre (No 644), du cadastre officiel de la ville de Sorel, de soixante et six pieds de front sur cent trente pieds de profondeur, le tout plus ou moins—avec les bâties dessus érigées ; sujet à un droit de passage établi sur le dit morceau de terre en faveur de Pierre Paulhus et de Louis Boivin.

Pour être vendus au bureau du shérif du district de Richelieu, au palais de justice, en la cité de Sorel, le **DIXIEME** jour du mois de **JANVIER** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sorel, 5 décembre 1911. 4649
[Première publication, 9 décembre 1911].

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Richelieu.*

Sorel to wit : **ROMEO MARCOUX ET AL.**,
No. 5247. } **Plaintiffs ; against PAUL PELOQUIN, Defendant.**

1. A piece of land situate in the city of Sorel, on Elizabeth street, being lot number four hundred and nine (No. 409), on the official cadastre of the town of Sorel, of forty feet in front by ninety feet in depth, all more or less—with the buildings thereon erected.

2. A piece of land situate in the city of Sorel, on Phipps street, being part of lot number six hundred and six (pt. No. 606), on the official cadastre of the town of Sorel, of thirty three feet in front by sixty six feet in depth, all more or less ; adjoining in front Phipps street, in depth J. N. Dorje, on one side Philippe Lavallée, and on the other side Joseph Lavallée—with the buildings thereon erected.

3. A piece of land situate in the city of Sorel, on George street, being lot number six hundred and forty four (No. 644), on the official cadastre of the town of Sorel, of sixty six feet in front by one hundred and thirty two feet in depth, all more or less—with the buildings thereon erected ; subject to a right of way established on the said piece of land in favor of Pierre Paulhus and of Louis Boivin.

To be sold at the sheriff's office of the district of Richelieu, at the court house, in the city of Sorel, on the **TENTH** day of the month of **JANUARY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's office. Sheriff.
Sorel, 5th December, 1911. 4550
[First published, 9th December, 1911].

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.*

District de Rimouski, } **EASTERN TOWN-**
No 4228. } **SHIPS BANK ; vs**
E. COUTURE ET AL.

Comme appartenant à Etienne Couture, savoir :

1° Les lots numéros cent quatre vingt-trois et cent quatre vingt-quatre, au cadastre officielle de la paroisse de Saint-Pierre du Lac Matapédia—avec les bâties sus-construites, circonstances et dépendances

2° Le lot numéro deux cent soixante-quinze, au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Pierre du Lac Matapédia—avec bâties sus-construites et dépendances.

Comme appartenant à L. Stéphane Couture, savoir :

Les lots numéros deux cent soixante-onze et deux cent soixante-douze, au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Pierre du Lac Matapédia—avec les bâties sus-construites, circonstances et dépendances ; le lot No 272, sujet aux droits de la banque Provinciale du Canada.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pierre du Lac Matapédia, Cedar

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.*

District of Rimouski, } **EASTERN TOWNSHIPS**
No. 4228. } **BANK ; vs E. COUTURE ET AL.**

As belonging to Etienne Couture, to wit :

1. Lots numbers one hundred and eighty three and one hundred and eighty four, on the official cadastre of the parish of Saint Pierre du Lac Matapédia—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Lot number two hundred and seventy five, on the official cadastre of the parish of Saint Pierre du Lac Matapédia—with building thereon erected and dependencies.

As belonging to L. Stéphane Couture, to wit :

Lots numbers two hundred and seventy one and two hundred and seventy two, on the official cadastre of the parish of Saint Pierre du Lac Matapédia—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies ; lot No. 272, being subject to the rights of the Provincial Bank of Canada.

To be sold at the church door of the parish of Saint Pierre du Lac Matapédia, Cedar Hall, on the

Hall, le VINGTIÈME jour du mois de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHS. D'ANJOU,

Bureau du shérif, Shérif.
Rimouski, 14 novembre 1911. 4303.2
[Première publication, 18 novembre 1911].

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et en : respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Terrebonne.

Sainte-Scholastique, } ISRAEL LEBLANC,
No. 213. } Demandeur ; contre
EDOUARD JOURNAUX, Défendeur, savoir :

Un emplacement situé au village de Saint-Janvier, district de Terrebonne, portant le No 178 (No cent soixante-dix-huit), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Janvier, dit district—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église du village de Saint-Janvier, comté et district de Terrebonne, le DIX-NEUVIÈME jour de DECEMBRE prochain 1911, à ONZE heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 14 novembre 1911. 4287.2
[Première publication, 18 novembre 1911.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } J. HEROUX, re-
No 164. } quérant cession ;
vs E. N. HURTUBISE, failli ; et SYLVIANO
DUGAL, curateur.

Comme appartenant au dit failli, savoir :

1° Un lot de terre situé en la seigneurie de Batiscan, étant le lot No B 2, dans le troisième rang de la rivière Mékinac, dans la dite seigneurie, du comté de Champlain, contenant 90 arpents de terre en superficie n'étant point cadastré.

2° Le lot de terre B 1, du troisième rang de la rivière Mékinac, dans la seigneurie de Batiscan, dans le comté de Champlain, du contenu de 20 arpents et 46 perches en superficie, plus ou moins—circonstances et dépendances.

3° Un terrain situé en la paroisse de Saint-Roch de Mékinac, comté de Champlain, étant le No C du troisième rang, dans la seigneurie de Batiscan, contenant 140 arpents.

4° Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Roch de Mékinac, comté de Champlain, étant le No 91, du deuxième rang de la seigneurie de Batiscan, de la contenance de 86 arpents.

5° Un terrain situé en la paroisse de Saint-Roch de Mékinac, étant le No 92, du deuxième rang dans la seigneurie de Batiscan, comté de Champlain, contenant 90 arpents.

6° Le lot de terre No 93, contenant 86 arpents dans le deuxième rang de la seigneurie de Batiscan, comté de Champlain.

7° Le lot de terre No 94, contenant 96 arpents et

TWENTIETH day of the month of DECEMBER next, 1911, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,

Sheriff's office, Sheriff.
Rimouski, 14th November, 1911. 4304
[First published, 18th November, 1911.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Terrebonne.

Sainte Scholastique, } ISRAEL LEBLANC,
No. 213. } Plaintiff ; against
EDOUARD JOURNAUX, Defendant, to wit :

An emplacement situate in the village of Saint Janvier, district of Terrebonne, bearing the No. 178 (one hundred and seventy eight), on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Janvier, said district—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the village of Saint Janvier, county and district of Terrebonne, on the NINETEENTH day of DECEMBER next, 1911, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 14th November, 1911. 4228
[First published, 18th November, 1911.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } P. J. HEROUX, petition-
No. 164. } ner for assignment ; vs
E. N. HURTUBISE, insolvent ; and SYLVIANO
DUGAL, curator.

As belonging to the said insolvent, to wit :

1. A lot of land situate in the seigniorie of Batiscan, being lot No. B-2, in the third range of the Mékinac river, in the said seigniorie of the county of Champlain, containing 90 arpents of land in superficies, not cadastred.

2. The lot of land B-1, in the third range of the Mékinac river, in the seigniorie of Batiscan, in the county of Champlain, containing 20 arpents and 46 perches in superficies, more or less—circumstances and dependences.

3. A lot of land situate in the parish of Saint-Roch de Mékinac, county of Champlain, being the No. C of the third range, in the seigniorie of Batiscan, containing 140 arpents.

4. A lot of land situate in the parish of Saint-Roch de Mékinac, county of Champlain, being the No. 91, of the second range of the seigniorie of Batiscan, containing 86 arpents.

5. A lot of land situate in the parish of Saint-Roch de Mékinac, being the No. 92 of the second range of the seigniorie of Batiscan, county of Champlain, containing 90 arpents.

6. The lot of land No. 93, containing 86 arpents, in the second range of the seigniorie of Batiscan, county of Champlain.

7. The lot of land No. 94, containing 96 arpents

90 perches dans le premier rang de la seigneurie de Batiscan, comté de Champlain.

8° Les lots de terre Nos 94-95 contenant 86 arpents chacun, tous deux situés dans le deuxième rang de la seigneurie de Batiscan, dans le comté de Champlain.

9° Les lots de terre Nos 9 et 10, contenant 100 arpents chacun, tous deux situés dans le troisième rang sud-est de la rivière Saint-Maurice, dans la dite seigneurie de Batiscan, étant respectivement désignés sous les Nos 225 et 226, du cadastre officiel de Saint-Jacques des Piles, comté de Champlain.

10° Le lot de terre No 10, dans le deuxième rang sud-est de la rivière Saint-Maurice, (partie au sud-est de la seigneurie) de la dite seigneurie de Batiscan, étant connu et désigné sous le No 204, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jacques des Piles, comté de Champlain.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Roch de Mékinac, le DIXIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

WILLIE LARIVIERE,

Bureau du shérif. Député shérif.
Trois-Rivières, 6 décembre 1911. 4733
[Première publication, 9 décembre 1911].

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } EUSEBE RENÉ,
No 422. } Demandeur; contre

HAMILTON LACERTE, Défendeur.

Un terrain situé dans la ville de Nicolet, dans le quartier numéro trois, du côté nord-est d'une rue qui est la continuation de la rue Plessis, de la contenance d'environ cinquante pieds de largeur sur quatre-vingt-dix pieds de longueur; borné en front à la dite rue Plessis, en profondeur, au bailleur, un nommé Thérien, du côté nord-ouest à Sévère Goudreaux, et du côté sud-est à Napoléon Trudel, icelui terrain faisant partie du lot numéro trois cent soixante (360), du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la ville de Nicolet—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet, en la ville de Nicolet, le NEUVIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif. Shérif.
Trois-Rivières, 6 décembre 1911. 4731
[Première publication, 9 décembre 1911.]

Avis du Gouvernement

No 1300.11.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Québec, 5 décembre 1911.

En conformité des dispositions de l'article 2589 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de Pointe aux Trembles, comté d'Hochelaga, les biens fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Pointe aux Trembles, les Nos 19, 47, 48 et 49, inclusivement, 75 à 92, inclusivement, et de les diriger en municipalité scolaire distincte sous le nom de Ville de Montréal Est. 4659

Québec, 6 décembre 1911.

Avis est par le présent donné qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le 6 décembre 1911, d'autoriser en faveur de J. E. Derome, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant à Saint-Chrysostôme, dans le comté de Châteauguay, district de Beauharnois, la transmission des minutes, répertoire et index de

and 90 perches in the first range of the seigniorie of Batiscan, county of Champlain.

8. The lots of land Nos. 94-95, containing 86 arpents each, both situate in the second range of the seigniorie of Batiscan, in the county of Champlain.

9. The lots of land Nos. 9 and 10, containing 100 arpents each, both situate in the third south east range, of the Saint Maurice river, in the said seigniorie of Batiscan, being respectively designated under the Nos. 225 and 226, of the official cadastre of Saint Jacques des Piles, county of Champlain.

10. The lot of land No 10, in the second south east range of Saint Maurice river, (part on the south east of the seigniorie), of the said seigniorie of Batiscan, being known and designated under No. 204, of the official cadastre of the parish of Saint Jacques des Piles, county of Champlain.

To be sold at the church door of the parish of Saint Roch de Mékinac, on the TENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

WILLIE LARIVIERE,

Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Three Rivers, 6th December, 1911. 4734
[First published, 9th December, 1911.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } EUSEBE RENÉ Plain-
No 422. } tiff; against HAMIL-

TON LACERTE, Defendant.

A lot situate in the town of Nicolet in ward number three, on the north east side of a street which is the continuation of Plessis street, containing about fifty feet in width by ninety feet in length; bounded in front by the said Plessis street, in depth by the lessor a man named Thérien, on the north west side by Sévère Goudreaux, and on the south east side by Napoléon Trudel, such lot forming part of lot number three hundred and sixty (360), of the official cadastre of the county of Nicolet, for the town of Nicolet—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jean Baptiste de Nicolet, in the town of Nicolet, on the NINTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 6th December, 1911. 4732
[First published, 9th December, 1911.]

Government Notices

No. 1300.11.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 5th December, 1911.

In conformity with the provisions of article 2589 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Pointe aux Trembles, county of Hochelaga, the lots bearing on the official cadastre of the parish of Pointe aux Trembles the Nos. 19, 47, 48 and 49, inclusively, 75 to 92, inclusively, and to erect same into a separate school municipality under the name of Town of Montreal East. 4660

Quebec, 6th December, 1911.

Notice is hereby given that His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, has been pleased, on the 6th of December, 1911, to authorize in favor of J. E. Derome, esquire, notary public, practising and residing at Saint Chrysostôme, in the county of Châteauguay, district of Beauharnois, the transfer of the minutes, repertory

feu J. J. L. Dérome, en son vivant notaire public, de Saint-Chrysostôme, comté de Châteauguay, district de Beauharnois, conformément aux dispositions du code du notariat.

JEREMIE L. DECARIE,
Secrétaire de la province.

4735

La compagnie "The Chicago Tanning Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. George Paul Balfre, de Montréal.

JOS. DUMONT,
Sous-secrétaire de la province.
Québec, 27 novembre 1911. 4719

and index of the late J. J. L. Dérome, in his lifetime notary public, of Saint Chrysostome, county of Châteauguay, district of Beauharnois, in accordance with the provisions of the notarial code.

JEREMIE L. DECARIE,
Provincial Secretary.

4736

The "Chicago Tanning Company" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. George Paul Balfre, of Montreal.

JOS. DUMONT,
Deputy Provincial Secretary.
Quebec, 27th November, 1911. 4720

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2381.

Gabrielle Fadet, épouse de Jean-Baptiste Gagneux, comptable, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Jean-Baptiste Gagneux, comptable, des cité et district de Montréal, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 21 novembre 1911.

McAVOY, HANDFIELD & HANDFIELD,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 5 décembre 1911. 4681

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
No 2131.

Dame Léonie Desparois, de la cité de Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois, épouse commune en biens de Adélar Larivière, boucher, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Adélar Larivière, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée par la demanderesse contre le défendeur.

J. G. LAURENDEAU,
Avocat et procureur de la demanderesse.
Salaberry de Valleyfield, 6 décembre 1911. 4685

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 1085.

Dame Alphonsine Vervais dit St. Amour, de la cité et du district de Montréal, épouse de Gédéon Lahaie, marchand, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Gédéon Lahaie, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le cinquième jour de décembre 1911.

LORANGER & PRUD'HOMME,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 6 décembre 1911. 4709

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2381.

Gabrielle Fadet, wife of Jean-Baptiste Gagneux, bookkeeper, of the city and district of Montreal, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs

Jean-Baptiste Gagneux, bookkeeper, of the city and district of Montreal, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this case the 21st of November, 1911.
McAVOY, HANDFIELD & HANDFIELD,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 5th December, 1911. 4682

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
No. 2131.

Dame Léonie Desparois, of the city of Salaberry of Valleyfield, district of Beauharnois, wife common as to property of Adélar Larivière, butcher, of the same place, and duly authorized "à ester en justice",
Plaintiff ;

vs

The said Adélar Larivière, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted, this day, by the plaintiff against the defendant.

J. G. LAURENDEAU,
Attorney for the plaintiff.
Salaberry of Valleyfield, 6th December, 1911. 4686

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1085.

Dame Alphonsine Vervais dit St. Amour, of the city and district of Montreal, wife of Gédéon Lahaie, merchant, of the same place, duly authorized "à ester en justice",
Plaintiff ;

vs

The said Gédéon Lahaie, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the fifth day of December, 1911.

LORANGER & PRUD'HOMME,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 6th December, 1911. 4710

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Gédéon Lahaie, Montréal,

Insolvable.

Avis est donné que, le 6 décembre 1911, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs à la succession du sus-nommé qui a fait cession judiciaire de tous ses biens au bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curateurs.

Bâtisse Banque Nationale,
99, rue Saint-Jacques.
Montréal, 9 décembre 1911. 4673

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Rev. B. S. Dubeau, Failli ;
et

Alexandre Desmarteau, Curateur.

Avis est par les présentes donné que, le 30ème jour de novembre 1911, j'ai été, par ordre de cette cour, nommé curateur aux biens du susdit, et MM. T. Bienvenu, E. Deniger et E. H. Godin, nommés inspecteurs.

Les réclamations devront être produites à mon bureau, d'ici à 30 jours afin d'être colloquées sur le bordereau de dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 6 décembre 1911. 4695

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure*
No 262.

Dans l'affaire de Robert Morrow, Lisgar Station, Qué., Failli.

Avis est par le présent donné que, le deuxième jour de décembre 1911, en vertu d'un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur aux biens du susdit failli, qui a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créancier.

Les réclamations, attestées sous serment, devront être produites entre mes mains sous trente jours de cette date.

JOSEPH DESAUTELS,
Curateur.

14, Place Philippe, Montréal.
Montréal, 6 décembre 1911. 4723

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
In re Adélar Larivière, maître-boucher, de Valleyfield, Failli.

En vertu d'un jugement de cette cour, en date du 25 novembre 1911, j'ai été nommé curateur aux biens du dit insolvable.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau dans un délai de trente jours du présent avis.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curateur.

11, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 7 décembre 1911. 4725

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Onésime Bouchard, Failli ;
et

Alexandre Desmarteau, Curateur.

Avis est par les présentes donné que, le 5e jour de décembre 1911, j'ai été par ordre de cette cour, nommé curateur aux biens du susdit, et MM. C. L.

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Gédéon Lahaie, Montreal,

Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 6th December, 1911, by order of the court, we were appointed curators to the estate of the above named who has made judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed at our office within one month.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curators.

Bank National Building,
99, Saint James street.
Montreal, 9th December, 1911. 4674

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Rev. B. S. Dubeau, Insolvent ;
and

Alexandre Desmarteau, Curator.

Notice is hereby given that, on the 30th day of November, 1911, I was, by order of the court, appointed curator to the property of the aforesaid, and Messrs. T. Bienvenu, E. Deniger and E. H. Godin, appointed inspectors.

Claims should be filed with me within 30 days for collocation on the dividend sheet.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

No. 60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 6th December, 1911. 4696

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court*
No. 262.

In the matter of Robert Morrow, Lisgar Station, Que., Insolvent.

Notice is hereby given that, on the second day of December, 1911, in virtue of an order of the court, I was appointed curator to the property of the aforesaid insolvent, who has made a judicial abandonment of his estate for the benefit of his creditors.

Claims, attested on oath, must be filed with me within thirty days from this date.

JOSEPH DESAUTELS,
Curator.

14, Phillips Place, Montreal.
Montreal, 6th December, 1911. 4724

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
In re Adélar Larivière, master butcher, of Valleyfield, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated the 25th of November, 1911, I was appointed curator to the property of the said insolvent.

Claims must be filed at my office within a delay of thirty days from this notice.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curator.

11, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 7th December, 1911. 4726

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
Dans l'affaire de Onésime Bouchard, Insolvent ;
and

Alexandre Desmarteau, Curator.

Notice is hereby given that, on the 5th day of December, 1911, I was by order of the court, appointed curator to the property of the aforesaid,

Langlois, S. Deschatelots et J. T. Lalonde, nommés inspecteurs

Les réclamations devront être produites à mon bureau dans les 30 jours, afin d'être colloquées sur le bordereau de dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 6 décembre 1911. 4691

Avis est par le présent donné que Thomas George Fletcher, droguiste et chimiste, des cité et district de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi lui permettant de pratiquer comme droguiste et chimiste dans la province de Québec, vu qu'il a été admis à la pratique dans la province d'Ontario.

WALSH & WALSH,
Procureurs du dit Thos. George Fletcher.
Montréal, 6 décembre 1911. 4727

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Québec. }
No 1060.

Re Robitaille & Cie, marchands de charbon, Lévis, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et qu'il demeurera sujet à objection d'ici au 23 courant, alors qu'il sera payable à mon bureau.

J. A. LARUE,
Curateur.
Bureau : 93, rue Saint-Pierre, Québec. 4671

District de Saint-François.

Dans l'affaire de Victor Archambault, de Sherbrooke, Qué., Failli.

Avis est par le présent donné que, le cinquième jour de décembre courant, par ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens abandonnés du dit failli, qui a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations assermentées à notre bureau, dans les 30 jours de cet avis.

J. P. ROYER,
E. E. PRECOURT,
Curateurs conjoints.
Bureau : No. 87, rue Wellington.
Sherbrooke, Qué., 7 décembre 1911. 4683

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de G. H. Gadbois, Montréal, Failli.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende est préparé, et sera payable à mon bureau le et après le 28ème jour de décembre 1911.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.
60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 6 décembre 1911. 4701

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de P. McCarthy & C. E. Acheson, "Bodega Café", Montréal, Failli.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende est préparé, et sera payable à mon bureau, le et après le 29e jour de décembre 1911.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.
60, rue Notre Dams Est, Montréal.
Montréal, 6 décembre 1911. 4699

and Messrs. C. L. Langlois, S. Deschatelots and J. T. Lalonde, appointed inspectors.

Claims must be filed at my office within thirty days for collocation on the dividend sheet.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.
No. 60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 6th December, 1911. 4692

Public notice is hereby given that Thomas George Fletcher, druggist and chemist, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next ensuing session, for the passing of a law allowing him to practice as druggist and chemist in the province of Quebec, as he was admitted to practice in the province of Ontario.

WALSH & WALSH,
Attorneys for the said Thos. George Fletcher.
Montreal, 6th December, 1911. 4728

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Quebec. }
No. 1060.

Re Robitaille & Cie, coal merchants, Lévis, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and that it will be opened to objection till the 23rd instant, whence it will be payable at my office.

J. A. LARUE,
Curator.
Office : 93, Saint Peter street, Quebec. 4672

District of Saint Francis.

In the matter of Victor Archambault, of Sherbrooke, Que., Insolvent.

Notice is hereby given that, on the fifth day of December instant, by order of the court, we were appointed joint liquidators to the abandoned estate of the said insolvent, who made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

The creditors are requested to file their sworn claims at our office, within thirty days from the date of this notice.

J. P. ROYER,
E. E. PRECOURT,
Joint liquidators.
Office : No. 87, Wellington street.
Sherbrooke, Que., 7th December 1911. 4684

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of G. H. Gadbois, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet is prepared, and will be payable at my office on and after the 28th day of December, 1911.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.
60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 6th December, 1911. 4702

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of P. McCarthy & C. E. Acheson, "Bodega Café", Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared, and the dividend will be payable at my office, on an after the 29th day of December, 1911.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.
60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 6th December, 1911. 4700

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 198.

Edwards Max Schelesinger & Otto Schelesinger, marchands, de Montréal, y faisant affaires en société sous le nom de "Schelesinger Bros & Co.", ont fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, le 2 décembre 1911, et j'ai été nommé gardien provisoire.

J. T. RICHARDS,
Montréal, 5 décembre 1911. 4705

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 210.

Emile Daoust, marchand, de Montréal, a, ce jour, fait cession de ses biens, et j'ai été nommé gardien provisoire.

ADALBERT DUFRESNE,
Montréal, 5 décembre 1911. 4703

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Perrault, Audy Co., Limited, Montréal, En liquidation.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende est préparé et sera payable à mon bureau, le et après le 27^e jour de décembre 1911.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.
60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 6 décembre 1911. 4697

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Joseph Bernier, Failli ;

et
Alexandre Desmarteau, Curateur.
Avis est par les présentes donné que, le 30^e jour de novembre 1911, j'ai été, par ordre de cette cour, nommé curateur aux biens du susdit, et MM. Z. Hébert, J. Huysman et R. Gray, nommés inspecteurs.

Les réclamations devront être produites à mon bureau dans les 30 jours afin d'être colloquées sur le bordereau de dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.
No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 6 décembre 1911. 4693

Demande à la Législature

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite par Stanley A. Banfill, médecin, Lockhart R. Willard, hôtelier, James A. Planche, marchand, Louis Nôlet, mécanicien, Louis Reid, mécanicien, Joseph A. Fréchette, commerçant, Samuel Church, cultivateur, Herbert H. Cooper, marchand, Horace Sawyer, gentilhomme, Robert H. Edwards, cultivateur et autres, à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi concernant l'incorporation du territoire compris dans les lots Nos 11, 12, 13, 14, et partie de 15 dans le deuxième rang, et les lots Nos 11, 12, 13, 14 et partie de 15 dans le troisième rang, arpentage primitif, du canton de Westbury, en une corporation de ville pour toutes les fins municipales et scolaires, sous le nom de "The Town of East Angus", et placer la dite ville sous les dispositions de la loi des cités et villes, excepté qu'elle soit modifiée : la dite loi devant contenir les dispositions spéciales au sujet du temps et mode de l'élection du maire et des conseillers, votation, langage à être employé, nombre de sièges dans chaque quartier, taxation, et pour autres fins.

CATE, WELLS & WHITE,
Procureurs des requérants.
Sherbrooke, 5 décembre 1911. 4663

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 198.

Edward Max Schelesinger & Otto Schelesinger, merchants, of Montreal, during business under the name of "Schelesinger Bros & Co.", have made an abandonment of their property on the 2nd December, 1911, and I have been appointed provisional guardian.

J. T. RICHARDS,
Montreal, 5th December, 1911. 4706

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 210.

Emile Daoust, of Montreal, merchant, has, this day, made an abandonment of his property, and I have been appointed provisional guardian.

ADALBERT DUFRESNE,
Montreal, 5th December, 1911. 4704

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
In the matter of Perrault, Audy Co., Limited, Montreal, In liquidation.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet is prepared and will be payable at my office, on and after the 27th day of December, 1911.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.
60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 6th December, 1911. 4698

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Joseph Bernier, Insolvent ;

and
Alexandre Desmarteau, Curator.
Notice is hereby given that, on the 30th day of November, - 1911, I was, by order of this court, appointed curator to the property of the aforesaid, and Messrs. Z. Hébert, J. Huysman and R. Gray, appointed inspectors.

Claims must be filed at my office within 30 days for collocation on the dividend sheet.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.
60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 6th December, 1911. 4694

Application to the Legislature

Notice is hereby given that an application will be made by Stanley A. Banfill, physician, Lockhart R. Willard, hotelkeeper, James A. Planche, trader, Louis Nôlet, mechanic, Louis Reid, mechanic, Joseph A. Fréchette, trader, Samuel Church, farmer, Herbert H. Cooper, merchant, Horace Sawyer, gentleman, Robert H. Edwards, farmer, and others, at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for the passing of an act respecting the incorporation of the territory comprised in the lots Nos. 11, 12, 13, 14 and part of 15, in the second range, and lots Nos. 11, 12, 13, 14 and part of 15 in the third range of the primitive survey of the township of Westbury, into a town corporation for all municipal and school purposes, under the name of the "Town of East Angus", and to place the said town under the provisions of the cities and towns act, except as the same may be modified ; said act to contain special provisions in reference to time and mode of electing mayor and councillors, voting, language to be used, numbering of seats in each ward, taxation, and for other purposes.

CATE, WELLS & WHITE,
Attorneys for applicants.
Sherbrooke, 5th December, 1911. 4664

CITE DE QUEBEC.
HOTEL DE VILLE.

BUREAU DU GREFFIER DE LA CITÉ.

Québec, 29 novembre 1911.

Avis public est par le présent donné que la cité de Québec s'adressera à la législature de cette province, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte d'incorporation, et aussi pour obtenir l'autorisation d'emprunter diverses sommes d'argent, savoir : quatre cent mille piastres (\$400,000.00), pour payer le coût de pavage permanent de rues et trottoirs, et le coût de construction et réparation de postes de pompiers, et équipement et réorganisation, de la brigade du feu ; et autres travaux permanents ; et deux cent mille piastres (\$200,000.00), pour acheter la propriété de la Compagnie d'Exposition de Québec, avec pouvoir de tenir des expositions et de nommer des personnes, ou commissaires, pour l'organisation et l'administration de ces expositions ; pour être autorisée à subventionner un hôpital pour le traitement des personnes atteintes de tubercules pulmonaires ; et aussi à emprunter une somme de cinq mille piastres (\$5,000.00), pour être accordée à l'organisation dite du Congrès de la Langue Française au Canada, pour aider à la tenue d'un congrès à Québec ; et à faire avec la Communauté des Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec, et avec l'hôpital de Jeffrey Hale, de la cité de Québec, des arrangements spéciaux pour approvisionnement d'eau de son aqueduc à ces institutions ; pour modifier la loi actuelle en imposant la cotisation foncière sur la valeur réelle, ou commerciale, ou vénale, des immeubles ; pour autoriser les compagnies ou corporations à fond social à devenir électeurs municipaux ; pour autoriser la cité à passer des règlements pour la protéger d'avantage, ainsi que le public, contre les dommages ou inconvénients causés par les personnes ou compagnies faisant dans les rues ou places publiques des excavations ou autres travaux que la loi les autorise à faire ; pour autoriser la cité de Québec à accorder une exemption de certaines taxes à la Chambre de Commerce de Québec, sur une certaine partie de l'immeuble qu'elle occupe dans le quartier Saint-Pierre ; pour pourvoir à l'entretien de certaines rues longeant les terrains situés dans des municipalités voisines, et pour autres fins.

Par ordre,

H. J. B. CHOUINARD,

4669

Greffier de la cité.

Avis est par le présent donné que Charles E. Force, de la cité de New-York, dans l'état de New-York, un des états unis d'Amérique, financier, Leland D. Adams, gérant de mines, et Edwin E. Haskell, ingénieur civil, tous deux du canton de Weedon, dans la province de Québec, John P. Wells, avocat, et Charles D. White, avocat, tous deux de la cité de Sherbrooke, dans la province de Québec, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi incorporant les requérants en une compagnie de chemin de fer, sous le nom de "The Rat River Railway Company", avec le pouvoir de construire, bâtir, mettre en opération et maintenir un chemin de fer devant être conduit par la vapeur, l'électricité ou autre pouvoir, de "The Copper Mine of the East Canada Smelting Company, Limited," située sur ces lots maintenant connus sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du canton de Weedon, comme lots Nos 22a, 22b, 22c et 22d dans le deuxième rang, à un point à ou près de cette station, sur le chemin de fer Québec Central, connue comme Saint-Gérard, et autoriser la dite compagnie à exercer tous les pouvoirs y ayant rapport, et pour autres fins.

CATE, WELLS & WHITE,

Procureurs des requérants.

Sherbrooke 5 décembre 1911.

4661

CITY OF QUEBEC.
CITY HALL.

CITY CLERK'S OFFICE.

Québec, 29th November, 1911.

Public notice is hereby given that the city of Québec will apply to the Legislature of this province, at its next session, to obtain amendments to its charter of incorporation, and also to obtain power and authorization to borrow several sums of money, to wit : four hundred thousand dollars, (\$400,000.00), to pay the cost of paving, in permanent materials, certain streets and sidewalks, and also the cost of construction and repair of fire stations, and equipment and re-organization of the fire brigade and other permanent works ; and two hundred thousand dollars (\$200,000.00), to purchase the property of the Quebec Exhibition Company, with power to hold exhibitions and to appoint persons, or commissioners, for the organization and administration of such exhibitions ; to be authorization to subsidize an hospital for the treatment of persons suffering from pulmonary tuberculosis ; and also to borrow a sum of five thousand dollars (\$5,000.00), to be granted to the organization called : "Le Congrès de la Langue Française au Canada", to help them to hold a congress in Québec ; to conclude with "La Communauté des Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec" and with the "Jeffrey Hale Hospital, of the city of Québec, special arrangements for the supply of water from its waterworks to those institutions ; to modify the present law by imposing the assessment on immovables upon the real, commercial, or venal value of said immovable property ; to authorize the city to adopt by-laws to further protect itself and public against damages or inconveniences, caused by persons or companies opening in public streets, or squares, excavations or other works which the law authorizes them to make ; to authorize the city of Québec to grant an exemption of certain taxes to the Québec Board of Trade upon a certain portion of the immovable property which they occupy in Saint Peter's ward ; and to provide for the maintenance of certain streets bordering on land belonging to neighbouring municipalities, and also for other purposes.

By order

H. J. B. CHOUINARD,

4670

City clerk.

Public notice is hereby given that Charles E. Force, of the city of New York, in the state of New York, one of the united states of America, financier, Leland D. Adams, mine manager, and Edwin E. Haskell, civil engineer, both of the township of Weedon, in the province of Québec, John P. Wells, advocate, and Charles D. White, advocate, both of the city of Sherbrooke, in the province of Québec, will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for an act incorporating the petitioners as a railway company, under the name "The Rat River Railway Company", with the power to construct, build, operate and maintain a railroad to be operated by steam, electricity or other power, from "The Copper Mine of the East Canada Smelting Company, Limited," situate on those lots now known on the official cadastral plan and book of reference for the township of Weedon, as lots Nos. 22a, 22b, 22c, 22d, in the second range, to a point at or near that station on the Québec Central Railway, known as Saint Gérard, and to authorize the said company to exercise all the power incident thereto, and for other purposes.

CATE, WELLS & WHITE,

Attorneys for applicants

Sherbrooke, 5th December, 1911.

4662

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite par "The Guelph Patent Cask Company Limited", corps incorporé et politique, ayant sa principale place d'affaires dans la province de Québec, dans la ville de Scotstown, à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi lui permettant de construire, bâtir, mettre en opération et maintenir un chemin de fer conduit par la vapeur, l'électricité ou autre pouvoir avantageux, d'un point à Scotstown susdit et courant à travers les cantons de Hampton, Ditton, Chesham, Emberton et Lingwick, avec des embranchements y ayant rapport, et autoriser la dite compagnie à exercer tous les pouvoirs y ayant rapport et pour autres fins.

CATE, WELLS & WHITE,

Procureurs des requérants.

Sherbrooke, 5 décembre 1911.

4665

Avis public est par les présentes donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi incorporant une compagnie sous le nom de "Saint Charles & Huron River Railway Company", avec tous les pouvoirs nécessaires pour la construction d'un chemin de fer, depuis la ligne principale de la compagnie de chemin de fer "Quebec & Lac Saint-Jean", à ou près de la station de Saint-Ambroise de la Jeune-Lorette, vers le nord, jusqu'à une distance d'environ huit milles, à un point situé à ou près de la rivière Huron, dans la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, et traversant la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune-Lorette, avec le pouvoir de se servir de la vapeur ou de toute autre force motrice pour les fins du dit chemin de fer, et pour autres fins.

L. A. CANNON,

Procureur des requérants.

Québec, 5 décembre 1911.

4651

Avis est par les présentes donné que "l'Association des Barbiers de la province de Québec" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender sa loi d'incorporation, 62 Victoria, chapitre 90, et obtenir des pouvoirs additionnels relativement aux sujets suivants :

1. Obligation, sous peine d'une pénalité de dix piastres, pour tout apprenti barbier, d'obtenir de la corporation un certificat d'apprenti et d'exposer tel certificat à la vue du public dans la boutique où il travaille ;

2. Obligation, sous peine d'une pénalité de dix piastres, pour tout porteur d'une licence de barbier, d'exposer telle licence à la vue du public dans la boutique où il travaille ;

3. Obligation, sous peine d'une pénalité de dix piastres et de la fermeture de son établissement, pour toute personne exploitant par elle-même ou par d'autres, une boutique de barbier, d'exposer à la vue du public, dans sa boutique, la licence des barbiers et le certificat des apprentis y travaillant ;

4. Obligation, sous peine d'une pénalité de dix piastres, pour toute personne exploitant par elle-même ou par d'autres personnes une boutique de barbier ; de permettre la visite de son établissement à tout représentant de la corporation ;

5. Condamnation à un emprisonnement n'excédant pas quinze jours, pour toute personne condamnée à une amende ou à une pénalité imposée par la dite loi d'incorporation, faute par telle personne de payer le capital et les frais ;

6. Application de la loi de l'Association des Barbiers de la province de Québec à toute la province de Québec.

7. Que le siège social de la corporation soit à Montréal.

ROY & RAYMOND,

Procureurs de l'Association des Barbiers de la province de Québec.

Montréal, 5 décembre 1911.

4641

Avis est par les présentes donné que la ville de Magog s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender sa charte concernant différents sujets, et entr'autres choses :

Notice is hereby given that on application will be made by the Guelph Patent Cask Company Limited, a body corporate and politic, having its principal place of business in the province of Quebec, at the town of Scotstown, to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act permitting it to construct, build, operate and maintain a railroad operated by steam, electricity, or other advantageous power, from a point at Scotstown aforesaid, and running through the townships of Hampton, Ditton, Chesham, Emberton and Lingwick, with branches connected therewith, and to authorize the said company to exercise all the powers incident thereto, and for other purposes.

CATE, WELLS & WHITE,

Attorneys for applicants.

Sherbrooke, 5th December, 1911.

4666

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act incorporating a company, under the name of "Saint Charles & Huron River Railway Company", with all the powers necessary for the construction of a railway, from the main line of the Quebec & Lake Saint John Railway Company, at or near the station of Saint Ambroise de la Jeune-Lorette, towards the north, for a distance of about eight miles, to a point situated at or near the Huron river, in the parish of Saint Edmond de Stoneham, and running through the parish of Saint Ambroise de la Jeune-Lorette, with the power to make use of steam or any other motive power for the purposes of the said railway, and for other purposes.

L. A. CANNON,

Attorney for applicants.

Quebec, 5th December, 1911.

4652

Notice is hereby given that "The Barbers' Association of the Province of Quebec" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to amend its act of incorporation, 62 Vict., chap. 90, and to obtain additional powers relating to the following subjects :

1. Obligation, under pain of a penalty of ten dollars, for every apprentice barber to obtain a certificate or apprenticeship from the corporation and to expose such certificate to public view in the shop where he is employed ;

2. Obligation, under pain of a penalty of ten dollars, for every holder of a barber's license to expose such license to public view in the shop where he is employed ;

3. Obligation, under pain of a penalty of ten dollars and the closing of his establishment for every person operating a barber's shop by himself or by others, to expose to public view in such shop the license of the barbers and the certificate of the apprentices employed therein ;

4. Obligation, under pain of a penalty of ten dollars, for every person operating a barber's shop by himself or by others to allow his establishment to be visited by any representative of the corporation ;

5. Sentence of imprisonment not exceeding fifteen days for every person condemned to a fine or penalty imposed by the said act of incorporation, in default of such person paying the amount and the costs ;

6. Application of the Barbers' Association Act of the Province of Quebec to the whole province of Quebec.

7. That the chief place of business of the corporation be at Montreal.

ROY & RAYMOND,

Attorneys for the Barbers' Association of the Province of Quebec.

Montreal, 5th December, 1911.

4642

Notice is hereby given that the town of Magog will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend its charter respecting different subjects, and amongst others :

1. Le droit de vendre de l'électricité pour force motrice, éclairage et chauffage, tant dans la ville de Magog qu'en dehors des limites de la ville, ainsi que l'eau.

2. Le droit de prélever les taxes pour les fins de la construction des rues, trottoirs, égouts, pour les fins de poser des tuyaux pour le gaz et de poser ce qui est nécessaire pour l'électricité sur les propriétés qui touchent aux rues et sur ceux qui les possèdent à raison de l'étendue des dites propriétés sur la rue et cela en outre des pouvoirs actuels que possèdent déjà la corporation.

3. Le droit de nommer un ou plusieurs commissaires pour administrer les affaires de la ville qui sont seulement administratives, sujet au contrôle du conseil.

4. Pour ratifier le contrat passé entre la ville de Magog et la Dominion Cotton Mills, Limited, en vertu du règlement No 117 des règlements de la dite corporation.

5. Pour appliquer à la ville de Magog, toutes les dispositions du chapitre premier du titre XI des Statuts refondus de la province de Québec, (articles 5253 à 5884 tous deux inclus et les formules) excepté les dispositions spéciales qui existent maintenant dans la charte de la ville.

6. Pour mettre la ville de Magog, au nombre des cités dans lesquelles la liste électorale, en vertu des dispositions de l'acte électoral, est faite par un bureau comme à Montréal, à Québec et à Trois-Rivières.

PANNETON & LEBLANC,

Procureurs de la corporation de la ville de Magog.
Sherbrooke, 5 décembre 1911. 4657

La succession de feu l'honorable Louis François Georges Baby, en son vivant juge de la cour du Banc du Roi, donne avis qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour confirmer, ratifier et valider à toutes fins que de droit, certains actes de vente qui ont été consentis par la succession des biens immobiliers de la succession, à diverses personnes, de manière à lier les grevés de même que les appelés à la dite substitution, et autres fins.

SAINDON, LORANGER, ST-GERMAIN,
GUERIN & RAYMOND,
Avocats de la dite succession.

Montréal, 6 décembre 1911. 4687

Avis est par le présent donné que la corporation de la cité de Sherbrooke s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin d'amender sa charte pour différentes affaires et entre autres choses :

1. Diviser le quartier sud en deux quartiers devant être appelés l'un, le quartier sud, et l'autre le quartier ouest, les limites du quartier ouest devant être celles de la paroisse Notre-Dame et changer les limites de la cité.

2. Changer le nombre des conseillers municipaux.

3. Pourvoir à la nomination d'un ou plusieurs commissaires pour administrer les affaires de la cité, qui sont d'un caractère purement administratif, sous l'autorité et contrôle du conseil.

4. Désigner par numéros ou autrement, les sièges des conseillers lorsqu'il y a plusieurs conseillers de telle manière que lorsqu'il y a plusieurs places de conseillers à remplir, les candidats peuvent être nommés pour un siège particulier au lieu que pour le quartier en général.

5. Avoir le pouvoir de prélever des taxes, pour la construction de tous travaux dans les rues, y compris trottoirs, pavage, égouts, tuyaux pour eau et gaz, sur les propriétaires d'immeubles et sur les propriétés aboutissantes sur les rues suivant le front en addition au pouvoir déjà existants.

6. Changer les jours de la nomination et votation au deuxième et troisième lundi de janvier.

7. Amender la loi de manière à avoir la première assemblée du conseil après une élection, aussitôt que le conseil est complet.

8. Donner l'avis spécial requis par l'art. 5389, des statuts refondus de Québec, par lettres enregistrées au lieu que par avis spécial.

9. Augmenter le pouvoir d'emprunter.

10. Permettre à la corporation de placer les fonds l'amortissements dans les débentures de d'autres municipalités.

11. Amender l'article 109 de la charte en remplaçant le mot "exproprié" par les mots "acquis par expropriation".

12. Amender l'article 32 de la charte en ajoutant les mots : "Cependant, lorsque dans l'opinion du conseil,

1. The right to sell electricity for motive power, heat and light both in and outside the limits of the town of Magog, and also water.

2. The right to levy taxes for the purposes of making streets, sidewalks, drains, and for the purposes of laying pipes for gas and installing whatever is necessary for electricity on the properties adjoining the streets and on those who own them, in accordance with the extent of the said properties on the street and such in addition to the actual powers already held by the corporation.

3. The right to appoint one or more commissioners to manage the business of the town which is administrative only, subject to the control of the council.

4. To ratify the contract entered into between the town of Magog and the Dominion Cotton Mills, Limited, in virtue of by-law No. 117 of the by-laws of the said corporation.

5. To apply to the town of Magog all the provisions of chapter first of title XI of the revised statutes of the province of Quebec (articles 5253 to 5884 both inclusive and the forms), except the special provisions presently existing in the charter of the town.

6. To place the town of Magog among the number of cities in which the electoral list, in virtue of the provisions of the electoral act, is made by a board as at Montreal, Quebec and Three Rivers.

PANNETON & LEBLANC,

Attorneys for the corporation of the town of Magog.
Sherbrooke, 5th December, 1911. 4658

The estate of the late Honorable Louis François George Baby, in his lifetime judge of the Court of King's Bench, gives notice that a bill will be presented to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to confirm, ratify and validate certain deeds of sale made by said estate of immovables belonging to it, to divers persons, in order to bind the institutes as well as the substitutes to the said substitution, and other purposes.

SAINDON, LORANGER, ST-GERMAIN,
GUERIN & RAYMOND,
Attorneys for said estate.

Montreal, 6th December, 1911. 4688

Notice is hereby given that the corporation of the city of Sherbrooke will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to have a bill passed to amend its charter for different matters and amongst others :

1. To divide south ward into two wards, to be called, one, the south ward, and the other, the west ward, the limits of the west ward to be those of the parish Notre Dame, and change the limits of the city.

2. To change the number of aldermen.

3. To provide for the appointment of one or more commissioners to administer the affairs of the city, which are of an administrative character only, under the supervision and control of the council.

4. To designate by numbers of otherwise, the seats of aldermen when there are more than one alderman in such manner that when there is more than one place of aldermen to fill, the candidates may be named for one particular seat, instead of for the ward generally.

5. To have the power to levy taxes for the construction of all works in the streets, including sidewalks, paving, sewers, water and gas pipes on the owners of property and on the properties abutting on the streets according to frontage in addition to the powers already existing.

6. To change the day of nomination and of voting to the second and third Mondays of January.

7. To amend the law so as to have the first meeting of the council after an election, as soon as the council is complete.

8. To give the special notice required by art. 5389 of the revised statutes of Quebec, by registered letters instead of by special notice.

9. To increase the power to borrow.

10. To allow the corporation to invest sinking funds in municipal debentures of other municipalities.

11. To amend article 109 of the charter by replacing the word "expropriate" by the words "acquire by expropriation".

12. To amend article 32 of the charter by adding the words : "However, when in the opinion of the council,

circonstances le justifiant, les frais de construction et l'entretien des égouts ou partie des égouts soient à la charge de la cité seulement."

13. Amender l'article 5864 des statuts refondus de manière à requérir un avis des accidents dans les rues, sous quinze jours.

14. Voter pour la passation des règlements en la manière pourvue par les statuts refondus de Québec.

15. Mettre la cité de Sherbrooke parmi les cités ou la liste électorale sous la loi électorale, est faite par un bureau, tel qu'à Montréal, Québec et Trois-Rivières.

PANNETON & LEBLANC,
Procureurs de la corporation de la
cité de Sherbrooke.

Sherbrooke, 5 décembre 1911.

4689

Avis est donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la constitution en municipalité de ville, sous le nom corporatif de Laval des Rapides, de tout le territoire formant maintenant partie de la paroisse de Saint Martin, du comté de Laval, le dit territoire borné au nord par la ligne du trait carré des terrains Nos 214 à 240, 242, et 250 à 255, laquelle ligne devant se poursuivre sur les terrains Nos. 241, 244, 245, 246, 247 et 256 inclusivement jusqu'à la ligne ouest de la Montée du Moulin, de façon à comprendre sur ces dits terrains 20 arpents en profondeur depuis la rivière des Prairies, à l'est par la ligne ouest de la Montée du Moulin, au sud par la rivière des Prairies, et à l'ouest par les lignes ouest et nord des dits lots Nos 212 et 213, et par la ligne ouest du terrain No 214 à partir de la ligne nord du lot No. 213 jusqu'au trait carré du dit terrain No 214, y compris les subdivisions des dits lots originaires pouvant exister dans le territoire ainsi borné, et aussi le terrain occupé dans le même territoire par le chemin de fer Pacifique Canadien, et il sera demandé que la dite municipalité de ville soit constituée conformément à la loi des cités et villes, sauf certaines modifications quant à la tenue des élections, la confection de la liste électorale, la taxe sur les propriétés et autres qu'il sera jugé à propos de faire.

FAUTEUX & FAUTEUX,
Procureurs des requérants.

Montréal, 6 décembre 1911.

4679

Avis est par le présent donné que C. de B. Macdonald, Marcel Gabard, L. A. Cusson, Nap. Lozeau, A. Saint-Martin, George Hains, Joseph Casgrain, Joseph Lizabel, René Huberdeau, Paul A. Cusson, J. H. McKay, E. Pairault, J. Chs. Vermet, J. C. Hanley, J. Kenahan, R. S. Wright, J. Vincent, Alex. C. Trotter, E. W. Bush, J. C. O'Brien, tous sténographes officiels de la cité de Montréal, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi pour les constituer, en même temps que les sténographes du district de Montréal qui voudront en faire partie, en corporation, sous le nom de "L'Association des Sténographes de la Cour Supérieure du district de Montréal", avec pouvoirs, pour la dite corporation, de choisir ses membres, de faire des règlements, statuts, règles et ordonnances pour améliorer leur qualification et leur position et pour toutes autres fins.

PELLETIER, LETOURNEAU & BEAULIEU,
Procureurs des requérants.

Montréal, 6 décembre 1911.

4677

Avis est par le présent donné que George Williamson, de la cité de Montréal, dans la province de Québec, avocat de "The Inner Temple", Londres, Angleterre, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique et profession légale, après examen requis.

SMITH, MARKEY, SKINNER.

PUGSLEY & HYDE,

Solliciteurs de requérant.

Montréal, 30 novembre 1911.

4713

Avis public est par le présent donné que Robert Ryan, manufacturier, Napoléon Lamy, bijoutier, F. A. Verrette, entrepreneur, Joseph F. Bellefeuille, épicière, Onésime Beaulac, marchand, et Charles Bourgeois, avocat, tous de la cité et du district des Trois-Rivières, s'adresseront à la législature de la province

circumstances will justify it, the costs of constructing and maintaining sewers or part of sewers be borne by the city alone."

13. To amend article 5864 of the revised statute so as to require a notice of accidents in the streets within fifteen days.

14. To vote for the passing of by-laws in the manner provided by the revised statutes of Québec.

15. To put the city of Sherbrooke amongst the cities in which the electoral list under the electoral act, is made by a board such as Montreal, Québec and Three Rivers.

PANNETON & LEBLANC,
Attorneys for the corporation of the
city of Sherbrooke.

Sherbrooke, 5th December, 1911.

4690

Public notice is hereby given that application will be made, at the next session of the Legislature of the province of Québec, to obtain the erection into a town municipality under the corporate name of Laval des Rapides, of all territory now forming part of the parish of Saint Martin, of the county of Laval, the said territory being bounded on the north by the line of lots Nos. 214 to 240, 242 and 250 to 255, which line to extend on lots Nos. 241, 244, 245, 246, 247 and 256 inclusively to the western line of la Montée du Moulin, in such a way to include on said lots 20 arpents in depth from la rivière des Prairies, on the east by the western line of la Montée du Moulin, on the south by la rivière des Prairies, and on the west by the western and north line of lots Nos. 212 and 223 and by the western line of lot No. 214 from the north line of lot No. 213 to the north line of said lot No. 214, with and including the subdivision of the said original lots which may lie within the territory so bounded, and also the land occupied in the same territory by the Canadian Pacific Railway, and application will be made that the said town municipality will be governed by the cities and towns act, with such modifications as to election, preparation of voters' list, taxation of property and other provision of the said act as may be deemed advisable.

FAUTEUX & FAUTEUX,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 6th December, 1911.

4680

Notice is hereby given that C. de B. Macdonald, Marcel Gabard, L. A. Cusson, Nap. Lozeau, A. Saint Martin, George Hains, Joseph Casgrain, Joseph Lizabel, René Huberdeau, Paul A. Cusson, J. H. MacKay, E. Pairault, J. Chs. Vermet, J. C. Hanley, J. H. Kenahan, R. S. Wright, J. Vincent, Alex. C. Trotter, E. W. Bush, J. C. O'Brien, all official stenographers, of the city of Montreal, with petition the Legislature of the province of Québec, at its next session, in order to obtain the passing of a law constituting them, and all other stenographers who will desire to join them, into a corporation under the name of "L'Association des Sténographes de la Cour Supérieure du district de Montréal", with powers, for said corporation, to choose its members, make by-laws, statutes, rules and regulation in order to improve their qualification and condition and for other purposes.

PELLETIER, LETOURNEAU & BEAULIEU,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 6th December, 1911.

4678

Notice is hereby given by George Williamson, of the city of Montreal, in the province of Québec, barrister at law of the Inner Temple, London, England, that he will make application to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for the passage of and act to authorize the Bar of the province of Québec to admit him to the practice and profession of the law after passing such examination as it shall see fit to require.

SMITH, MARKEY, SKINNER,

PUGSLEY & HYDE,

Solicitors for applicant.

Montreal 30th November 1911.

4714

Public notice is hereby given that Robert Ryan, manufacturer, Napoléon Lamy, jeweller, F. A. Verre contractor, Joseph F. Bellefeuille, grocer, Onésime Beaulac, merchant, and Charles Bourgeois, advocate, all of the city and district of Three Rivers, will apply to the legislature of the province of Québec, at its next

de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi d'incorporation d'une compagnie de chemin de fer électrique ayant tous les pouvoirs contenus à la loi générale des compagnies de chemin de fer sous la juridiction de la législature provinciale, sous le nom de la "Compagnie de Tramway des Trois-Rivières", dans le but :

D'acquiescer, de vendre, de posséder, aliéner, hypothéquer à quelque titre que ce soit tous pouvoirs hydrauliques et électriques, terrains et autres immeubles nécessaires pour les fins ci-après mentionnées ;

D'établir, construire et exploiter une ligne de tramways électriques d'une largeur de voie de quatre pieds et huit pouces et demi, à partir de la dite cité des Trois-Rivières, comté des Trois-Rivières et Saint-Maurice, et allant vers l'ouest par les municipalités des paroisses des Trois-Rivières, de la Pointe du Lac, de Yamachiche, de Saint-Sévère, de Saint-Barnabé, de Saint-Boniface de Shawinigan et de Saint-Etienne des Grès, dans le dit comté ; et aussi par la paroisse de la Rivière-du-Loup, de la ville de Louiseville, de la paroisse de Saint-Léon et de celle de Maskinongé, dans le comté de Maskinongé ; aussi vers l'est, à partir de la dite cité des Trois-Rivières et allant par les municipalités du Cap de la Madeleine, de Champlain, de Batiscau, de Saint-Prosper, de Saint-Stanislas, de Saint-Narcisse, de Saint-Maurice, de Mont Carmel, de Saint-Louis de France, jusque dans la paroisse de Sainte-Anne de la Pérade, dans le comté de Champlain, le tout dans les limites de la province de Québec.

L. J. BLONDIN,
Procureur des requérants.

Trois-Rivières, 6 décembre 1911. 4741

Province de Québec, }
District de Joliette. }

Avis est par les présentes donné que la corporation de la ville de Joliette s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à sa charte, la loi 27 Victoria, chapitre 23, telle qu'amendée, aux fins suivantes : augmenter le nombre des conseillers ; fixer la date des élections et déterminer de quelle façon se fera le renouvellement du conseil ; incorporer les dispositions de l'article 5301 D. S. R. P. Q. en les amendement ; établir le scrutin secret pour toutes les élections ; accorder aux électeurs le droit de vote sans paiement préalable de taxes ; légaliser la largeur des rues, déterminer les conditions de construction et de réparation des maisons ; réglementer l'alignement des maisons dans certaines rues ou parties de rues ; organiser une cour du recorder conformément à la loi des cités et villes, incorporer les articles 5360 et 5361 S. R. P. Q. ; déterminer le mode de la confection et de la révision du rôle d'évaluation, réglementer les fossés d'aisances et pour autres objets.

HEBERT & LADOUCEUR,
Procureurs de la corporation de la ville
de Joliette.

Joliette, 4 décembre 1911. 4739

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par "The University of Bishops College, Lennoxville, P. Q.", pour obtenir des amendements à sa charte et actes d'incorporation, autoriser la dite corporation à déterminer et régler les honoraires chargés et à être chargés pour degrés et membres de la dite Université, et pour autre fins.

LAWRENCE, MORRIS & McIVER,
Solliciteurs des requérants.
Sherbrooke, P. Q., 6 décembre 1911. 4717

Avis public est par le présent donné que messieurs Ovila Romuald Marsolais, médecin, des cités et district de Montréal, Philippe Henri Lesage, médecin, de la ville de Longueuil et Jean Girouard, médecin et conseiller législatif, aussi de la ville de Longueuil, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir de la législature de la province une confirmation et une ratification d'un acte de vente passé devant J. S. U. Dupras, notaire, de Longueuil, le 25 août 1911, par M. Joseph Charron, fils George, cultivateur, de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, district de Montréal, aux dits messieurs A. R. Marsolais, H. P. Lesage et Jean Girouard.

La propriété vendue par le dit acte de vente est décrite comme suit :

1. Un lot de terre situé dans la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, dans l'île Sainte-Marguerite ou

session, to obtain an act of incorporation for an electric railway company having all the powers contained in the General Railway Companies Act under the jurisdiction of the provincial legislature, under the name of the "Three Rivers Tramway Company", for the purpose :

To acquire, sell, hold, alienate, hypothecate by any title whatsoever any hydraulic and electric powers, lands and other immovables necessary for the purposes hereinafter mentioned ;

To establish, construct and operate an electric tramway line of a width of four feet eight inches and a half, from the said city of Three Rivers, county of Three Rivers and Saint Maurice, and going towards the west through the municipalities of Three Rivers, Pointe du Lac, Yamachiche, Saint Sévère, Saint Barnabé, Saint Boniface de Shawinigan and Saint Etienne des Grès, in the said county, and also through the parish of Rivière du Loup, the town of Louiseville, parish of Saint-Léon and that of Maskinongé, in the county of Maskinongé ; also towards the east from the said city of Three Rivers and going through the municipalities of Cap de la Madeleine, Champlain, Batiscau, Saint Prosper, Saint Stanislas, Saint Narcisse, Saint Maurice, Mont Carmel, Saint Louis de France, as far as the parish of Sainte Anne de la Pérade, in the county of Champlain, all within the limits of the province of Quebec.

L. J. BLONDIN,
Attorney for applicants.

Three Rivers, 6th December, 1911. 4742

Province of Quebec, }
District of Joliette. }

Notice is hereby given that the corporation of the town of Joliette will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain certain amendments to its charter, the act 27 Victoria, chapter 23, as amended, for the following purposes : to increase the number of councillors ; to fix the date of the elections and determine in what manner the renewal of the council will be made ; to incorporate the provisions of articles 5301 and following R. S. P. Q., by amending same ; to establish the secret ballot for all elections ; to grant the electors the right to vote without previously paying the taxes ; to legalize the width of the streets, determine the conditions of the building and repairing of houses ; to regulate the alignment of the house in certain streets and parts of streets ; to organize a recorder's court in conformity with the cities and towns' act ; to incorporate articles 5360 and 5361 R. S. P. Q. ; to determine the mode of making and the revision of the valuation role ; to regulate cesspools, and for other purposes.

HEBERT & LADOUCEUR,
Attorneys for the corporation of the
town of Joliette.

Joliette, 4th December, 1911. 4740

Notice is hereby given that, at the next session of the Legislature of the province of Quebec, application will be made by the University of Bishops College, Lennoxville, P. Q., for amendments to its charter and acts of incorporation, to enable the said corporation to compound and regulate the fees charged and to be charged for degrees and for membership of said University, and for other purposes.

LAWRENCE, MORRIS & McIVER,
Solliciteurs pour applicants.
Sherbrooke, P. Q., 6th December, 1911. 4718

Notice is hereby given that Messrs. Ovila Romuald Marsolais, physician, of the city and district of Montreal, Philippe Henri Lesage, physician of the town of Longueuil, and Jean Girouard, physician and legislative councillor, also of the town of Longueuil, will present a bill at the next session of the Quebec Legislature for the purpose of obtaining from the provincial legislature a confirmation and ratification of a deed of sale made before J. S. U. Dupras, notary, of Longueuil, on the 25th of August, 1911, by Mr. Joseph Charron, son George, farmer of the parish of Saint Antoine de Longueuil, district of Montreal, to the said Messrs. A. R. Marsolais, H. P. Lesage, and Jean Girouard.

The property sold by the deed of sale referred to is described as follows :

1. A lot of land situate in the parish of St. Antoine, de Longueuil, in Sainte Marguerite Isle or Ile Dufort,

Ile Dufort, dans le fleuve Saint-Laurent, et connu sous le No 279, du plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, dans le comté de Chambly; borné en front par le fleuve Saint-Laurent, en profondeur et d'un côté par le lot officiel No 278, et de l'autre côté par les Nos. officiels 280, 281 et dépendances.

2. Un lot de terre situé au même lieu, comprenant la moitié sud-ouest du lot connu et décrit sous le No 278, des susdits plan et livre de renvoi officiels.

3. Un lot de terre situé au même lieu et connu sous le No 280, des susdits plan et livre de renvoi officiels; borné en front par le fleuve Saint-Laurent, en profondeur, et d'un côté par le lot officiel No 281, et de l'autre côté par le lot officiel No. 279 et dépendances.

4. Un lot de terre situé dans la paroisse de Saint Antoine de Longueuil, dans l'Ile Sainte Marguerite ou Ile Dufort, dans le fleuve Saint Laurent, et connu et décrit sous le No 281, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint Antoine de Longueuil, dans le comté de Chambly; borné au sud-est et au nord-ouest par le fleuve Saint Laurent, au nord est par les Nos officiels 278, 279 et 280—avec les bâtisses sus-érigées.

La dite propriété et les lots de terre ont été donnés à Ernest Charron par Dame Aurelie Quintin dit Dubois, veuve de Damase Charron, par acte notarié du 27 avril 1900, passé devant J. S. U. Dupras, N. P., avec la restriction mentionnée dans l'acte, qu'il ne peut vendre ou hypothéquer la dite propriété mais peut la donner "inter vivos" ou par testament, mais seulement aux personnes de sa famille. Si le donataire, le dit Ernest Charron, n'a pas disposé des dits immeubles par donation ou par testament, en la manière mentionnée dans le dit acte, les dits immeubles à son décès iront à ses héritiers.

Les acquéreurs des dites propriétés MM. A. R. Marsolais, P. H. Lesage et Jean Girouard, s'adresseront pour obtenir le pouvoir et l'autorisation nécessaire de prendre les dites propriétés et les acheter, clair et net, de la prohibition d'aliéner de manière à devenir propriétaires absolus.

Ernest Charron a transporté les propriétés à Joseph Charron, fils George, son cousin, et ce dernier a vendu à MM. Marsolais, Lesage et Girouard, ci-dessus nommés.

WALSH & WALSH,
Procureurs des dits A. R. Marsolais,
P. H. Lesage et Jean Girouard.

Montréal, 28 novembre 1911. 4675

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, par "The Laing Packing and Provision Company, Limited," corps incorporé de Montréal, et ayant son principal bureau dans la cité de Montréal, et Matthews-Laing, Limited, corps incorporé, ayant son principal bureau dans la cité de Toronto, province d'Ontario, pour obtenir une loi autorisant "The Laing Packing and Provision Company, Limited" à transporter ses droits et franchises octroyés par la loi de la dite législature, 1 Edouard VII, chapitre 72, et autorisant "Matthews-Laing, Limited", de les prendre et acquérir, et pour autres fins.

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL,
Solliciteurs des requérants.
Montréal, 6 décembre 1911. 4715

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Dominion Trust Company, Limited, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans la cité de Vancouver, dans la province de la Colombie Anglaise, pour obtenir une loi l'autorisant à faire des affaires dans la province de Québec, sous le nom de Dominion Trust Company; accepter la position de fideicommissaire, curateur, syndic, exécuteur, liquidateur, percepteur, administrateur, agent et tuteur, recevoir et posséder tous biens, meubles et immeubles confiés à la compagnie en rapport à aucun dépôt entrepris par la compagnie ou confié à icelle; exercer tels autres pouvoirs qui sont octroyés aux compagnies semblables dans cette province, et pour autres fins.

Dominion Trust Company Limited,
LAFLEUR, MACDOUGALL,
MACFARLANE & POPE,
Solliciteurs de la requérante.
Montréal, 5 décembre 1911. 4721

in the Saint Lawrence River, and known under No. 279, upon the official plan and book of reference of the said parish of Saint Antoine de Longueuil, in the county of Chambly; bounded in the front by the river Saint Lawrence, in depth and on one side by the lot official No. 278, and on the other side by official Nos. 280, 281 and dependencies.

2. A lot of land situate in the same locality, comprising the south west half of lot known and described under No. 278 upon the official plan and book of reference above referred to.

3. A lot of land situate in the same locality and known under No. 280, on the official plan and book of reference above referred to; bounded in front by the river Saint Lawrence, in depth and on one side by lot official No. 281, and on the other side by lot official No. 279 and dependencies.

4. A lot of land situate in the parish of Saint Antoine de Longueuil, in Sainte Marguerite Isle or Isle Dufort, in the Saint Lawrence River, and known and described under No. 281, upon the official plan and book of reference of the parish of Saint Antoine de Longueuil, in the county of Chambly; bounded on the south east and on the north west by the Saint Lawrence river, on the north east by official Nos. 278, 279 and 280 with the buildings thereon erected.

The said property and lots of land were donated to Ernest Charron by Dame Aurelie Quintin dit Dubois, widow of Damase Charron, by notarial deed of the 27th of April, 1900, made before J. S. U. Dupras, N. P., with the restriction put upon him by the deed that he could not sell or hypothecate the said property but could donate it "inter vivos" or by will but only to persons of his family. If the donee, the said Ernest Charron, did not dispose of the said immovables by donation or by will in the manner mentioned in the said deed, said immovables at his death would go to his heirs.

The purchasers of said property Messrs. A. R. Marsolais, P. H. Lesage and Jean Girouard, will apply for power and the necessary authorization to take over said properties and purchase them free and clear of the prohibition to alienate so as to become absolute owners.

Ernest Charron transferred the properties to Joseph Charron, fils George, his cousin, and the latter has sold to Messrs. Marsolais, Lesage & Girouard, above described.

WALSH & WALSH,
Attorneys for the said A. R. Marsolais,
P. H. Lesage and Jean Girouard.
Montreal, 28th November, 1911. 4676

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, by The Laing Packing and Provision Company, Limited, a body corporate of Montreal, and having its head office in the city of Montreal, and Matthews-Laing, Limited, a body corporate, having its head office in the city of Toronto, province of Ontario, for an act to authorize The Laing Packing and Provisions Company, Limited to transfer the rights and franchises granted to it by Act of the said Legislature, 1 Edward VII, chap. 72, and authorizing Matthews-Laing, Limited, to take and acquire the same, and for other purposes.

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL,
Solicitors for applicants.
Montreal, 6th December, 1911. 4716

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by Dominion Trust Company, Limited, a body politic and corporate, having its head office and principal place of business in the city of Vancouver, in the province of British Columbia, for an act to authorize it to carry on its business in the province of Quebec, under the name of Dominion Trust Company; to accept the position of trustee, curator, assignee, executor, liquidator, receiver, administrator, agent and tutor, and to receive and hold all property, moveable and immoveable, committed to the company in connection with any trust undertaken by or committed to the company; to exercise such other powers as are conferred upon similar companies in this province, and for other purposes.

Dominion Trust Company Limited,
LAFLEUR, MACDOUGALL,
MACFARLANE & POPE,
Solicitors for applicant.
Montreal, 5th December, 1911. 4722

Avis est par le présent donné que "The Montreal Society for the Protection of Women and Children", une organisation et une société existant à Montréal, pour la protection des femmes et des enfants, incorporée en vertu des dispositions du chapitre 71 des statuts refondus du Canada, intitulé : "Acte concernant les associations charitables, philanthropiques et de prévoyance", tel qu'amendé par l'acte de la législature de Québec, "45 Vic., chap. 37", s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir plus de pouvoirs, les pouvoirs suivants et autres, à savoir : Le pouvoir de prendre les enfants des parents ou gardiens qui refusent de les pourvoir ou les négligent habituellement, et placer les dits enfants en adoption de manière qu'ils peuvent être instruits et bien élevés, la dite société devant être la tutrice légale des dits enfants et des enfants sans secours et non protégés et qui n'ont pas la protection convenable. La requérante soussignée demandera l'adoption de lois pour la protection de certains enfants sous certaines conditions, et pour le pouvoir d'être autorisée par le juge, de percevoir le salaire dû à un employé qui dépense son argent à boire ou autrement, laissant par ce moyen sa famille dans la pauvreté, et donner cet argent à son épouse ou le mettre au bénéfice de son épouse et famille. Pour le pouvoir de visiter les maisons de refuge où les enfants sont gardés pour améliorer leur condition ; pour le pouvoir d'ouvrir des succursales de la société dans la province, et la requérante demandera aussi que son nom soit changé pour celui de "The Society for the Protection of Women and Children", pour le pouvoir de prélever et accepter de l'argent pour donner une maison pour enfants abandonnés et tels enfants que la dite société peut juger à propos de protéger, et acquérir et posséder des immeubles au montant de \$50,000 et les hypothéquer et aliéner et acquérir aussi des meubles.

La requérante par son bill, demandera que toute action prise contre la dite société sera suspendue jusqu'à ce que la garantie des frais devant être encourus auront été donnés, et qu'aucun membre de la dite société ne sera personnellement responsable pour aucune dette de la société, et que tous tels autres pouvoirs lui soient octroyés et qui peuvent être requis pour mettre en opération les objets de la dite société.

WALSH & WALSH,

Procureurs de The Montreal Society for the Protection of Women & Children.

Montréal, 6 décembre 1911. 4729

Avis public est par le présent donné que la ville d'Outremont s'adressera à la législature de la province, à sa prochaine session, dans le but d'obtenir certains amendements à sa charte d'incorporation, plus particulièrement en rapport à la construction d'égouts et drainages et le paiement d'iceux, les exemptions de taxes, les impôts pour payer les frais et entretien des parcs et terrains de jeux, le pouvoir de contrôler l'érection et inspection de bâtisses, clôtures, enseignes, et aussi concernant les expropriations, bibliothèques libres, l'organisation des départements de police, du feu, d'hygiène, et l'exclusion ou restriction, à certaines parties de la ville, de la construction ou opération de certaines bâtisses, industries ou affaires, et aussi en rapport à l'entretien des lots vacants et l'amélioration de propriétés privés dans certains cas, et pour autres fins y ayant rapport.

BEAUDIN & LAMARCHE,

Procureurs de la ville d'Outremont.

Montréal, 6 décembre 1911. 4737

Avis est par le présent donné que Thomas George Fletcher, droguiste et chimiste, des cité et district de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi lui permettant de pratiquer comme droguiste et chimiste, dans la province de Québec, vu qu'il a été admis à la pratique dans la province d'Ontario.

WALSH & WALSH,

Procureur du dit Thos. George Fletcher.

Montréal, 6 décembre 1911. 4727

Notice is hereby given that the Montreal Society for the Protection of Women and Children, an organization and a society existing in Montreal, for the protection of Women and Children, incorporated under the provisions of chapter 71 of the consolidated statutes of Canada, entitled : "An Act respecting Charitable, Philanthropic and Provident Association," as amended by the act of the Legislature of Quebec, "45 Vic., chap. 37," will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to obtain further powers, the following powers and others namely : The power to take children from parents or guardians who refuse to provide for them or habitually neglect them and to place such children in adoption so that they may be educated and be properly brought up, the said society to have the legal tutorage over said children and over such children as are helpless and unprotected and who have no proper guardianship. The undersigned applicant will apply for adoption laws for the protection of certain children under certain conditions, and for power, upon being authorized by the judge to collect wages from an employer due to an employee who squanders his money by drinking, otherwise, thereby leaving his family in want, and to give the same to his wife, or apply the same for the benefit of his wife and family. For power to visit foster-homes where children are kept so as to better their condition ; for power to open branches of the society throughout the province and the applicant will also ask that its name be changed to that of "The Society for the Protection of Women and Children" ; for power to collect and accept money to provide a home for abandoned children and such children as the said society deems it necessary to protect, and to acquire and possess immovable property to the extent of \$50,000 and hypothecate and alienate the same and to acquire moveable property also.

The applicant, by its bill, will ask that any action taken against the said society shall be stayed until security for the costs to be incurred shall have been given and that no member of the said society will be held personally liable for any debt of the society, and that such other powers be granted it, as may be required to carry on the objects of the said society.

WALSH & WALSH,

Attorneys for the Montreal Society for the Protection of Women and Children.

Montreal, 6th December, 1911. 4730

Public notice is hereby given that the town of Outremont will apply to the Legislature of the province, at its next session, with a view of obtaining certain amendments to its charter of incorporation, more particularly in respect to the construction of sewers and drains and the payment thereof the exemptions of taxation, the assessments to defray the cost and maintenance of parks and playgrounds, the power to control the erection and inspection of building, fences, signs, and also concerning expropriations, free libraries, the organisation of the police, fire, health and scavenging departments, and the exclusion or restriction to certain portions of the town of the construction or operation of certain buildings, industries or business, and also in respect to the maintenance of vacant lots, and the improvement of private properties in certain cases and for other purposes relative to the above.

BEAUDIN & LAMARCHE,

Attorneys for the town of Outremont.

Montreal, 6th December, 1911. 4738

Public notice is hereby given that Thomas George Fletcher, druggist and chemist, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next ensuing session, for the passing of a law allowing him to practice as druggist and chemist in the province of Quebec, as he was admitted to practice in the province of Ontario.

WALSH & WALSH,

Attorneys for the said Thos. George Fletcher.

Montreal, 6th December, 1911. 4728

Index de la Gazette Officielle de Québec. No 49.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Brousseau vs Lallier-Marchette.....	2101
" Coache vs Patenaude.....	2102
" Deslauriers vs Lafrance.....	2100
" Desparois vs Larivière.....	2122
" Dubois vs Vachon.....	2102
" Fadet vs Gagneux.....	2122
" Francœur vs Béland.....	2100
" Fredette vs Samoisette.....	2054
" Giroux vs Bruneau.....	2009
" Gravelle vs Landreville.....	2101
" Hallée vs Campeau.....	2102
" Hughes vs Philips.....	2100

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—
Dme Barnes vs Bolduc, 2101 ; Jodoin vs Bou-
gie, 2100.

AGRICULTURE, SOCIÉTÉ D' :— L'Association des
Agriculteurs de Québec, 2082.

ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ :— Compagnie
d'assurance mutuelle contre le feu de la pa-
roisse de Saint-Julien de Wolfestown, 2100.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc.,
2079.

AVIS :—L'Association des Barbiers de la province
de Québec, 2051 ; Sherbrooke Real Estate
Coy, 2052.

BILLS PRIVÉS, PARLEMENT FÉDÉRAL. — Avis au
sujet des : — Chambre des Communes, 2085.

BILLS PRIVÉS. P. Q. :—Avis au sujet des :—
Assemblée législative, 2088 ; Avis, 2085 ; Con-
seil législatif, 2086.

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES OPERATIONS :—
The Chicago Tanning Co, 2122.

COMPAGNIE ENREGISTRÉE :— The Guardian Acci-
dent & Guarantee Coy, 2084.

DEMANDES A LA LEGISLATURE :—

Bureau Protestant des Commissaires d'écoles de la cité de Montréal — Protestant Board of School Commissioners of the City of Montreal.....	2093
Cie de Tramways de Trois-Rivières—Three Rivers Tramway Coy.....	2097
Cie du chemin de fer Québec & Lac Saint-Jean — Québec & Lake Saint John Railway Coy.....	2096
Cité de Québec—City of Québec.....	2096
Cité de Québec—City of Québec.....	2126
Collège de Saint-Jean.....	2050
Commission à Barrières de la Rive Nord à Québec—Quebec North Shore Turnpike Trust.....	2094
Compagnie de chemin de fer Québec-Central Quebec Central Railway Coy.....	2094
Corporation de la cité de Sherbrooke—Corpo- ration of the city of Sherbrooke.....	2128
Corporation de la paroisse de Saint-Dunstan du Lac Beauport—Corporation of the parish of Saint Dunstan of Lake Beauport	2092
Corporation de la ville de — of the town of Farnham.....	2090
Corporation de la ville de Joliette—Corpora- tion of the town of Joliette.....	2230

Index of the Quebec Official Gazette. No. 49.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Labelle vs Pagé.....t.....	2101
" Labranche vs Fréchette.....	2102
" Lachance vs Poulin.....	2102
" Laitres vs Roberge.....	2103
" Lefebvre vs Mitchell.....	2100
" Michaud vs Laforest.....	2103
" Miron vs Mariner.....	2101
" Morin vs Bessette.....	2103
" Paquette vs Allain.....	2103
" Paquette vs Couture.....	2102
" Vervais dit St. Amour vs Lahaie.....	2122

ACTION IN SEPARATION AS TO BED AND BOARD :—
Barnes vs Bolduc, 2101 ; Dme Jodoin vs Bou-
gie, 2100.

AGRICULTURAL SOCIETY :—L'Association des Agri-
culteurs de Montréal, 2082.

ASSOCIATION, INSURANCE OR SOCIETY :— Mutual Fire
Insurance Company of the parish of Saint
Julien de Wolfestown, 2100.

ADVERTISERS :—Notice to :— Respecting notices,
etc, 2079.

NOTICE :—Barbers' Association of the Province of
Quebec, 2051 ; Sherbrooke Real Estate Coy,
2052.

PRIVATE BILLS, FEDERAL PARLIAMENT :— Notice
respecting the :— House of Commons, 2085.

PRIVATE BILLS P. Q. :—Notices respecting the :—
Legislative Assembly, 2088 ; Notice, 2080 ;
Legislative Council, 2086.

COMPANIE AUTHORIZED TO DO BUSINESS :— B. M.
The Chicago Tanning Coy, 2122.

REGISTERED COMPANY :— The Guardian Accident
& Guarantee Coy, 2084.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—

Compagnie de chemin de fer urbain de Montréal—The Montreal Street Railway Mutual Ben fit Association.....	2091
L'Association des Opticiens de la province de Québec—Association of the Opticians of the province of Québec.....	2097
Société d'Administration Générale.....	2097
Laprairie Buck Coy.....	2099
Laval des Rapides.....	2129
Le Comptoir Mobilier Franco-Canadien.....	2090
Les Marguilliers et Curé de l'Œuvre et Fa- brique de la paroisse de Saint Clément de Maisonneuve — Churchwardens and Curé of l'Œuvre et Fabrique of the pa- roisse de Saint Clément de Maisonneuve.	2091
Marsolais, Lesage et al.....	2136
Montreal Society for the protection of Women and Children.....	2132
Mount Sinai Sanitorium.....	2098
Nicholson, D. N.....	2092
North Eastern Railway company.....	2091
North Eastern Railway Coy.....	2095
Paroisse des Saints-Anges de Lachine—Parish of Saints Ang's de Lachine.....	2092
Quebec Central Railway Coy.....	2096
St-Charles & Huron River Railway Coy.....	2127
Saint Maurice Hydraulic Coy.....	2092

Curé et Marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse Saint-Viateur d'Outremont—Curé and Churchwardens of l'Œuvre et Fabrique of the parish of Saint Viateur d'Outremont.....	2192
Dames Religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur.....	2047
Décary, Paul-Antonio.....	2046
Dominion Trust Coy Ltd.....	2131
Fletcher, Thomas George.....	2132
Héritiers de feu La Plessis Bélair—Heirs of late La Plessis Bélair.....	2047
La Corporation des Dames de l'Asile de Montréal pour les orphelins catholiques romains—The Ladies of the Roman Catholic Orphan Asylum of Montreal.....	2047
L'Association des Barbiers de la province de Québec—Barbers Association of the province of Quebec.....	2127
L'Association mutuelle de Bienfaisance de la	

ERRATUM : — Page 1994, 25 novembre, 1911, Nos 4343-4, 2082.

FAILLIS :—INSOLVENTS :

Archambault	2124
Beauchamp & Co.....	2104
Bernier	2125
Bouchard	2123
Carje stier.....	2105
Danseressau.....	2015
Daoust.....	2125
Demers.....	2105
Deschambault (Dme).....	2104
Dubau (Rév.).....	2123
Gadbois	2124

LETTRES PATENTES :—

Anglo-Canadian Agencies, Ltd.....	2084
Le Club Saint Laurent incorporé.....	2082
Saint James Club of Montreal.....	2091

LIQUIDATION : — Cie de Biscuits de Rimouski, ltée, 2074 ; The Coney Island Park Co., 2058 ; The Hercule Shoe Co., 2074.

NOMINATIONS : —

Curateur-conjoint :—Terrebonne, 2079.

Juge de paix :—District de Québec, 2079 ; de Terrebonne, 2079 ; d'Arthabaska, 2079 ; de Montmagny, 2079 ; de Montréal, 2079.

NOTAIRE, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT :— Par J. B. A. Bouchard, 2085 ; Par J. E. Dérome, 2085 ; Par Jos. E. Richard, 2085.

PROCLAMATIONS : — Convocation des Chambres, pour la dépêche des affaires, 2081 ; Municipalité du village de Saint-André d'Avelin, 2080.

RATIFICATIONS : — DesRosiers (Dme) et Charette, 2121 ; Dufour & Villeneuve, 2113 ; Lord & Cauchon, 2112.

VENTES PAR ENCAN : — Compagnie de chemin de fer Canadien du Pacifique, 2099.

VENTE PAR LICITATION : — Bellerose (Dme) vs Bellerose et al, 2107 ; Robillard (Dme) vs Robitaille, 2110.

VENTES PAR LES SHERIFFS :

ARTHABASKA : — La Cie Massey-Harris, vs Martin, 2115 ; Perrault & Frère, faillis, 2114.

Sherbrooke Railway & Power Coy.....	2049
Société de Numismatique et d'Archéologie de Montréal — Numismatic and Antiquarian Society of Montreal.....	2044
Succession feu hon. Baby L. F. G.—Estate late hon. Baby L. F. G.....	2128
The Guelph Patent Cask Coy., Ltd.....	2126
The Great Northern Lumber Coy. Ltd.	2046
The Laing Packing & Provisions Coy., Ltd and —et Matthews Laing Ltd.....	2131
The Rat River Railway Coy	2093
University of Bishops College, Lennoxville, P. Q.....	2130
Vente—Sale Berlinguet-Tanguay	2073
Ville de Angus Est—Town of East Angus....	20
Ville de Magog—Town of Magog.....	2127
Ville de Montréal—East—Town of Montreal East	20
Ville d'—Town of Outremont	2132
Williamson, Geo.....	2029

ERRATUM : — Page 1994, 25th November, 1911, Nos 4343-4, 2582.

FAILLIS —INSOLVENTS :

Journeau.....	2104
Lahaie.....	2123
Larivière.....	2123
McCarthy & Acheson.....	2125
Morrow.....	2123
Nadeau	2103
Perrault-Audy Co.....	2125
Robitaille & Cie	2124
Rondeau.....	2104
Schelesinger Bros Co	2125

LETTRES PATENTES :—

The Dress Fur Trimming Manufacturing Coy.	2082
The Gatineau Spar Milling Coy, Ltd.....	2083

LIQUIDATION : — Cie de Biscuits de Rimouski, ltée, 2074 ; The Coney Island Park Co., 2058 ; The Hercule Shoe Co., 2074.

APPOINTMENTS :—

Joint curator :—Terrebonne, 2079.

Justice of the peace :—District of Québec, 2079 ; of Terrebonne, 2079 ; of Arthabaska, 2079 ; of Montmagny, 2079 ; of Montréal, 2079.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER :— By J. B. A. Bouchard, 2039 ; By J. E. Dérome, 2085 ; By Jos. E. Richard, 2085.

PROCLAMATIONS : — Parliament convoked for the dispatch of business, 2080 ; Municipality of the village of Saint André d'Avelin, 2080.

RATIFICATIONS : — DesRosiers (Dme) and Charette, 2121 ; Dufour & Villeneuve, 2113 ; Lord & Cauchon, 2112.

AUCTION SALES : — Canadian Pacific Railway Coy, 2099.

SALE BY LICITATION : — Bellerose (Dme) vs Bellerose et al, 2107 ; Robillard (Dme) vs Robitaille, 2110.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA : — Massey-Harris Coy, vs Martin, 2115 ; Perrault & Frère, insolvents, 2114.

BEAUCE : —Beaudoin vs Poulin, 2215 ; St. Hilaire vs Garant, 2115.

BEAUHARNOIS : —Hébert vs Lepage, 2116.

MONTRÉAL : —Gladu vs Décarie, 2116 ; Ostigny et al vs Bédard esql, 2117.

OTTAWA : —Tellier vs Ethier et al, 2117.

PONTIAC : —Chouinard vs Sauriol, 2118.

QUÉBEC : —Godbout vs St. Pierre, 2118.

RICHELIEU : —Marcoux et al vs Poliquin, 2119.

TERREBONNE : —Leblanc vs Journaux, 2120.

TROIS RIVIÈRES : —Hurtubise, failli, 2120 ; René vs Lacerte, 2121.

BEAUCE : —Beaudoin vs Poulin, 2115 ; St. Hilaire vs Garant, 20*

BEAUHARNOIS : —Hébert vs Poulin, 2116.

MONTREAL : —Gladu vs Décarie, 2116 ; Ostigny et al vs Bédard esql, 2117.

OTTAWA : —Tellier vs Ethier et al, 2117.

PONTIAC : —Chouinard vs Sauriol, 2118.

QUÉBEC : —Godbout vs St. Pierre, 2118.

RICHELIEU : —Marcoux et al vs Poliquin, 2119.

TERREBONNE : —Leblanc vs Journaux, 2090.

THREE RIVERS : —Hurtubise, insolvent, 2120 ; René vs Lacerte, 20.21

